

1.60 F

Algeria, 1.20 Fr.; Maroc, 1.60 fr.; Tunisie, 1.20 M.
Algues, 1 Dm; Antilles, 1.20 ec.; Belgique,
13 fr.; Canada, 5.75; Danemark, 3.50 Kr.;
Espagne, 10 Ptas.; France, 1.20 F.; Grèce,
20 dr.; Irlande, 50 rils; Italie, 350 L. Librai, 300 P.
Luxembourg, 13 fr.; Norvège, 3 Kr.; Pays-Bas,
1.25 Fl.; Portugal, 17 esc.; Russie, 20 Rbls.
Suisse, 1 Fr.; Suède, 13 Kr. Vespérale, 10 Sm.

Tarif des abonnements page 24

5, RUE DES ITALIENS
75047 PARIS - CEDEX 09
C.G.P. 6207-23 Paris
TélEx Paris n° 650572
T.N. = 246-72-23

Ancien ministre égyptien
M. YOUSSEF SEBAI
VICTIME D'UN ATTENTAT
A CHYPRE
(LIRE PAGE 26.)

en vente dans tous les kiosques et les librairies 6F

XAVIER GRALL

(Lire la suite page 4.)

Peu coutumier — c'est lui qui le dit — des « besoins banales », il o su prendre de l'altitude pour se consacrer, en partie, à la rédaction de ce qui apparaît aujourd'hui comme le plus vivant, le plus serein et, sans doute, le plus inclosable de ses livres, doté d'un titre apocalyptique : « les Antennes de Jéricho ».

ANNE REY.
(Lire la suite page 11.)

idées

CONSTITUTION

Synthèse ou parenthèse

par GEORGES VEDEL

EN indiquant, à Verdun-sur-le-Doubs, quelle serait son attitude en cas où les Français ne feraient pas le « bon choix », le président de la République n'a pas déçu les amateurs de politique-fiction. Mais il a relancé une vieille controverse : celle de l'avenir des institutions. Il ne s'agit pas seulement de se demander ce que, dans l'hypothèse évoquée, feraient les acteurs, mais ce que serait notre régime politique.

Sur ce point, il y a deux écoles. Elles ne sont pas en désaccord sur les prémisses. L'une et l'autre admettent que les institutions dessinées en 1958, infléchies en 1962 par l'élection du chef de l'Etat au suffrage universel direct, n'ont pas encore pris leur figure définitive. Jusqu'ici le problème institutionnel véritable a été masqué par la réussite d'un pari. Ce pari est que le chef de l'Etat trouve à l'Assemblée nationale une majorité suffisamment fidèle sinon inconditionnelle pour perpétuer la primauté politique du président recueillie dans la tradition guillennine et confortée par l'élection populaire. Or, ce pari sera bien perdu un jour, même si ce n'est pas en mars 1978. C'est ce jour-là que se posera vraiment le problème des institutions.

Entre les deux écoles, l'accord va encore plus loin. L'une et l'autre admettent que l'élection à l'Assemblée nationale d'une majorité contrôlée aux vœux et aux vues du président en charge ne ferait pas voir la Constitution en éclat. Au sein de l'une et de l'autre, politiques et juristes croient pouvoir dessiner, au moins approximativement et au prix de compromis, la répartition des pouvoirs entre l'Elysée, Matignon et le Palais-Bourbon.

La souplesse des institutions

Pourtant, une autre opinion, qui a elle aussi, des racines anciennes, reprend une vigoureuse actualité. Selon ceux qui la professent, la Constitution faite des textes de 1958 et de 1962 ne serait pas vouée de façon nécessaire à basculer vers le régime parlementaire ou vers le régime présidentiel. Notre Constitution a une existence autonome et peut s'appliquer sans coup de pouce dans un sens ou dans l'autre. Si l'on se reporte à des colloques déjà anciens de l'Association française de science politique, on constate que l'idée du date pas de ces derniers mois. Réfléchissant à la conjonction qu'aurait une victoire de l'opposition, des hommes politiques et des politistes avaient déjà souligné la « souplesse » de nos institutions et refusé de ne voir dans celles-ci qu'un lever de rideau. Il n'est donc pas étonnant qu'aujourd'hui, envisageant la même hypothèse, il existe une école pour qui l'ajustement rééquilibré des pouvoirs entraînerait des décisions favorables à la gauche ou à la droite, n'est pas une parenthèse. C'est peut-être lui qui, au contraire, donnerait à notre Constitution sa véritable figure.

Pour éliminer, quitte à utiliser une dialectique primaire, on pourrait dire que la IV^e République, avec le règne des députés, a été la thèse et que la pratique politique depuis vingt ans, avec le règne du président, a été l'antithèse : nous voici à la synthèse.

Soutenue depuis longtemps comme on l'a dit, cette vue reprend une force particulière dans les circonstances actuelles. Mais la mise en doctrine : le régime envisagé n'a plus la singularité, toujours un peu gênante, d'être sui generis ; il reçoit un nom, le « régime semi-présidentiel » (1). La voie légitime. Ce n'est plus un bidon à la douzaine nées ; il appartient à une famille parlementaire respectable de gouvernements démocratiques dont l'Autriche, la Finlande, l'Irlande, l'Allemagne, sont les membres ; le Portugal vient d'y entrer et, paraît-il, met en lui son espoir. Sans doute, bien qu'authentique, le régime semi-présidentiel de Weimar a mal tourné. Mais c'est là un accident qui, comme le dit la vieille à Candide (à propos d'autre chose), ne fait que fortifier sa vertu : « Ce que l'histoire a fait, la France peut le faire. » Tel est le propos.

S'il ne s'appuyait sur ces exemples étrangers, il nous laisserait assez froids. Non par chauvinisme constitutionnel et mépris de la géographie politique. Mais simplement parce que les conditions élémentaires du raisonnement par analogie ne nous semblent pas, dans ce cas, réunies. Il existe, il est vrai, des pays où l'élection du président de la République au suffrage universel, bien que s'accompagnant en général de prérogatives supérieures à

celles du chef d'Etat en régime parlementaire, conduit à un partage équilibré des pouvoirs entre le président qui tient son mandat du peuple et le gouvernement appuyé sur une majorité également issue du suffrage universel. Il est également vrai que l'on est alors dans une situation qui n'est ni celle du régime parlementaire ni celle du régime présidentiel. Mais ni l'histoire politique, ni les structures d'opinion, ni les dimensions nationales des pays considérés ne sont celles de la France. Il y a tout de même des pays avec lesquels nous avons plus de ressemblance que ceux que l'on vient de citer. Après tout, l'expérience de l'Allemagne de Weimar nous est plus sensible que celle de la Finlande, et, justement, elle est décourageante.

La démonstration directe, sans appel au comparatisme, de la possibilité en France du régime semi-présidentiel doit retenir davantage l'attention. Elle repose tout entière sur l'idée que l'équilibre, instamment perçu comme préalable, entre les pouvoirs et l'autorité d'un président élu au suffrage universel et ceux d'un gouvernement émané d'une majorité parlementaire peut être stable et tourner à l'habitude.

L'affirmation paraît démentir l'analyse souvent faite de l'équivoque initiale de la Constitution de 1958, trop parlementaire pour ce qu'elle a de présidentiel, trop présidentielle pour ce qu'elle a de parlementaire (2). Quand un auteur (3) ramène

Mais peu importe... Un auteur a toujours le droit de raturer un écrit ancien. L'essentiel des doutes sur le possible existence en France d'un régime semi-présidentiel conforme à la marque déposée est ailleurs. Les contradictions qui sont au cœur du système politique français ne viennent pas d'une situation conflictuelle statique et permanente qu'imposeraient les textes. Ceux-ci ont tourné, selon qu'il s'agit du président de la majorité ou de la minorité, bienveillante, tiède ou hostile, qu'elle est cohérente ou flottante ; et selon surtout que son investiture est postérieure ou antérieure à la sieste, on se trouve en présence de cas de figure variant commandant des modalités, elles-mêmes très différentes, de fonctionnement des institutions. On nous assure, il est vrai, que le temps des majorités obéissantes est définitivement passé — quel que doive être le sens du sorcier de mars. Admettons-le. Mais il reste un nombre impressionnant d'hypothèses possibles sur la configuration des forces politiques auxquelles le régime semi-présidentiel devrait faire face. Il changera nécessairement de visage à chaque tournant. S'il pouvait exister en France, le régime semi-présidentiel serait en fait non une synthèse du système parlementaire et du système présidentiel, mais une alternance de phases présidentielles et de phases parlementaires — ce qui est tout autre chose.

Deux oubliés

L'on ne serait pas préservé de ce mouvement pendulaire par la fidélité des dispositions constitutionnelles, même si elles devaient être dans l'avenir rigoureusement appliquées. En effet, l'assertion contraire procéderait de deux oublis. Le premier est que, souvent, en toute bonne foi, on peut donner deux ou trois interprétations de la même prescription constitutionnelle : comment se prennent les décisions en conseil des ministres ? Quelles sont les attributions respectives et du chef de l'Etat et du premier ministre ? Ce ne sont là que trois exemples de points d'interprétation auxquels des juristes également scrupuleux et objectifs peuvent légitimement donner des réponses différentes. Sans doute, une décision de justice sur ces problèmes s'imposerait à tous. Mais — et c'est là le second oubli — le Conseil constitutionnel n'a pas une compétence générale à l'égard de tout le contentieux constitutionnel. Il ne peut être saisi que dans des cas bien déterminés, et le passé a montré que, sans jamais fuir ses responsabilités, la Haute Assemblée a dû assez souvent, par simple res-

pect du droit, se déclarer incompétente pour trancher les conflits juridiques les plus épineux. Pour des raisons analogues et non moins contraignantes, elle devrait se résister sur nombre des problèmes les plus difficiles qui opposeraient, à propos de l'interprétation des textes, les acteurs du jeu politique. Et le problème de savoir qui, dans ces cas-là, est compétent, faute de juge pour interpréter la Constitution, marquerait un degré de plus dans l'escalade contentieuse.

Répondra-t-on que, cahin-caha, comme eût dit le général, une coutume finirait bien par se former, qui fixerait le sens des textes ? Ce n'est pas impossible, mais c'est peu probable. En effet, la succession des cas de figure qui peut être rapide, risque d'empêcher la fixation des pratiques et leur transformation en coutumes. Ce qui aurait été acquis en temps d'opposition du président et de la majorité serait remis en question en temps d'accord ; ce qui aurait été fait quand le législateur du président était ancien et (sans cela de l'Assemblée) serait peu acceptable dans l'hypothèse contraire. Et l'on assisterait à des inversions de posi-

DEUX PRÉCISIONS

par MAURICE DUVERGER

ON comment beaucoup d'erreurs, aujourd'hui, dans l'interprétation de la Constitution, en confondant les habitudes engendrées par un certain rapport des forces politiques et les règles posées par le texte, qui subsisteraient seules si ce rapport change. La plus grave est celle du premier ministre dans sa déclaration du 31 janvier, où il affirmait que, si l'union de la gauche gagne les élections et s'applique le programme commun, le président de la République sera libre pour empêcher que la politique excessive de l'opposition ne soit appliquée. M. Giscard d'Estaing avait mieux interprété la loi fondamentale en disant exactement le contraire quatre jours plus tôt : « Si vous choisissez le programme commun, il sera appliqué. Ne croyez pas que le président de la République ait, dans la Constitution, les moyens de s'y opposer ».

Comment s'étonner de ces divergences entre l'Elysée et Matignon, alors qu'on en trouve au sein même des facultés de droit ? Il est difficile de gouverner à l'opinion du professeur Jacques Robert disant que, en face d'une majorité de gauche, « il ne serait pas interdit (soit) de l'Etat de recourir au référendum de l'article 11, même si l'on s'y refuse en principe (1) ». En vérité, les scrupules de M. Giscard d'Estaing ne seraient point l'obstacle principal au recours à l'article 11 ; car le président ne peut user de celui-ci que « sur proposition du gouvernement pendant la durée des sessions ou sur proposition conjointe des deux Assemblées », dit la Constitution. On n'imagine point qu'un gouvernement de gauche ou une Assemblée nationale dominée par la gauche formulent des propositions de ce genre.

On pourrait imaginer sans doute que le président nomme un premier ministre et des ministres à sa botte, qu'il les réunisse en conseil sur l'heure pour se faire proposer un réfé-

rendum, et qu'il procède à celui-ci malgré le vote de censure qui interviendrait dans les quarante-huit heures. Ce gadget plébiscitaire serait-il conforme au devoir fondamental d'un chef de l'Etat chargé de « veiller au respect de la Constitution » et d'« assurer le fonctionnement régulier des pouvoirs publics » ? Nul ne peut sérieusement le prétendre. En 1924, Alexandre Millerand avait ainsi formé le ministère François-Marsal ; mais c'était pour lire un message au Parlement, non pour en appeler au peuple contre lui.

Une autre erreur fréquente concerne l'interprétation de l'article 39, qui définit la procédure régulière de révision constitutionnelle. Une victoire de la gauche permettrait de bloquer toute révision proposée par le président qui ne serait point votée par la nouvelle majorité de l'Assemblée nationale. Par contre, une révision proposée par elle ne serait pas tout à fait impossible. Le blocage éventuel ne pourrait pas venir du chef de l'Etat, puisque des députés ou des sénateurs peuvent présenter sans lui une proposition de révision, et qu'il est obligé de la soumettre à référendum si elle a été votée par chacune des deux Chambres dans les mêmes termes.

Seul le Sénat pourrait bloquer une initiative prise par la nouvelle majorité. Mais rien ne prouve qu'il le ferait, si la révision proposée portait uniquement sur l'article 16 et sur la création d'une Cour suprême, qui sont les deux réformes essentielles prévues par le programme commun. Sur l'une et l'autre, des propositions raisonnables pourraient être bien accueillies par la Haute Assemblée. Hors de ce domaine, il faudra se résigner à appliquer les règles du jeu telles que la Constitution les fixe aujourd'hui, sans pouvoir les changer.

(1) Le Monde du 3 février 1978, page 8.

ÉCRIT SUR LE ZINC

DANS tous les scénarios que les futurologues, politologues, prospectivistes, journaux, spécialistes nous assentent quotidiennement sur l'après-victoire électorale, il existe un certain nombre de « créneaux » comme on dit aujourd'hui, qui ne paraissent pas tant prévision et qui, pourtant, s'ils étaient occupés, donneraient une vision différente du débat.

Tout d'abord, personne n'envisage sérieusement que la droite pourrait l'emporter. Parce que, dans ce cas, il n'y aurait pas de volontiers plongés dans l'inconnu qui fait frissonner les Français qui occupent par la plume, la parole et l'image tous les instruments de l'information.

La droite, ce serait, dans l'économie de marché, libre-échangiste, et capitaliste, cette machine grinçante et empirique, qui s'efforceraient d'aligner sur les autres machines de même type pour laisser passer l'ouragan de la crise.

Tandis que le combat de la gauche comporte tant d'inconnues, de paris, d'incertitudes que seul, dans un pays qui aime le tiers et le lot, il est de nature à entretenir le rêve.

En second lieu, il y a un langage politique qui surprend et qui est admis par tous les professionnels. Si la gauche l'emporte et propose de changer la société, son échec ne viendrait pas de l'impossibilité économique de réaliser le rêve, mais du refus de la droite battue de jouer loyalement le jeu démocratique. Le capital trahira, en faisant fuir les capitaux, le franc s'effondrera, l'inflation appauvrira les salariés, enrichira les détenteurs de biens réels, l'expérience ne pourra se poursuivre que par sa radicalisation.

Personne ne se dit que si la droite l'emporte, la gauche ne jouera pas davantage le jeu et que les syndicats créeront par les grèves et l'ambiguïté de leurs propos des difficultés majeures au système, en s'efforçant de l'affaiblir et donc en contestant fondamentalement le mécanisme du capitalisme. C'est l'image de la lutte des classes où il est normal que les salariés combattent sans relâche le capital qui les

exploite, mais où c'est, pour celui-ci, trahir lorsqu'il s'agit de soutenir l'inspiration d'une société qui tend à le supprimer. Mais tout cela justement est le défilé d'un théâtre d'ombres qui masque la vérité.

François Mitterrand qui, dans sa retraite politique, postérieure à 1958, a su si bien lire et assimiler James et Léon Blum, a-t-il vraiment attendu vingt ans le succès législatif, pour devenir le premier ministre de Valéry Giscard d'Estaing ?

Un représentant de la minorité de la majorité

Qu'est-ce qu'un premier ministre dans la IV^e République, quand le chef de l'Etat est Valéry Giscard d'Estaing ? Est-il croyable, le parti communiste étant toujours ce qu'il est, que la réussite au pouvoir de la gauche puisse consolider l'alliance du parti des travailleurs avec celui des classes moyennes, cette sorte de club Mitterrand politique qui constitue le P.S. ?

Il faudrait de solides alliés à gauche pour résister à cela. Est-il croyable, le parti communiste étant toujours ce qu'il est, que la réussite au pouvoir de la gauche puisse consolider l'alliance du parti des travailleurs avec celui des classes moyennes, cette sorte de club Mitterrand politique qui constitue le P.S. ?

Quant au scénario pour la prise du pouvoir on peut compter sur François Mitterrand pour créer le plus vite possible l'état de crise qui force le président à se retirer. Désaccord sur le premier ministre, désaccord sur le programme, censure de l'Assemblée nationale, dissolution, retour au pouvoir de la gauche dans la foulée du premier snook, situation identique constituant un désaveu du président de la République, démission, élection présidentielle, Mitterrand, recours contre le désordre. Pourquoi développer un scénario qui se lit sur le visage de chacun des protagonistes et entre les lignes du débat ?

JEAN-PHILIPPE LEPETRE.

(*) Docteur en droit, ancien directeur d'entreprise.

DÉBATS POLITIQUES

L'Assemblée va nommer des députés pour approuver le programme de...

Les élections législatives de 1978 ont été marquées par une victoire de la gauche, qui a permis à François Mitterrand de devenir président de la République. Cette victoire a ouvert une nouvelle ère pour la France, marquée par des réformes importantes. Le programme commun de la gauche, qui a été adopté par l'Assemblée nationale, vise à améliorer les conditions de vie des Français, à renforcer le rôle de l'Etat, et à promouvoir la justice sociale. Les réformes prévues incluent la création d'une Cour suprême, la mise en place d'une Commission des libertés individuelles, et la réforme de la justice. Ces mesures sont considérées comme essentielles pour garantir les droits des citoyens et pour assurer le bon fonctionnement de la démocratie. La gauche s'engage à poursuivre ces réformes avec détermination, afin de construire une société plus juste et plus équitable.

Les questions de personnes

Les questions de personnes sont au cœur des débats politiques actuels. Elles concernent la composition du gouvernement, la nomination des ministres, et la répartition des responsabilités. Ces questions sont cruciales pour déterminer l'orientation politique du pays et pour assurer la cohésion du gouvernement. Les débats autour de ces questions reflètent les divergences d'opinion au sein de la gauche, mais aussi les tensions avec la droite. Il est essentiel de trouver des solutions qui respectent les principes démocratiques et qui permettent de mettre en œuvre le programme commun de la gauche. Les citoyens ont le droit de s'exprimer sur ces questions et de faire valoir leurs opinions. Les élus doivent écouter ces voix et agir en conséquence. Seule une approche ouverte et transparente permettra de résoudre ces questions et de garantir la stabilité du gouvernement.

Les élections législatives de 1978 ont été marquées par une victoire de la gauche, qui a permis à François Mitterrand de devenir président de la République. Cette victoire a ouvert une nouvelle ère pour la France, marquée par des réformes importantes. Le programme commun de la gauche, qui a été adopté par l'Assemblée nationale, vise à améliorer les conditions de vie des Français, à renforcer le rôle de l'Etat, et à promouvoir la justice sociale. Les réformes prévues incluent la création d'une Cour suprême, la mise en place d'une Commission des libertés individuelles, et la réforme de la justice. Ces mesures sont considérées comme essentielles pour garantir les droits des citoyens et pour assurer le bon fonctionnement de la démocratie. La gauche s'engage à poursuivre ces réformes avec détermination, afin de construire une société plus juste et plus équitable.

LE MONDE met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des résumés d'annonces immobilières. Vous y trouverez peut-être LA MAISON que vous recherchez.

DÉBATS POLITIQUES ET CONSTRUCTION ÉCONOMIQUE EN CHINE

L'Assemblée va nommer des dirigeants La renaissance spectaculaire de Tientsin la sinistrée

(Suite de la première page.)

Indépendamment des grands projets spéciaux dans le nucléaire, l'industrie chimique, les télécommunications, ces objectifs paraissent marqués par une bonne dose de réalisme. Les taux d'accroissement envisagés ne diffèrent pas profondément, en effet, de ceux qui ont été réalisés, en moyenne, au cours des dix dernières années. Ce peut être un signe de sagesse et de modération. Cela peut aussi être révélateur des difficultés que le régime éprouve à effectuer certains choix d'investissement et qui le conduisent à opter pour de prudentes compromis provisoires.

Sur le plan politique, des indications concordantes laissent prévoir que la future Constitution ne sera pas un texte entièrement nouveau mais constituera seulement un ajustement par rapport à celle de 1975. D'aucuns semblent le regretter, qui avaient espéré que la République populaire se doterait d'une loi fondamentale d'un esprit voisin de celui des Constitutions occidentales et à laquelle les gouvernants seraient obligés de se conformer strictement. On n'en est apparemment pas à cette conception du juridique constitutionnel. Il faut sans doute attendre à nouveau un texte d'une autorité juridique relative, se bornant à fixer les grandes lignes du régime et de son fonctionnement. Il est de moins en moins question de réviser la poste de président de la République qui existait sous la Constitution de 1954, les fonctions de chef de l'Etat devant continuer à être assurées par le président du comité permanent de l'Assemblée nationale populaire (2). On attend, en revanche, au rétablissement d'organes de contrôle ayant mission d'offrir un recours possible aux citoyens victimes d'abus de pouvoir, de déni de justice, etc. Sous la Constitution de 1954, ce rôle était joué par les parquets qui étaient notamment chargés de contrôler le fonctionnement des tribunaux. Leurs attributions avaient été intégralement dévolues aux organes de sécurité par la Constitution de 1975.

Des questions de personnes

Les inconnues les plus graves portent sur les questions de personnes. Le problème le plus délicat est de savoir qui sera nommé à la tête du gouvernement, poste actuellement occupé par M. Hua Guo-feng qui, étant déjà président du parti, ne devrait pas normalement cumuler plus longtemps ces deux fonctions. Le nom de M. Teng Hsiao-ping est sur toutes les lèvres. Mais, d'une part, le vice-premier ministre est déjà près de ses soixante-quatorze ans, d'autre part, il n'est pas certain qu'une majorité de ses collègues, au sein du bureau politique, envisage sans réticence de le voir rassembler entre ses mains des pouvoirs aussi considérables. On touche ici au problème fondamental de l'équilibre des forces politiques au sein de la direction collective chinoise, d'autant plus difficile à apprécier qu'il se modifie en permanence. Certains observateurs inclinent à penser que le nœud du compromis pourrait, là encore, l'emporter au profit d'un personnage « centré », au demeurant difficile à identifier. Mais de telles spéculations sont peut-être bien vaines, à la fois du dynamisme de M. Teng Hsiao-ping et de la volonté de M. Hua Guo-feng de ne pas laisser échapper une autorité encore inégalement reconnue.

Parmi les autres postes d'importance qui devraient recevoir de nouveaux titulaires figure celui de ministre de la Défense, actuellement occupé par le maréchal Yen Chien-ying (né de soixante-dix-neuf ans). Les fonctions de chef d'état-major général et de directeur du département politique général de l'A.P.L.

● Les ailes chinoises en Europe. — La compagnie aérienne chinoise ouvrira au printemps prochain une nouvelle ligne au départ de Pékin vers la Yougoslavie et la Suisse. Une délégation officielle chinoise conduite par le directeur général adjoint de l'administration civile chinoise (CAAC) vient de quitter Pékin pour une « visite amicale » en Yougoslavie et en Suisse. La compagnie chinoise relie déjà Pékin à Paris via Karachi et Pékin à Tirane en Albanie via Téhéran et Bucarest. — (A.P.F.)

LE MONDE met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières. Vous y trouverez peut-être LA MAISON que vous recherchez.

étant occupés respectivement par des hommes aussi proches que MM. Teng Hsiao-ping et Wei Kuoching, les forces armées chinoises sont, si l'on peut dire, bien encadrées. Hsiao-ping est peut-être pour nommer comme ministre un homme moins marqué et dont l'influence contribuerait à conserver à l'armée un certain équilibre. L'un des candidats autrefois les mieux placés pour ce poste, le commandant de la région militaire de Pékin, le général Chen Hsi-lin, est actuellement en posture délicate, et ses chances paraissent aujourd'hui bien minces. A l'opposé, le général Hsu Shih-yu, commandant de la région militaire de Canton, risquerait fort de n'apparaître que comme l'homme de M. Teng Hsiao-ping. De nouveau, un homme de compromis peut-il être trouvé ?

A quelques jours de la réunion de l'Assemblée, on ne peut qu'être frappé par la nature des incertitudes qui entourent cette session. Les grands orientations du régime — modernisation, effort de production, ordre et stabilité, amélioration du niveau de vie, animation de l'activité diplomatique sans innovation dramatique, — sont finalement assez claires. Restent des questions d'hommes qui témoignent des difficultés qu'éprouvent les héritiers du pouvoir à trouver leur propre équilibre politique.

A. J.

(2) Défunct jusqu'à sa mort, en juillet 1976, par Chu T'ao, ce poste est actuellement vacant.

Tientsin. — Dix-huit mois après le tremblement de terre du 26 juillet 1976, Tientsin offre encore l'aspect d'une ville profondément sinistrée. Cela ne se voit pas d'emblée, car le séisme paraît avoir frappé ici, curieusement, par vagues localisées. A la différence de Tangshan, plus proche de l'épicentre et où il n'a resté pratiquement plus pierre sur pierre, certains quartiers semblent à première vue n'avoir été qu'à peine atteints.

Le long de la rue de la Libération, par exemple, aux alentours de l'hôtel Tientsin — ancien Astor, — les lourds immeubles hérités des concessions étrangères du début du siècle n'ont pas bougé. Cependant, une profonde lézarde sillonne l'une des ailes de l'hôtel : tout à côté, la base même d'un bâtiment s'est été renforcée.

A quelques centaines de mètres de là à peine, c'est un spectacle de dévastation. D'un autre immeuble hérité des concessions occidentales, il ne reste que quelques rangs de pierres au-dessus du sol. Dans les rues de la Paix et de Nanhai, des maisons sont réduites à des tas de gravats.

Notre guide est simabla, mais un peu nerveux d'accueillir ici le premier correspondant étranger depuis la catastrophe, et nous n'avons guère la possibilité de nous informer au-delà de ce que nous pouvons voir de nos propres yeux.

Mais cette inégalité dans la répartition géographique des dégâts — dont des réfugiés avaient paré immédiatement après le séisme — se remarque aussitôt. Elle se confirme

au-delà du centre de la ville. Les quartiers nord ont été évidemment touchés. Vers l'est, les dégâts sont moins apparents, mais en poussant plus loin dans la même direction, à une quarantaine de kilomètres, le port de Heikang paraît avoir sérieusement souffert.

Des abris provisoires occupent tous les emplacements libres ; les mêmes abris avaient été construits à Pékin après le tremblement de terre et renforcés pour l'hiver 1976-1977. Une partie d'entre eux, au moins le long des rues principales, ont été démolis depuis. A Tientsin, les abris ont non seulement été conservés — ce qui a entraîné le

disparition presque complète des trottoirs dans le centre de la ville, — mais la plupart sont occupés. En témoignent les fumées qui s'en élèvent à l'heure de la préparation des repas, les petits rideaux aux fenêtres et le linge multicolore qui sèche sur des fils tendus au-dessus des toits.

La température est largement en dessous de zéro et les couvertures en papier goudronné ne peuvent offrir une protection très efficace contre le froid. C'est dans des conditions précaires que vivent encore une partie importante des habitants dont les logements ont été détruits ou sont désormais trop peu sûrs.

Cités nouvelles

L'effort de reconstruction a pourtant été fantastique. Là encore, aucune donnée précise ne nous a été communiquée. Mais il est facile de voir par soi-même les dizaines et les dizaines d'immeubles neufs, reconnaissables au rouge vif de leurs briques et à la fraîcheur du ciment, édifiés depuis le tremblement de terre. Il s'agit le plus souvent de bâtiments à cinq ou six étages, de bonne allure, presque toujours pourvus d'une armature de béton leur permettant de résister à d'éventuelles secousses. De véritables petites cités nouvelles se sont ainsi créées dans les quartiers périphériques, et commencent tout juste à être habitées.

La réussite est d'autant plus méritée

qu'elle a été obtenue dans une ville bouleversée, qui comptait ses morts — et à en juger par les destructions visibles, les pertes en vies humaines ont inévitablement été lourdes.

Mais la tâche à accomplir reste considérable. Il faut consolider ce qui peut être sauvé ou démolir ce qui est condamné. Mais on ne voit guère de bulldozers. Le travail se fait à la pioche ou à la pelle et n'avance qu'avec lenteur, ralenti encore par le désir de récupérer tous les matériaux qui pourraient encore être utilisés. L'ensemble n'évoque nullement le spectacle d'une fourmilière en pleine effervescence. Diverses Indonésiens laissent penser, en fait, qu'on a paré

au plus pressé et que, désormais, on ne veut plus mobiliser pour la reconstruction des forces trop nombreuses et indispensables aux tâches de production.

En dépit de tout, au demeurant, une vie presque normale a repris dans Tientsin.

Ces jeunes filles en survêtement font leur croce au petit matin au milieu du flot de bicyclettes. Autobus et trolleys circulent bondés comme dans toutes les villes chinoises. Une flotte de petites voitures Fiat toutes neuves, le plus souvent confiées à de jeunes conductrices, a pris possession des rues. La lumière brille dans les magasins dont les enseignes reluisent d'un vernis rouge et c'est tout juste si l'on devine, à la manière dont les gens sont habillés, qu'un sérieux problème de chauffage doit se poser un peu partout.

L'arrivée de visiteurs occidentaux fait un peu sensation à l'hôtel Tientsin où chante une antique robinetterie d'origine britannique, mais dont la salle à manger a été soigneusement repeinte. Dans le porche, des décorations subsistent qui indiquent que l'endroit a récemment accueilli les délégués d'un congrès local. Est-ce à dire que Tientsin pourrait être bientôt ouvert aux visiteurs étrangers ? Des experts occidentaux, qui en ont été chassés par le tremblement de terre, ont récemment appris qu'ils pouvaient, s'ils le désiraient, y reprendre leur poste. Il est douteux, néanmoins, que de simples touristes y soient invités avant quelque temps.

ALAIN JACOB.

DIPLOMATIE

A LA CONFÉRENCE DE BELGRADE

Le projet français de document final n'a pas encore permis de débloquent les travaux

M. Philippe Richer, le chef de la délégation française à la conférence de Belgrade, a présenté, vendredi 17 février, le projet français de document final. Ce texte, qui s'efforce de tenir compte des points de vue de tous les participants, devrait, dans l'esprit des dirigeants français, permettre que « la réunion ne se termine pas sur un constat d'échec ». L'expression est de M. de Guiringaud, qui l'a utilisée vendredi devant la presse diplomatique.

Les réactions enregistrées à Belgrade à la proposition française ne sont pas encore très nettes, nous téléphones notre correspondant particulier Paul Yan-

kovich. La plupart des orateurs ont demandé, vendredi, un temps de réflexion. Dans les couloirs de la conférence, cependant, les délégués des pays de l'Est ne cachent pas leur préférence pour le texte soviétique, dont une version « écorchée et complétée » a été diffusée. Le nouveau document soviétique ne donne cependant toujours pas satisfaction à ceux qui voudraient voir mentionner clairement les problèmes humanitaires. Certains délégués occidentaux, d'autre part, manifestent une certaine agacement devant l'initiative française et soulignent que Paris fasse preuve d'une plus grande volonté de concertation.

En fait, nul ne sait encore comment va se terminer la conférence. Les participants n'ont même pas pu se mettre d'accord sur l'ordre du jour des travaux de la semaine prochaine, les Soviétiques ayant posé comme condition préalable que la réunion se termine vendredi prochain, quel qu'il arrive. Une seule séance plénière est maintenant prévue pour le mardi 20 février. Peut-être saura-t-on alors si l'U.R.S.S. est décidée à un compromis — comme l'y aurait incité M. Giscard d'Estaing dans un message transmis le 15 février à M. Brejnev — ou si elle est prête à aller jusqu'à la rupture.

et des moyens « d'élargir la diffusion de l'information écrite » (Suisse) ; l'organisation en 1980 d'une « Année de coopération culturelle » en Europe (Yougoslavie) ; le renforcement de solutions aux problèmes des travailleurs migrants (Espagne) et l'application « dans l'esprit le plus large » des « mesures de confiance » militaires prévues à Helsinki, « en particulier en créant un climat de franchise autour des budgets militaires » (Suisse, Autriche).

MAURICE DELARUE.

Une synthèse des idées des différents participants

Le projet français de « document de clôture » déposé à la réunion de Belgrade, chargé d'examiner la mise en œuvre de l'Acte final d'Helsinki (1975), suit le même plan que celui-ci. Il comporte trois parties, portant sur la sécurité, la coopération économique, scientifique et technique, et la coopération dans « les domaines humanitaires et autres » (contacte entre les personnes, information, culture et éducation). Un chapitre spécial traite de la sécurité et de la coopération en Méditerranée.

Ce projet est une tentative de compromis. C'est un assemblage de diverses idées exprimées par les trois grandes groupes qui participent à la réunion de Belgrade : occidentaux, pays de l'Est, neutres et non alignés.

1) Les emprunts occidentaux. — Ils apparaissent dans une brève estimation, qui se veut sans complaisance, de l'application des décisions d'Helsinki. Il est dit que l'échec de vues à Belgrade a fait apparaître « des opinions différentes quant au degré d'application de l'Acte final » et que les progrès constatés laissent subsister « des insuffisances » et « des obstacles ». Un paragraphe fait explicitement référence au « respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales », qui est « indispensable » pour « parvenir à une amélioration sensible des relations mutuelles entre les Etats ». Dans l'énumération de ces droits, figure « le libre exercice de la profession » et « de la pratique d'une religion ou d'une confession », ainsi que le droit des minorités « à l'égalité devant la loi ». « L'espérance » est exprimée que les Etats participants « adhèrent aux pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme. Il est indiqué que « les institutions, les organisations et les personnes, tout autant que les gouvernements » jouent « un rôle

positif » dans la coopération entre les Etats et les peuples.

Les recommandations d'Helsinki, pour faciliter les réunions de familles et les mariages entre ressortissants d'Etats différents, sont précisées : nul ne devra souffrir « d'un inconvenient personnel ou familial pour avoir introduit une demande de ce genre », le coût des déplacements fondés sur ces motifs, « y compris celui des documents officiels » devra être réduit « à un niveau raisonnable ». La liberté sera reconnue de se marier en contact avec la représentation diplomatique ou consulaire des Etats participants pour entrer en relation avec des personnes ou des institutions de ces Etats.

2) Parmi les idées empruntées aux pays de l'Est figurent l'introduction, au nombre des droits de l'homme, du « droit de toute personne au travail » et « la participation effective des femmes, sur un pied d'égalité, à la vie politique, économique, sociale et culturelle ». Sont également retenues les propositions soviétiques de réunir des conférences « à haut niveau » dans les domaines de l'énergie et de l'environnement et de convoquer à Malte, en 1978, une réunion d'experts pour la coopération économique, scientifique et culturelle en Méditerranée. La volonté « de rendre effectif le non-recours à la menace et à l'emploi de la force » et « la nécessité d'efforts supplémentaires » pour promouvoir un nouvel ordre économique mondial sont exprimées sur proposition de la Roumanie.

3) Plusieurs suggestions émanent enfin de pays neutres et non alignés : « L'examen, « en détail lors d'une prochaine occasion », des conditions de travail des journalistes

Indonésie

D'anciens responsables militaires mènent l'opposition

Le secrétaire général de l'ASEAN (Association des nations d'Asie du Sud-Est), le général indonésien Dharsono, a été limogé début février à la suite de fortes pressions exercées par le gouvernement de Djakarta sur ses quatre partenaires (Singapour, Malaisie, Thaïlande, Philippines). Le ministre des affaires étrangères par intérim, M. Mochtar Kusumaatmadja, a dû effectuer la tournée des capitales allies pour les convaincre d'entériner cette décision unilatérale à l'encontre d'un homme qui avait été choisi d'un commun accord en 1976 et dont le mandat devait se terminer en 1979. Le général Dharsono a été remplacé par M. Umarjadi Nyotowiyono, secrétaire national de l'ASEAN pour l'Indonésie.

La mesure prise à l'encontre du général Dharsono, ancien chef de la division d'élite Siliwangi, basée à Java-Occidentale, ancien ambassadeur au Cambodge lorsque le maréchal Lon Nol était au pouvoir, et chef de la mission indonésienne chargée de la surveillance du cessez-le-feu au Vietnam de 1973 à 1975, est l'un des signes qui montrent que la contestation du président Suharto s'étend désormais à certains milieux des forces armées. Le général Dharsono avait pris la parole en public pour critiquer le régime, allant jusqu'à déclarer que l'ordre nouveau « instauré en 1966 par le général Suharto » « s'éloignait de plus en plus de ses idéaux d'origine ».

Comme d'autres généraux célèbres — Nasution, ancien chef d'état-major des forces armées, proche des milieux musulmans, Ali Sadikin, ancien gouverneur de Djakarta et qui souhaitait se présenter contre le président

Suharto lors de l'élection de mai, Kemal Idris, ancien commandant de la réserve stratégique, — le général Dharsono fait partie de la liste de personnalités dont le nom ou la photographie ne doivent plus paraître dans la presse. Dans cette liste figure aussi le poète et dramaturge W. S. Rendra. Des informations selon lesquelles ces opposants auraient été placés en résidence surveillée ont été démenties.

Il semble qu'une partie de la division Siliwangi ait pris ses distances à l'égard du régime. Cette unité est basée à Bandung, ville proche de la capitale et où l'agitation étudiante a été la plus virulente, en particulier après la publication, en janvier, d'un livre blanc — interdit par les autorités — qui s'en prenait violemment au régime. Il dénonçait, entre autres, la corruption de la famille présidentielle, s'opposait à la réélection du général Suharto et condamnait la venlerie d'un Parlement « vendu ».

Auto-censure

La division Siliwangi a, semble-t-il, laissé agir les étudiants, et il a fallu faire appel à d'autres forces. La compagnie mixte ESSK, pour rétablir l'ordre, récemment, dans le prestigieux Institut de technologie (I.T.B.). Les étudiants ont accusé les forces de l'ordre de s'être livrées à une répression brutale, et un étudiant aurait été tué par balle. Des inconnus ont été tirés sur la maison du recteur de l'université, qui avait été démis de ses fonctions le 18 février.

D'autre part, selon les informations venant de milieux universitaires, M. Mahbub Djumaldi, ancien président de l'Association des journalistes indonésiens (P.W.I.) et secrétaire général du parti d'opposition légale musulman P.P.P., serait détenu depuis le 7 février, pour collusion avec les activistes étudiants et pour critique du président.

Ces informations ne sont pas publiées par la presse locale. Plusieurs journaux qui avaient été suspendus ont été autorisés à reparaître, car ils pratiquent l'auto-censure, s'interdisant toute critique envers le général Suharto et passant sous silence l'agitation étudiante. Ils s'abstiennent de citer les radios étrangères mais publient des attaques contre des journalistes étrangers. Ce qui incite de nombreux Indonésiens à écouter les émissions de Radio-Australie en Indonésie.

Avant pour le moment rétablir l'ordre, le général Suharto, qui est aussi un remarquable tacticien politique, ne semble pas prêt à transiger avec l'opposition ni à céder la place. Devant le Parlement, le 30 janvier, le ministre de la Défense, le général Panggabean, déclarait : « Les fondations sur lesquelles sera bâtie une société juste et prospère ne seront pas ébranlées avant la réalisation de plus ou six plans quinquennaux de développement ».

ERWIN RAMEDHAN.

L'Union de la Gauche ?
"Un colin-maillard pathétique dans un jardin de banlieue rouge."

Jean-Marie Benoist.
Un singulier programme.
24 F

Les livres des Puf questionnent le monde.

puf

صكنا من الاجل

EUROPE

Irlande du Nord

tribuné aux éléments « durs » de l'IRA

UN ATTENTAT FAIT AU MOINS QUATORZE MORTS A BELFAST

Belfast (A.F.P., A.P.). — L'Irlande du Nord a connu, vendredi 17 février, l'attentat le plus meurtrier depuis 1971. Une bombe vraisemblablement incendiaire a fait explosion au début de la nuit dans un restaurant de la ville, tuant au moins quatorze personnes et en blessant plus de vingt, dont plusieurs très grièvement. Parmi les clients du restaurant, certains ont eu les membres arrachés par la déflagration. Un coup de téléphone anonyme avait informé la police que cette explosion allait avoir lieu ; mais les policiers ne purent arriver au moment précis où la bombe explosait. Quelque l'attentat n'ait pas encore été officiellement revendiqué, on estime généralement à Belfast, qu'il est imputable aux éléments les plus durs de l'IRA ; ceux-ci ont lancé, au cours de ces dernières semaines, une nouvelle vague d'opérations terroristes et seraient désormais équipés de ce type de bombes.

Espagne

Un socialiste préside le Conseil général basque

Le Conseil général du Pays basque, premier gouvernement autonome de cette province, a été constitué le vendredi 17 février, à Vitoria. Il est composé d'un président, M. Ramon Rubial, un vieux militant socialiste. Il est président du P.S.O.E. — et de quatorze conseillers. M. Rubial, un ancien ouvrier métallurgiste, qui est vice-président du Sénat espagnol, l'a emporté sur M. Juan Ajuria Guerra, candidat du parti national basque.

Tourneur à quatorze ans, militant socialiste à seize, emprisonné deux fois, la première sous la République — en raison de ses activités politiques et sociales, — la deuxième sous le franquisme, qui le garda enfermé dix-neuf ans, déporté onze ans plus tard, M. Ramon Rubial est un « combattant historique ». Né en Biscaye, la province des hauts journaux et des aciéries, marqué à soixante et onze ans par ses longues années de lutte au sein de l'Union générale des travailleurs et ses durs séjours en prison, homme simple, respecté de tous, prototype du militant ouvrier, M. Ramon Rubial a une particularité — qu'il partage, il est vrai, avec beaucoup de ses compatriotes du nord : il ne parle pas le basque. Une telle lacune l'a d'abord désavantagé par rapport à son concurrent à la présidence, le vieux chef nationaliste Juan Ajuria Guerra. Cette ne l'a finalement pas empêché de l'emporter, prouvant que les Basques ne sont pas aussi enfermés qu'on le prétend dans leur catégorie ethnique. M. Rubial a déjà expliqué comment il pouvait son actuelle fonction. A ses yeux, elle est surtout symbolique : la pousser sera exerce de façon collégiale en Euzkadi. Il n'en est pas moins significatif que le président de la deuxième entité régionale créée en Espagne soit un socialiste et un ouvrier. — C. V.

Danemark

Le fondateur du parti du progrès est condamné à de lourdes amendes fiscales

(De notre correspondant.) Copenhague. — L'avocat Mogens Glistrup, fondateur du parti du progrès (opposé à l'impôt sur le revenu et à la bureaucratie), député au Folketing depuis 1972, a été condamné vendredi 17 février à une amende d'un demi-million de couronnes (environ 400 000 francs) pour infractions à la législation des sociétés et négligences et manquements graves à l'égard de l'administration fiscale. Il devra rembourser une partie des dépenses et verser au Trésor 2 millions d'impôts non payés. Au total, il aura à payer plus de 5 millions de couronnes, c'est-à-dire 4 millions de francs. Les magistrats n'ont pas retenu contre lui l'accusation d'escroquerie et de fraude fiscale « grossière » comme l'avait réclamé le procureur. Dans leurs attendus, ils affirment avoir considéré comme circonstance aggravante le fait que le prévenu était un spécialiste de droit fiscal, et comme circonstance atténuante, le fait qu'il n'a, au fond, rien dissimulé de son système de manipulations fiscales. Ce jugement a immédiatement été l'objet d'appréciations extrêmement variées. Les ennemis de M. Glistrup regrettent qu'il n'ait pas été condamné à la prison (il était possible d'une peine de quatre à huit ans). Le parti du progrès estime que son dirigeant a remporté une grande victoire politique en réalité toutes les poursuites criminelles contre l'avocat ont été abandonnées. — C. O.

Italie

La démocratie chrétienne a demandé du temps à ses partenaires pour résoudre la crise

De notre correspondant Rome. — La plupart des éditeurs italiens ont considéré que la journée du vendredi 17 février serait « décisive » pour le dénouement de la crise gouvernementale. Trente-deux jours après sa démission, le président du conseil désigné, M. Giulio Andreotti, résumait très officiellement les dirigeants des six partis « constitutionnels » (démocrate-chrétien, communiste, socialiste, social-démocrate, républicain et libéral), qui se déclaraient impatients de conclure. Des phrases menaçantes avaient été prononcées la veille par les communistes et les socialistes. On s'attendait à un accord ou à une rupture. Il n'y a eu ni l'un ni l'autre. Le communiqué de la présidence du conseil affirme que les six partis ont « reconnu la gravité de la situation générale du pays et décidé un effort responsable pour arriver à une conclusion de la crise en des temps rapprochés ». Les Italiens devaient donc patienter encore : il semblerait qu'il ne soit pas en avant ait été fait, mais les divergences demeurent entre les démocrates chrétiens, d'une part, les communistes et les socialistes, d'autre part. En sortant du palais Chigi, M. Enrico Berlinguer a résumé en quelques mots la position du P.C.I. : « 16 + 1 ».

Si, en France, il faut se méfier des vendredis 13, en Italie, ce sont les vendredis 17 qui sont réputés porter malheur. M. Andreotti n'a-t-il pas pu choisir un autre jour pour résoudre les négociations des six partis ? Il est vrai que le président du conseil désigné avait pris ses précautions : son « église » de programme n'était pas datée du vendredi 17 février, mais du vendredi 16 + 2 février.

ROBERT SOLE

Union soviétique

UNE AVOCATE ACCEPTE DE DÉFENDRE ALEXANDRE GUMZBOURG

(De notre correspondant.) Moscou. — Mme Irina Ginzbourg a annoncé, jeudi 16 février, aux autorités de Kalouga, qu'elle avait trouvé un avocat soviétique acceptant d'assurer la défense de son mari, incarcéré depuis plus d'un an dans la prison de cette ville, située à 180 kilomètres au sud de Moscou. Il s'agit de Mme Yelena Stemkova, qui a également défendu plusieurs dissidents. Mme Ginzbourg a également rappelé qu'elle avait choisi un avocat américain, le Edward Bennett Williams, bien que les autorités lui aient dit à plusieurs reprises que seul un avocat soviétique avait le droit de s'occuper du dossier. M. Alexandre Ginzbourg, qui était membre du groupe de surveillance de l'application des accords d'Helsinki et administrateur du fonds Soljenitsyne d'aide aux prisonniers politiques et à leur famille, est accusé d'« agitation et de propagande antisoviétique », et réside jusqu'à sept ans de détention. — D. V.

Le sénateur Jackson a été invité en Union soviétique par M. Leonid Brejnev. M. Henry Jackson est notamment l'un des auteurs d'un amendement à la loi commerciale de 1974 (Trade Act) liant l'octroi de la clause de la nation la plus favorisée à la mise en œuvre d'une politique d'émigration libérale de la part de l'Union soviétique pour ce qui concerne, notamment, les citoyens d'origine juive. Ce parlementaire démocrate est également l'un des congressistes les plus influents dans le domaine des négociations sur les armes stratégiques. — (A.F.P., A.P., Reuter)

A TRAVERS LE MONDE

Argentine

UNE TROISIÈME LISTE DE PRISONNIERS POLITIQUES, comprenant deux cent vingt-trois noms, a été publiée le 14 février en Argentine. Il s'agit de personnes — tous des hommes — qui sont tenus à l'« le » de la police, « soit exécutés » dans la province de Santa-Fé. Les noms de près de deux mille détenus ont ainsi été révélés ces derniers jours. Le gouvernement a récemment reconnu l'existence de quelque trois mille cinq cents prisonniers politiques. — (A.F.P., Reuter)

Brésil

L'ESCADRON DE LA MORT a tué quarante-cinq personnes dans la banlieue de Rio-de-Janeiro au cours des sept dernières semaines, annonce la presse brésilienne. Parmi les victimes ont été torturés avant d'être exécutés. Les journaux indiquent que l'Escadron de la mort est une organisation composée de policiers. La police, quant à elle, assure que ces assassinats sont le résultat de rivalités entre bandes de délinquants. — (A.F.P.)

LE NOMBRE DE CITOYENS EMPÊCHÉS DE RENTRER AU PAYS est de cent vingt-trois, a déclaré le ministre brésilien de la justice, en réponse à des informations diffusées par la commission Justice et Paix. Cette organisation, qui dépend de l'archevêque de Sao-Paulo, faisait état de dix mille Brésiliens interdits de séjour chez eux. Les cent vingt-trois personnes qui ont été libérées ont quitté le pays à la suite d'exigences formulées par les ravisseurs d'ambassadeurs étrangers au moment de la vague de kidnappings qui a sévi, il y a quelques années. Tous les autres citoyens résidant à l'étranger peuvent rentrer quand ils le veulent. Selon M. Dallari, président de Justice et Paix pour Sao-Paulo, le gouvernement juge « indésirables » ces dix mille exilés. Ils rencontrent, en particulier, des difficultés pour faire valoir leur passeport dans les ambassades du Brésil et deviennent des apatrides.

Iran

LE MINISTRE IRANIEN DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES a annoncé, samedi 16 février, à Téhéran, que son gouvernement avait décidé de fermer son ambassade à Nairobi pour protester contre l'attitude du Kenya, qui accuse Téhéran de jouer un rôle néfaste dans le conflit de la Corne de l'Afrique. — (U.P.I.)

Liban

M. CAMILLE CHAMOUN, président du parti national (P.N.L.), conservateur libanais, a démissionné, vendredi 17 février, les propos tenus jeudi par un porte-parole officiel du parti annonçant pour dimanche une attaque d'envergure des troupes syriennes.

de la Force arabe de dissuasion (F.A.D.) contre les quartiers est de Beyrouth où se trouvent les forces conservatrices. M. Dory Chamoun, secrétaire général du P.N.L., et fils du chef du parti, a déclaré vendredi que seuls le président du P.N.L. et lui-même « devaient être considérés comme les porte-paroles officiels du parti ». — (A.F.P.)

République fédérale d'Allemagne

LA SUPPRESSION DE L'ALIMENTATION FORCÉE des gérillistes de la faim dans les prisons de la R.F.A. a été demandée vendredi 17 février par l'opposition chrétienne-démocrate, dont les représentants ont déposé un projet de loi à cet effet au Bundestag. Cette proposition ruine en cause une décision prise en commun, il y a un peu plus d'un an, par les deux Chambres du Parlement ouest-allemand. Elle a été vivement critiquée par les sociaux-démocrates et les libéraux, qui ont notamment fait valoir à la C.D.U. et à la C.S.U., que, en abandonnant les gérillistes de la faim à leur sort, les autorités ne feraient que « fabriquer des martyrs ». — (Corresp.)

Tchad

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES du Tchad a accusé, vendredi 17 février, devant le Conseil de sécurité l'Union soviétique de « combattre ouvertement » au sein du Front libérateur le territoire tchadien. Selon une dépêche de l'Agence libyenne d'information, une rencontre « au sommet » entre les dirigeants tchadiens et libyens serait néanmoins à l'étude pour régler le différend entre les deux pays. — (A.P., A.F.P.)

Tunisie

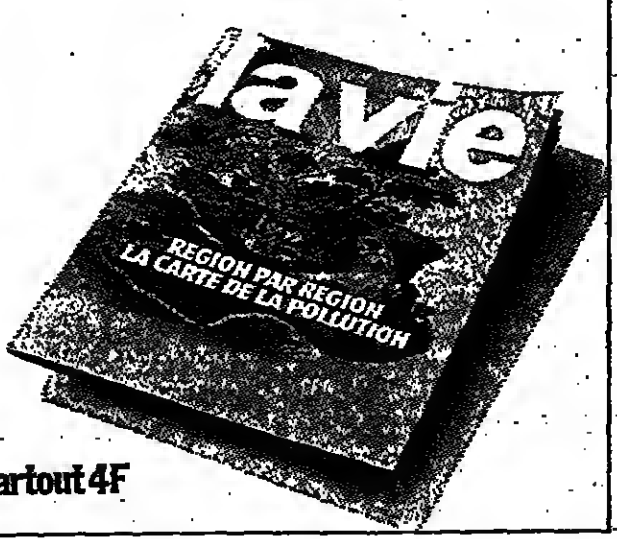
DOUZE LYCÉENS ET ÉTUDIANTS ont été condamnés, jeudi 16 février, à des peines de un à six mois de prison par le tribunal correctionnel de Tunis pour incitation à la grève des cours et troubles dans les lieux publics. La grève, qui affecte toujours les facultés et les lycées, a été déclenchée le 6 février pour protester contre « le comportement du gouvernement lors de la grève générale et des incidents sanglants qui l'avaient marqué le 26 janvier dernier ». — (A.F.P.)

M. HABIB CHATTY, ancien ministre des affaires étrangères qui avait dénoncé la sanglante répression du 26 janvier, s'est vu retirer par décret vendredi 17 février la dignité d'ambassadeur de Tunisie.

LE COUVRE-FEU instauré dans la capitale depuis le 26 janvier, a été réduit de trois heures. Il ne s'étendra plus que de minuit à 4 heures. L'état d'urgence demeure en vigueur dans l'ensemble du pays. — (A.F.P.)

Pollution : ça suffit !

Tout le monde parle de pollution; mais peu de gens savent en quoi elle consiste, ni à qui on la doit. Le secret est difficile à percer, parce que la réalité est complexe et parfois cachée. La Vie a mené une enquête de plusieurs mois auprès des organismes officiels, des écologistes, des scientifiques, des laboratoires privés; pour dresser, région par région une carte de France de la pollution. Une façon de dire à tous ceux qui polluent notre pays : ça suffit !



en vente aujourd'hui partout 4F

Mandarine

tion

l'avis d'Addis-Abeba en 1977 par l'aviation

CAMPAGNE NATIONALE CONTRE L'IMPERIATISME

Le Monde

politique

M. Ségué critique vigoureusement le programme chiffré du parti socialiste

Les dirigeants de la C.G.T. viennent de nouveau de critiquer sévèrement le programme du parti socialiste. Selon eux, le chiffrage publié au début de la semaine confirme que le P.S. remet en cause « les revendications essentielles des travailleurs ». « Si, par hypothèse absurde, nous mettions l'étiquette sur les revendications de la C.G.T., prises en charge par le programme commun, dès lors que le parti socialiste les abandonne, cela nous conduirait aux pires renoncements », a déclaré à Angoulême M. Georges Ségué en énumérant une douzaine de mesures sociales qui, selon l'analyse du bureau de la C.G.T., sont plus ou moins vidées de contenu initialement annoncé par la gauche unie.

De son côté, Mme Jacqueline Lambert, secrétaire confédérale, reprend en détail les « manquements » concernant la plate-forme de défense et la reconquête de la sécurité sociale établie en juin dernier par vingt-cinq organisations syndicales, politiques ou sociales, dont le P.S. Elle insiste implicitement sur le fait que le P.S. ne veut pas reprendre l'action pour le maintenir intégralement. Sans doute la présentation du programme socialiste manque-t-elle de clarté sur un certain nombre de points, à ses doutes peut-on en déduire que

l'application de différentes mesures a été abandonnée ou remise à plus tard.

Mais, visiblement, M. Ségué, dans son réquisitoire, a additionné des arguments dont plusieurs sont manifestement faux.

Les dirigeants cégétistes s'engagent donc de plus en plus nettement dans la campagne électorale, sans se soucier ni des remous que cette attitude a déjà soulevés dans les rangs de leur centrale ni des reculs enregistrés par la C.G.T. dans plusieurs élections professionnelles.

Comme pour présenter de nouvelles réactions ajoutant aux protestations soulevées par le récent appel en faveur du P.C.F. qu'il avait lancé — parlant cette fois en tant que dirigeant communiste, il est vrai, — M. Georges Ségué n'en réaffirme pas moins catégoriquement l'indépendance de la C.G.T. Les attaques menées contre la C.G.T. veulent, dit-il, « nous empêcher d'éclairer les travailleurs et de les mobiliser pour gagner ». L'attaque contre le centralisme, il énumère la pour le patronat, les politiciens de droite, les radicaux, une partie de la presse et certains dirigeants socialistes. « Mais nul ne compromettra la sérénité de la C.G.T. », ajoute M. Ségué. Méthode Coué ? — J. R.

La C.G.T. s'adresse aux 25 signataires de la « plate-forme » pour la Sécurité sociale

Mme Jacqueline Lambert, secrétaire confédérale de la C.G.T., chargée de la Sécurité sociale, a écrit le 17 février, aux vingt-cinq organisations signataires de la « plate-forme sur la santé et la Sécurité sociale » du 14 juin 1977, un courrier dans lequel elle leur rappelle les engagements pris par la C.G.T. et les autres signataires de la « plate-forme » sur le montant minimum des pensions de vieillesse, du droit à la retraite à cinquante-cinq ans pour les travailleurs des métiers pénibles, et d'autres points pour tous les travailleurs, de l'absence de mesures pour les handicapés, de

l'absence de décision sur l'abrogation des ordonnances d'août 1967 (donc du remboursement à 80 % ou 100 % des dépenses médicales), du « silence » sur le montant minimum des pensions de vieillesse, du droit à la retraite à cinquante-cinq ans pour les travailleurs des métiers pénibles, et d'autres points pour tous les travailleurs, de l'absence de mesures pour les handicapés, de

l'absence de décision sur l'abrogation des ordonnances d'août 1967 (donc du remboursement à 80 % ou 100 % des dépenses médicales), du « silence » sur le montant minimum des pensions de vieillesse, du droit à la retraite à cinquante-cinq ans pour les travailleurs des métiers pénibles, et d'autres points pour tous les travailleurs, de l'absence de mesures pour les handicapés, de

Diplomatie et élections

(Suite de la première page.)

M. Kanapa n'avait pas facilité la tâche de M. Jospin en refusant de répondre clairement à M. Lecanuet qui voulait savoir si le parti communiste revendiquerait le ministère des affaires étrangères en cas de victoire de la gauche. « Nous n'avons aucune discrimination » et « tous les postes du gouvernement peuvent être attribués aux communistes », ce contenu de la grande satisfaction du président du C.D.S. M. Jospin, lui, ne put que rappeler que « si le P.C. veut des ministères communistes au gouvernement, il faut d'abord assurer la victoire de la gauche, donc régler le problème des désistements ».

Mais ce n'était pas le sujet du débat du jour. En fait, tout le débat a été dominé — et obscurci — par la formule : « indépendance nationale », que les quatre protagonistes ont repris chacun à leur compte, qu'ils aient en donner des définitions passablement opposées. M. Couvre de Murville a eu beau jeu de faire remarquer que si une telle discussion avait eu lieu en 1973, il se serait retrouvé « seul d'un côté, face aux trois autres ». Mais, d'une certaine manière, ne l'était-il pas toujours, vendredi soir ? S'il s'est bien déclaré « satisfait pour l'essentiel » de la politique étrangère suivie par M. Giscard d'Estaing, il a clairement laissé entendre qu'il n'approuverait toujours pas les accords monétaires de la Jamaïque (1) et a évoqué en termes plus que désabusés, les problèmes de la construction communautaire alors que M. Lecanuet voit là l'un des aspects les plus positifs des interférences apportées à la diplomatie française par M. Giscard d'Estaing.

Le débat de vendredi soir aura finalement laissé pas mal d'andi-

teurs sur leur faim : réaffirmer de grands principes, est une chose. En définir les conséquences en est une autre, tout aussi indispensable, surtout pour l'opposition que l'on est contraint de juger sur ses analyses et non sur ses actes. Les jeux de mots, aussi brillants soient-ils, ne suffisent pas. M. Kanapa, le problème des exportations en affirmant qu'il faudrait surtout se préoccuper pas. Esquiver, comme l'a fait aujourd'hui « des exportations de capitaux » ne change rien à

l'affaire. Laisser entendre qu'il existerait des marchés fabuleux, aussi bien dans les pays de l'Est que dans le tiers-monde, que l'on négligerait les exportations françaises, risque d'entraîner demain de graves déconvenues. Affirmer qu'une politique de coopération basée sur l'indépendance nationale suffirait à assurer l'approvisionnement de la France en matières premières, alors que débouchés pour nos produits, est un peu bref.

JACQUES AMALRIC.

LES DÉCLARATIONS DE M. DE GURINGAUD

M. de Guringaud a encore traité des points suivants dans ses déclarations faites vendredi devant la presse diplomatique :

● ALGERIE. — Évoquant les propositions faites récemment par le président de la République, M. de Guringaud a déclaré : « Nous devons nous interroger sur le rôle de la République en Algérie. Nous attendons une réponse officielle des autorités algériennes » qui ont déclaré à M. Guy de Comminges, ambassadeur de France en Algérie, qu'elles étudiaient les déclarations du président de la République, mais qui n'ont pas communiqué à l'ambassadeur de réactions officielles.

● LIBYE. — L'ambassadeur de France à Tripoli a été chargé d'élever une protestation au sujet des propos du président Kadhafi et de préciser que l'île de la Réunion est un département français et qu'il ne peut être question de proposer sa libération. « Sans doute le président Kadhafi a-t-il été mal informé sur le statut de ce territoire », a dit M. de Guringaud. Le président Giscard d'Estaing, qui recevait hier jeudi les lettres de créance du nouvel ambassadeur de Libye, « n'a pas manqué de lui toucher un mot sur ce sujet ».

● Conflit Éthiopie-Somalie. — « La France respecte le principe de la charte de l'Organisation de l'unité africaine sur l'intégrité des frontières. Nous ne pouvons

approuver l'action de la Somalie, qui va à l'encontre de ce principe. » S'il y a des problèmes concernant les frontières de l'Éthiopie, c'est par la voie pacifique et africaine qu'il faut les régler », a-t-il poursuivi, ajoutant : « Nous déplorons néanmoins l'intervention massive des forces étrangères à ce continent ».

M. MITTERRAND : un gouvernement de gauche ne ratifierait pas les accords de la Jamaïque.

Un gouvernement de gauche ne ferait pas voter au Parlement la ratification des accords de la Jamaïque, c'est-à-dire la réforme du système monétaire international, a déclaré dans une interview à la Vie française, le premier secrétaire du parti socialiste, M. François Mitterrand.

Une telle ratification légaliserait en effet « la manipulation de la parité du dollar » par les États-Unis (dans le but de s'opposer à la montée des concurrents commerciaux d'Europe et d'Asie). « Notre politique doit tendre à un contrôle progressivement renforcé du flottement afin d'établir un système de changes fixes mais ajustables ».

Quand M. Pisani redécouvre la France

De notre correspondant

Saint-Malo. — « Je voudrais revoir la ligne de proue que vous avez placée dans le donjon, j'en ai conservé un souvenir extraordinaire. » En dépit de son costume caben, pull-over à col roulé de marin — et de ses lunettes, M. Edgar Pisani ne s'écrit qu'un peu de temps au tourisme. En cette période électorale, l'ancien ministre de l'Agriculture fait campagne « comme un militant ».

Aujourd'hui à Saint-Malo, hier à Guérande, demain à Saint-Pol-de-Léon. En deux mois il aura parcouru cinquante et un départements, animé cent réunions, approché plus de cent mille électeurs. « Je redécouvre la France », c'est fascinant, confie-t-il. C'est épuisant à la fois. C'est épuisant à la fois. C'est épuisant à la fois. C'est épuisant à la fois.

En septembre 1961, M. Pisani venait d'être nommé ministre de l'Agriculture. Il voulait voir des agriculteurs. Il les a vus en Bretagne. Dans la rue d'abord, puis dans les fermes. « Je suis toujours haut volontairement pour ceux qui votent socialistes par déception », explique-t-il. Aux questions qui lui sont

(C.N.J.A.). Le ministre ne connaissait pas encore tous les dossiers de l'agriculture. Les agriculteurs ne connaissaient pas encore l'homme Pisani. « La jeune Chloé m'a interpellé du fond de la salle sur la propriété d'exploitation ; je ne savais pas ce que c'était ; je l'ai traité de « mal peigné », raconte-t-il.

Aujourd'hui, les deux hommes, « d'abord adversaires, puis complices, puis amis », militent l'un et l'autre au parti socialiste. « Je ne rentre rien, remarque toutefois M. Pisani. J'avais trouvé une forme d'expression de moi-même aux côtés du général de Gaulle. Mais, après le congrès d'Épinay, j'ai trouvé un système de référence qui a donné toute sa signification à ma démarche. J'étais moderniste, je suis devenu socialiste ».

En réunion publique, l'ancien ministre n'omet pas qu'on lui reproche son passé ou son évolution. Il n'hésite pas à lever la voix : « À l'époque, la socialisme n'existait pas sous une forme libérale pour des hommes de ma génération, et personne, au tout cas, n'a le droit de se dire seul héritier du général de Gaulle ».

Socialiste, il l'est aujourd'hui « sans restriction ». Il partage « antérieurement » les thèses du parti. S'il en est parfois l'« inspirateur », il n'en est toujours, dit-il, la « défenseur ».

En réunions restreintes devant des responsables économiques, comme en réunions publiques, l'ancien ministre de l'Agriculture se fait pédagogue. « Je vis toujours haut volontairement pour ceux qui votent socialistes par déception », explique-t-il. Aux questions qui lui sont

posées, il commence par répondre invariablement : « Je vais prendre la parole à la base. » Suivent de longs développements — parfois pendant plus d'une heure — sur quelques thèmes : la propriété foncière, l'union de la gauche, l'école libre.

Aux thèses du parti, M. Pisani ajoute parfois les résultats de sa propre recherche. « Ce qui n'est encore que l'utopie foncière deviendra réalité, note-t-il. La terre cessera d'être un objet de spéculation pour redevenir un outil de travail qu'on utilise plus qu'on ne possède. Le problème socialiste ne se limite pas au débat entre l'enseignement public et l'enseignement privé, il fait mettre au point un système d'enseignement par objectifs, et régionalement, pour que les inégalités soient réduites tout au long de la vie. Nous viendrons vers la nationalisation de l'enseignement privé sans violer les consciences ».

Entre deux réunions, l'ancien ministre gratifie les candidats de quelques conseils : « No critiquez pas trop vos adversaires. Vous faites de la peine à ceux qui, dans le passé, ont voté pour eux et à ceux qui s'apprêtent à la faire ».

M. Pisani n'a pas d'inquiétude. Ses thèses seront, un jour ou l'autre, celles du parti socialiste, quand elles ne le sont pas déjà. Mais, après chaque réunion, il ne manque pas de vérifier si son mandat a bien été rempli : « Ai-je aidé le candidat ? » Si le candidat acquiesce, l'ancien ministre est satisfait. Il est en train de gagner ses galons de militant. Cela pourra lui valoir une responsabilité nationale qui lui fait encore défaut.

ANDRÉ MEURY.

ANCIEN SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU P.C.

Louis Sellier est mort

Louis Sellier, l'un des sept secrétaires généraux qui se sont succédés dans l'histoire du parti communiste français, vient de mourir.

Né le 6 novembre 1885 à Domes, dans le Nièvre, fils d'artisan, avec une ascendance paysanne coté maternel, il devient commis des P.T.T. et se tourne très vite vers les idées socialistes. Adhérent à la S.F.I.O., en 1909, Louis Sellier devient conseiller municipal du dix-huitième arrondissement de Paris et conseiller général de la Seine en 1914. Prenant ainsi la succession de Marcel Cachin, qui vient d'être élu député du dix-huitième, il va représenter, pendant près de trente ans, la quarité de la Goutte-d'Or. Comme Marcel Cachin, avec qui il va se lier d'amitié, Louis Sellier suit, durant et après la guerre, l'évolution de la majorité de la S.F.I.O. Attiré par la révolution russe, il se prononce pour l'adhésion à l'Internationale communiste. En décembre 1920, le congrès de Tours fait de lui le directeur, et au conseil d'administration de l'Humanité.

Au deuxième congrès du P.C.F., il n'est pas réélu au comité directeur. Cependant, dès février 1922, il est de la délégation française qui participe aux travaux du cinquième « plénum » du comité exécutif de l'Internationale communiste. Dans les débats, face à la gauche qui suit Lénine, il défend les positions de la tendance du « centre » qui veut assouplir, adapter à la France et élargir la bolchévisme. Avec Boris Souverain, leader de la gauche, il est alors élu au présidium du comité exécutif de l'Internationale. A cette occasion, il séjourne plusieurs mois à Moscou, participant à une série de délibérations des instances du Komintern. Il est ensuite réélu au comité directeur et anime la tendance centriste, demeurée, face à la gauche, légèrement majoritaire au congrès de Paris du P.C.F.

En janvier 1923, lorsque L.-O. Frostard rompt avec le parti, Sellier lui succède au secrétariat général. En janvier 1924, le quatrième congrès du P.C.F., tenu à Lyon, l'élit au bureau politique et le confirme dans ses fonctions de secrétaire général. Au même moment, c'est la mort de Lénine. En Russie, depuis le malade de celui-ci, une véritable lutte pour le pouvoir est engagée. Allié à Staline et à Kamenev, appuyé par Boukharine, Zinoviev, le président de l'Internationale, vient d'écarter Trotski du pouvoir réel en Russie. Il s'agit de réaliser la même opération au sein des sections nationales du Komintern. Au sein du P.C.F., c'est Trotski qui va s'en charger. Curieusement, Sellier, le centriste modéré et tolérant, s'allie alors au

« capitalisme » Trotski, qui use rudement de tous les moyens. Ce sont les débuts de la « bolchévisation ».

Durant cette période, Louis Sellier joue un rôle des plus importants. Sans lui, l'épuration aurait été plus difficile. Il est naturellement réélu au comité exécutif de l'Internationale communiste (cinquième congrès de l'été 1924) et au bureau politique du P.C.F. par les congrès successifs de Cligny (janvier 1925) et Lille (juin 1926). Cependant, bien que soutenant fidèlement la « bolchévisation », Louis Sellier n'est pas très à l'aise. C'est qu'il demeure en réalité au fond de lui-même un social-démocrate. Social-démocrate de gauche, bien entendu, sentiment-fai et fasciné par la révolution russe, certes, mais social-démocrate tout de même.

A la fin de 1927, avec l'adoption de la tactique d'assez contre classe, c'est un pas de plus vers le sectarisme en profondeur. Aux élections de 1928, c'est le refus du désistement de gauche, et c'est aussi le désastre. Pour Louis Sellier, c'est trop et ce sera, après la chute de Boukharine, la rupture du novembre 1929. Démission selon l'intérêt, exclusion selon la direction du P.C.F.

C'est l'affaire des « six ». Attaqué durement, injurié même par un parti qui traverse alors la phase ultra-gauchiste, Sellier est l'un des fondateurs du PUP (parti ouvrier d'unité prolétarienne).

En 1932, Sellier se présente aux élections contre son ancien ami Marcel Cachin, qui est resté fidèle au parti. Il le bat et devient député du dix-huitième arrondissement de Paris. En 1936, Sellier demeure dans ce quartier fief du Front populaire. Mais la fin du Front populaire et la guerre, parachèvent par la défaite, entraînant une autre évolution. Vers la droite. Une évolution que ceux qui sont attachés au mouvement ouvrier déplorèrent. En effet, en 1940, Louis Sellier vote les pleins pouvoirs à Pétain... puis il demeure conseiller municipal jusqu'en 1944, date à laquelle il prend une retraite qui sera des plus dures.

PHILIPPE ROBRIEUX.

● M. Giscard d'Estaing visitera l'école de l'armée de l'air de Salon-de-Provence (Bouches-du-Rhône), le mardi 28 février. Le chef de l'Etat se fera présenter les élèves-officiers et les matériels nécessaires à l'entraînement.

préparation des élections

Retenez-moi...

front de résistance spirituelle mille personnes à la porte de V

Les tribunes Lyou rejettent d

la protestation l'émancipation chrétienne

A PROPOS DU PAGE DE PUBLICITÉ

M. DEBUT

POLITIQUE

La préparation des élections législatives

LES PARTIS ET L'ÉDUCATION

A gauche, des programmes plus élaborés

L'avenir de l'enseignement privé est apparu ces derniers mois comme l'enjeu essentiel du débat électoral en matière d'éducation. Le lent cheminement du plan socialiste sur ce point y a largement contribué, et la majorité a fait de la « liberté de l'enseignement » un cheval de bataille. Mais la querelle scolaire a perdu de sa vivacité, d'autant plus que les partis de gauche ont nuancé leur opposition à l'enseignement privé. Si le P.C. et le P.S. maintiennent le principe de l'« intégration » au service public des établissements privés, il n'est plus question de mesures progressistes et négocies.

Mais d'autres choix séparent les partis de gauche et ceux de la majorité, même si, à la première lecture, leurs programmes se ressemblent.

Tous, par exemple, attachent une grande importance à l'égalisation des chances. Mais cette notion recouvre des réalités bien différentes. La conception de la vie des établissements scolaires est la même, mais la participation de tous les usagers à la gestion des établissements, les partis de la majorité accordent la prépondérance de l'autorité à l'administration.

L'accord entre partis qui se rangent du même côté n'est pas sans nuire sur tous les points. Ainsi, à gauche, seul le P.C. reste ferme sur la prolongation de la scolarité obligatoire à dix-huit ans, tandis que socialistes et radicaux de gauche parlent plus volontiers de niveau minimal de qualification. Du côté de la majorité, où l'on

soutient volontiers l'idée d'alternance entre les études et la vie active, les partis sont partagés sur la loi Royer qui permet à des jeunes d'entrer en préapprentissage à quatorze ans.

En fait — et c'est un aspect de plus qui sépare la gauche de la majorité — toutes les formations politiques n'ont pas réfléchi avec la même application aux problèmes de l'éducation. Du côté de la majorité, seul le R.P.R. y a consacré un long rapport et une journée de travail (« le Monde » du 15 novembre 1977), tandis que ses partenaires se contentent d'un chapitre dans leur projet, plus global, de gouvernement.

A gauche, le programme du P.S., longuement préparé, est sans doute le plus complet puisqu'il

concerne tout l'édifice scolaire. Le P.C. se réfère à la proposition de loi qu'il a déposée en 1975 à l'Assemblée nationale. Quant aux radicaux de gauche, ils se sont surtout intéressés à un aspect de l'éducation, certes capital, puisqu'il s'agit de la formation des maîtres.

Il n'est guère surprenant que les partis de gauche aient, plus que les autres, approfondi leur réflexion sur l'éducation. Ils comptent en effet beaucoup d'enseignants parmi leurs militants. C'est d'ailleurs à la fois un avantage pour étudier un dossier aussi technique, et un frein dans la mesure où les mêmes enseignants sont aussi des militants syndicaux. La Fédération de l'éducation nationale et son syndicat des instituteurs, proches des socialistes, ont par exemple, chacun leur projet éducatif.

● NEUTRALITÉ

P.C. : éducation nationale laïque, pas de monopole d'État. Les enseignants ne doivent donner aucune éducation religieuse ou doctrinale, mais respecter toutes les opinions et croyances et rendre compte des principes de l'éducation d'élèves volontaires à l'extérieur des classes et des programmes. Éducation religieuse sous la responsabilité des Églises, en dehors de l'école.

P.S. : la laïcité exclut tout endoctrinement, toute « idée d'école officielle », mais doit permettre une « compréhension critique de la société ». La dimension politique a sa place dans les sciences humaines dans « un cadre libre et pluraliste ».

R.P.R. : l'école doit demeurer un « espace éducatif ». La neutralité et le pluralisme s'y imposent. L'éducation a aussi pour mission d'inculquer « l'amour de la patrie et le respect des lois », de former « des citoyens à même de vivre en paix entre eux mais prêts à défendre leur communauté ».

● STATUT ET FORMATION DES MAÎTRES

P.C. : corps unique de titulaires pour tous les maîtres de l'école fondamentale. Formation dans des centres pédagogiques universitaires, quatre ans pour préparer une maîtrise et acquérir des éléments de pédagogie, puis un an de formation professionnelle avec stage. Suppression des auxiliaires, allègement progressif du service, nouvelle grille indiciaire.

P.S. : corps unique à l'école de base mais quatre types de fonctions : maîtres de l'enseignement primaire, polyvalents, bilingues, spécialistes. Recrutement par concours dès la fin de l'école de base, ou en cours d'études, ou après cinq ans d'activité professionnelle. Formation (quatre ans, plus un an de stage) dans des centres universitaires et dans des antennes locales.

● ÉGALITÉ DES CHANCES

P.C. : pas de filières, en cas de difficultés, cours de rattrapage et de soutien. « Journée prolongée, gratuite et volontaire » pour les enfants qui n'ont pas de bonnes conditions de travail chez eux. Éventuellement : classes de rattrapage pendant une durée limitée. Gratuité des livres, fournitures et transports scolaires. Aide financière attribuée sur critères sociaux pour remplacer les bourses.

P.S. : école « inégalitaire » au profit des « exclus ». Priorité à la petite enfance pour la correction des handicaps. Au « cycle fondamental », ni filières ni orientation, mais soutien aux enfants en difficulté. Gratuité des livres, fournitures, transports, activités d'éveil. Allocation d'études « prioritaire » pour les milieux défavorisés.

P.R. : consolidation de l'enseignement de soutien mis en place par la réforme sans abaisser la qualité de l'enseignement. Gratuité progressive des manuels et des transports.

C.D.S. : multiplication des écoles maternelles avec un personnel qualifié, « dans un souci de correction des inégalités naturelles ». Adaptation au rythme de chaque enfant.

● ENSEIGNEMENT PRIVÉ

P.C. : les établissements percevant des fonds publics seront « en règle générale, intégrés au nouveau service public de l'éducation nationale ». Toute spoliation est exclue. Un délai sera accordé aux établissements confessionnels pour opter entre la nationalisation et le financement par les seuls fonds privés.

M.R.G. : suppression des contrats simples. Généralisation des contrats d'association. Intégration progressive et contrôlée.

R.P.R. : liberté de choix des parents et maintien de l'aide de l'État. Reconnaissance du concours de cet enseignement au service public pluraliste et de la « légitimité ».

● VIE DES ÉTABLISSEMENTS

P.C. : dans chaque établissement, conseil de gestion où sont représentés l'administration, le personnel, les parents et les élèves. Collectivités reconnues à titre syndical aux lycées.

P.S. : école gérée de la base au sommet « par ses usagers et ses travailleurs ». Pas de « comité de gestion ». Création d'« instances pédagogiques départementales » pour les maternelles et le primaire, régionales pour le secondaire, nationales pour le supérieur.

M.R.G. : gestion tripartite. Pouvoirs réels aux conseils d'administration.

R.P.R. : renforcer la responsabilité et l'engagement des enseignants. Assurer « la régularité des élections aux conseils et comités de parents ».

P.R. : comités de parents dans les écoles et conseils dans le second degré tels qu'ils sont définis par la réforme Haby.

● LES AGES DE LA SCOLARITÉ

P.C. : l'école « fondamentale unifiée » comprend l'école maternelle (à partir de deux ans si les parents le demandent), le « tronc commun » des collèges (neuf niveaux jusqu'à l'achèvement du cycle terminal du second degré) (sections générales et professionnelles). À terme : prolongation de la scolarité obligatoire à dix-huit ans.

P.S. : « école de base » en trois séquences : éducation préscolaire (à partir de deux ou trois ans), « cycle fondamental » (neuf niveaux, tronc commun), « cycle polytechnique » (la but est d'atteindre tous les jeunes au moins au niveau V (niveau qualifié). Le lycée conduit à trois baccalauréats. Dans une première étape, maintien des collèges techniques. Prolongation de fait de la scolarité jusqu'à dix-sept ans.

M.R.G. : scolarité obligatoire jusqu'à dix-sept ans ou dix-huit ans. Principale innovation : intégrer la classe terminale à l'enseignement supérieur. Afférence entre les études et la découverte des professions pendant les deux dernières années du secondaire.

R.P.R. : pas de prolongation de la scolarité obligatoire, mais encouragement à l'« enseignement spontané de la scolarité après seize ans ». L'admission en maternelle avant trois ans doit rester « l'exception ». Développement des options au lycée dès la seconde et généralisation en terminale. Enseignement professionnel favorisant l'alternance pour « les élèves des collèges redoublés par les études générales ».

P.R. : application de la réforme Haby (collège unique). Proposition supplémentaire pour réhabiliter le travail manuel.

C.D.S. : aucune modification du parcours scolaire. Insister sur la « qualité » de l'enseignement plus que sur ses structures.

Dans le programme commun

« La lutte contre la ségrégation sociale » étant « le question prioritaire », gratuite et aide sociale seront garanties aux familles. Tous les efforts de deux à six ans devront pouvoir entrer à la maternelle. Un système diversifié de rattrapage et de soutien sera institué à tous les niveaux. Le dépistage et le soin des handicaps seront pris en charge à 100 % par la Sécurité sociale.

« Du cours préparatoire à l'actuelle classe de troisième incluse, les élèves recevront un enseignement fondamentalement commun avec une large gamme d'options (ce sera le tronc commun), puis trois années d'enseignements généraux et professionnels avant l'entrée dans la vie active ou dans l'enseignement supérieur. La scolarité obligatoire sera progressivement prolongée jusqu'à dix-huit ans.

« Un maître unique polyvalent continuera provisoirement d'enseigner depuis la maternelle jusqu'au C.M. 2, mais divers spécialistes interviendront (langue vivante, éducation physique, artistique, etc.). Tous les maîtres de l'école maternelle,

du tronc commun, du second cycle général et professionnel appartiendront à un corps unique d'enseignants. Leur formation scientifique et culturelle, théorique et pratique sera assurée dans des centres universitaires.

« Une gestion tripartite des établissements : associés les représentants des pouvoirs publics, des personnels et des divers usagers.

« Les établissements privés : percevant des fonds publics seront « en règle générale nationalisés ». Ainsi sera constitué un « service public, unique et laïque ». L'éducation nationale que respectera rigoureusement toutes les croyances, toutes les options philosophiques. Elle n'enseignera pas de « philosophie officielle ». Tous les parents pourront faire donner à leurs enfants, en dehors des locaux scolaires et sans le concours des fonds publics, l'éducation religieuse ou philosophique de leur choix.

« L'éducation n'a pas occupé une place importante lors des travaux d'actualisation du programme commun en 1977.

LES PARTIS ET LES « VERTS »

Une « écologisation » en bonne voie

L'association S.O.S. Paris vient d'organiser à la « Liberté » un débat à partir d'un questionnaire, remis aux partis politiques, concernant l'environnement, le cadre de vie et la qualité de la vie. Face à deux porte-parole du Collectif Écologie 78, MM. Brice Lalonde et Jean-Claude Delarue, les représentants du M.R.G., du P.C., du C.D.S., du P.R. et du R.P.R. ont tenté, non sans difficulté, de faire admettre au public, composé d'écologistes, que chacune de leur formation ferait la meilleure place aux revendications des « verts ».

M. Brice Lalonde a mis en garde l'auditoire contre « le double écueil » qui se dresse, selon lui, devant les écologistes candidats aux élections : celui de la politique professionnelle et celui du militantisme professionnel. Surtout, il a estimé que « les élections, quels que soient les résultats, ne changeront rien ! ». A ses

de leurs partenaires de la gauche, avant que les négociations sur l'actualisation du programme commun ne soient interrompues, des résultats non négligeables, notamment en ce qui concerne le « nouveau plan de lutte » contre la pollution et les nuisances, qui comporte les mesures suivantes : priorité donnée aux systèmes de recyclage et aux procédés de production non polluants et création dans chaque région d'un institut d'analyse et de contrôle des pollutions. M. Daniel Auger, qui les représentait face aux écologistes, a jugé le questionnaire « dangereux », car il accreditait l'idée que « des réponses ponctuelles permettraient de déboucher le système, alors qu'il faut s'attaquer aux causes du mal, non à ses effets ». Les radicaux de gauche constataient,

à regret, qu'il leur faudrait affronter des candidats écologistes. Une telle perspective n'est pas de nature à déplaire au P.C. En effet, ses candidats communistes sont attentifs aux représentants des mouvements qui, tels les écologistes, le P.S.U. ou les gauchistes d'opposition, peuvent gêner le P.C. De plus, le P.C. est d'autant moins enclin à négliger le courant écologiste qu'il considère que « l'écologie est une idée populaire et positive ». Surtout, il affirme qu'il est encore le parti le mieux placé pour « exprimer la sensibilité écologique ».

Si le P.C. excite de renoncer à l'énergie nucléaire, c'est au nom de l'indépendance nationale et de son « sens des responsabilités ».

J.-M. COLOMBANI.

LE R.P.R. PROPOSE LA CRÉATION D'UNE BANQUE NATIONALE DE L'ENVIRONNEMENT

Le R.P.R. publie ses propositions pour une nouvelle politique de l'environnement. Dans un document qui trace d'abord le bilan de l'action déjà menée par les pouvoirs publics et par le Parlement, le mouvement gauchiste présente des propositions nouvelles en nombre important : seize concernant l'« amélioration du milieu ambiant », treize la « protection des espaces naturels », dix-neuf l'« amélioration des transports », et huit l'aménagement du temps.

Ainsi, le R.P.R. propose d'établir la carte des zones bruyantes autour de certains équipements, une taxe parafiscale sur la nuit des avions, et huit l'aménagement du temps.

Bâtir l'Europe de la qualité de la vie

Ainsi M. Patrick de Savvsky (G.P.R.), conseiller de Paris, a développé les cinquante-six mesures nouvelles pour l'écologie élaborées par une commission ad hoc présidée par M. Roland Nungesser.

Du côté des giscardiens, on considère que le courant écologiste exerce un effort, ne serait-ce que parce qu'une partie de l'électorat écologiste modéré est « récupérable ». De plus, il existe des responsables du P.R., tel M. Jean-Louis Berthet, proche collaborateur de M. Jean-Pierre Soisson, pour considérer l'écologie dans sa double dimension de défense du cadre de vie et de rejet

logistes, que chacune de leur formation ferait la meilleure place aux revendications des « verts ».

M. Brice Lalonde a mis en garde l'auditoire contre « le double écueil » qui se dresse, selon lui, devant les écologistes candidats aux élections : celui de la politique professionnelle et celui du militantisme professionnel. Surtout, il a estimé que « les élections, quels que soient les résultats, ne changeront rien ! ». A ses

de leurs partenaires de la gauche, avant que les négociations sur l'actualisation du programme commun ne soient interrompues, des résultats non négligeables, notamment en ce qui concerne le « nouveau plan de lutte » contre la pollution et les nuisances, qui comporte les mesures suivantes : priorité donnée aux systèmes de recyclage et aux procédés de production non polluants et création dans chaque région d'un institut d'analyse et de contrôle des pollutions. M. Daniel Auger, qui les représentait face aux écologistes, a jugé le questionnaire « dangereux », car il accreditait l'idée que « des réponses ponctuelles permettraient de déboucher le système, alors qu'il faut s'attaquer aux causes du mal, non à ses effets ». Les radicaux de gauche constataient,

à regret, qu'il leur faudrait affronter des candidats écologistes. Une telle perspective n'est pas de nature à déplaire au P.C. En effet, ses candidats communistes sont attentifs aux représentants des mouvements qui, tels les écologistes, le P.S.U. ou les gauchistes d'opposition, peuvent gêner le P.C. De plus, le P.C. est d'autant moins enclin à négliger le courant écologiste qu'il considère que « l'écologie est une idée populaire et positive ». Surtout, il affirme qu'il est encore le parti le mieux placé pour « exprimer la sensibilité écologique ».



UN U

CEA AYS

DANS LES BUREAUX DE L'ÉDUCATION NATIONALE, EN 1977, ON A VU LE DÉBUT D'UNE NOUVELLE MANIÈRE DE TRAVAILLER. C'EST LA MANIÈRE DE LA « QUALITÉ DE LA VIE ».

EGARDS

Ces petites différences

DANS LE DÉBAT, ON A VU QUE LA MANIÈRE DE TRAVAILLER A CHANGÉ. C'EST LA MANIÈRE DE LA « QUALITÉ DE LA VIE ».

ROLAND JACQUES

AN

La presse des jeunes

PIERRE VIANSSON

des élections législatives
is élaborés



Monde aujourd'hui

SEIZE ANS

UN UTOPISTE

« D'ANS ton bureau, de-
mande l'adolescent de
seize ans, avec tes col-
lègues, vous parlez souvent des
grands problèmes ? »

— Quels grands problèmes ?

— Eh bien, la faim dans le
monde, la désertification, le
déboisement, les sept cent cin-
quante millions de sous-alimen-
tés...

— On en parle de temps
en temps.

— Oui, ce n'est pas le fond de
vos conversations.

REGARDS

Ces petites différences

D'ANS le miroir, ce jeune débile
qui s'est trompé de ligne et qui
interrompt anxieusement les pes-
sages pour savoir à quelle station il
doit descendre. On lui répond avec
sollicitude, pris néanmoins de pitié,
il s'agit de questions. Deux femmes
bien mises et d'un âge certain secouent
la tête avec condescendance ; leurs
visages respirent la satisfaction liée à la
conscience soulagée de leur indé-
cible supériorité.

Notre narcissisme, votre coiffe
« bon », se nourrissent de ces petites
différences qui nous confortent dans
notre identité et nous reconforment dans
notre milieu. « Tu t'imagines, contre la
violence et tu n'es qu'un pot ! », ainsi
Wilhelm Reich apostrophait-il déjà le
« petit homme ».

ROLAND JACCARD.

— Qu'est-ce que tu veux,
nous sommes des salariés.
Mon patron veut bien que je
m'occupe de la faim dans le
monde, mais de préférence
après les heures de travail.
Tu comprends ? »

Il ne répond pas. Il rigole. Ses
cheveux en bandeaux lui balancent
les épaules. Il a l'air d'un jeune
Christ aux yeux bleus, moins la
barbe. Il porte son jean quoti-
dien, celui dont les trous sont si
nombreux qu'on ne compte plus
les pièces multicolores qu'il a
cousues. Lui-même pour l'empê-
cher de mourir. Pas de Jean neut,
ah ! surtout pas...

Le père relance la balle :
« Tu es peut-être une solu-
tion pour la faim dans le
monde ? »

— Il y en a une. C'est simple.
D'abord il faut faire une infor-
mation beaucoup plus totale que
maintenant et puis, quand les
gens auront compris, il faut créer
une donation. Dans tous les pays
industrialisés.

— Autrement dit, tu vas
apparaître les Français, les
Suisses, les Canadiens, les
Allemands pour essayer d'en-
richir les Maliens, les Equato-
riens, les Péruviens, etc. Les
vases communicants ?

— Normal. Et si l'information
est partout, ils marcheront.

— Et s'ils ne marchent pas,
ou s'ils donnent cinquante
centimes ?

— Tant pis pour eux. On ne
doit rien imposer à personne.
Il termine ses études dans un
lycée agricole de province. En-
suite, quand il sera devenu un

T.S.M.A. (technicien supérieur
du machinisme agricole), il par-
tira au gré du vent proposer sa
science et sa bonne volonté aux
pays désertifiés. L'argent, l'as-
surance, les objets et sont pas
pour lui. Il luttera contre la
désertification, le déboisement,
les « surpâturages », les « cultures
sur brûlis », etc. Il en connaît un
rayon sur tous ces sujets. Il sera
au service des paysans tous les
jours qu'on aura besoin de lui,
à droite ou à gauche. Mais, en
partant, il n'oubliera pas sa guil-
tère ni les cassettes des Pink
Floyds. Comme il dit, « c'est pas
plus bête... »

« Alors, continue le père,
voilà les Français, les Danois,
les Belges, qui revendent leurs
voitures, leurs télé, leurs
bateaux, leurs motos, leurs
fermettes, leurs skis ou quel-
quefois leurs chemises pour... »

— Normal. Neuf cent cin-
quante millions de sous-alimen-
tés.

— Et dans l'enthousiasme
général, de P.O.S. ou P.D.G. ?
Tu es un utopiste, un géné-
reux utopiste.

Il secoue sa chevelure comme
un poney et il conclut paisible-
ment :

« Si je réussissais à convain-
cre un mec, un seul mec, qu'il
faut qu'il aille tout donner pour
empêcher un Tchadien de crever
tout nu, je n'aurais pas perdu ma
vie, même si ça me prend des
années. »

Seize ans, l'âge qu'on ne devrait
pas quitter...

OLIVIER RENAUDIN.

ELECTIONS

Le temps des préaux

Il faut être à l'écoute de la rue
en cette période de fébrilité
électorale. Alors cet homme
d'une cinquantaine d'années qui
déclare que « de son temps » la vie
politique avait du charme parce
qu'elle se déroulait sous les préaux
d'école, sur les places publiques,
dans les bistrot. On trinquait avec
le candidat, dit-il, on le voyait mon-
ter sur des estrades de bois au
milieu des banderoles. Mais surtout
les écoles étaient le lieu privilégié
de la vie publique : on argumentait
ferme dans les cours, dans les
salles de classe, mais surtout sous
les préaux. Là se tenait la vraie
vie politique.

« Aujourd'hui, leur tribune c'est
le télé, leur podium, le petit écran.
On est là, tout seul, devant son
récepteur, un tête à tête avec leurs
allocutions mimiques. Ou alors, il
faut subir leurs grandes affiches
publicitaires, comme les marques de
légume ou comme le recensement im-
mobilier d'ailleurs, vous avez vu le
façon dont ils présentent leurs pro-
duits. Tout est bon : le bon aloi,
le parti du bon sens... »

« Soyons juste, intervient un mil-
itant, nous répétons aussi un bon
programme commun, une bonne
actualisation... faisons notre au-
tocratie. »

— Bien sûr, bien sûr, mais ce que
j'en disais... c'était simplement pour
leur comprendre qu'on en a assez
d'entendre ceci ou cela, de recevoir
ceci ou cela, de tout se faire offrir
sur un plateau, d'être matraqué de
tous côtés. On a envie de discuter
entre nous, dans les rues, dans les
quartiers, dans les cafés, dans les
écoles. Décidément, le temps des
préaux avait du bon. »

RAYMOND JEAN.

TÉMOIGNAGE

Alors, c'est ça l'amour maternel ?

Tu es là, devant moi, allongée sur le tapis. Tête levée, tu me
souris de toute ta petite bouche sans dent. De ces sourires
attendrissants qui te font ressembler, à mon grand désespoir,
à Raymond Barre.

Signe de Jofe, tu bats frénétiquement des ailes. En équilibre
instable sur le ventre, tu rames avec tes bras, tu rames avec tes
jambes, mais tu ne comprends pas que ton petit derrière, et ma
présence, l'empêcheront toujours de t'envoler. Bébé-bleau, depuis
huit mois que tu existes, le moindre de tes élans n'a cessé de
m'émerveiller.

Tu es là, ma tendresse. Dans cet amour où tu m'entraînes, jour
après jour, je me noie lentement. Je m'use et je meure en douceur
à force de t'aimer. Et, de peur de te noyer à ton tour, je me tais.
Je te regarde et le me fonds en toi en silence.

Alors, c'est ça, l'amour maternel ? Il m'a fallu vingt-six ans pour
découvrir...

Pourquoi es-tu née ? Pourquoi n'es-tu pas demeurée toute ta vie
dans mon ventre ? Dans ce temps que j'avais bâti, tu étais
heureuse et sûre de la rester. Et moi, l'état euphorique. Telle une
supplique que j'en divulguais. Je te promettais partout, dans les
cafés, les rues, les cinémas, le métro. Les gens les plus froids me
semblaient beaux. Les plus mesquins m'ouvraient les bras. A nous
deux, je n'avais peur de rien.

En huit mois, tu as réussi cet incroyable tour de force : me
réconcilier avec ce qu'on appelle « la condition féminine ». Aucun
homme ne verra jamais son ventre onduler soudain comme un
serpent, ne goûtera cette drogue qu'est de porter un enfant. Il ne
pourra pas même l'imaginer. Comment décrirai-je un petit coup, un
pincement, un heurt ? Les mots sont inadéquats, presque inadéquats.
Expliquer les sentiments qui envahissent une femme, dans ces
moments-là, est aussi difficile que de tenter de définir une couleur
ou un orgasme.

Ton attitude, bébé-bleau, m'a donc réconciliée avec moi-même.
Mais ta naissance, elle, m'a brouillée à mort avec le vie. Quelques
heures après ton premier cri, je t'ai compris. Mais il était trop tard.
Irremédiablement trop tard. Entre la vie et moi s'était engagée une
bataille sans merci. Et d'emblée je me savais vaincue : tu étais là,
l'étale perdue.

Avant toi, je me croyais imprévisible, inatteignable. La vie avait
dans ma trémie de temps en temps, comme elle frappe chacun,
le rebondissail, l'ouïssance indienne d'états et casutheus. Aucune
épreuve, pas même la mort, ne pouvait m'empêcher de lui faire
front, de la rarguer.

Mais maintenant, elle me fient. Par un chantage honteux, épu-
sant. Avec toi, par toi. Chacune des souffrances que j'attends. Je
hurle intérieurement à tes images. A cause de toi, déjà, je me
sens mère des enfants de la Terre entière. Dans les cafés, les rues,
les cinémas, le métro, c'est toi à présent que je vois à travers tous
les petits visages sans joie, les yeux ternes, les regards vides.

Devant ces appels sans espoir, ces corps recroquevillés, j'ai
honte, j'ai peur... Pour eux, pour toi. Petite fille, c'est à partir de toi
que j'ai dit non au monde.

Bébé-bleau, tu me souris avec confiance, sans t'étonner une
seule seconde de mon silence. Pour toi, tout est normal : la
tendresse, la pitié, le chagrin, l'amour qui t'entourait. Tu es
être de toi, et sûre de moi. Pourtant, tu ne le sais pas, mais bien
souvent il me vient la tentation de Fouci. J'ai envie, mon ange, de
pactiser avec le diable. Je lui vends ma vie, mon âme, pour
l'éternité. Ton bonheur assuré en échange.

Méphisto, je l'attends. Comme une délivrance. Le jour où tu
m'emporteras, mon oiseau, peut-être, s'envolera...

FLORENCE BEAUGÉ.

Au fil de la semaine

« C'EST dans le fleur, dit Fénelon,
que se prépare le fruit ; c'est
aussi dans la jeunesse et même
dans l'enfance qu'il faut jeter les fonde-
ments de l'homme futur. »

« Un journal de jeunes n'a pas pour
unique objet de distraire l'enfant ou de
libérer la mère... Il devient, au contraire,
le moyen de rendre l'enfant plus actif, de
lui faire acquiescer une autonomie, d'élar-
gir ses connaissances et de lui permettre
de mieux éprouver ses relations avec
autrui. »

Plus de deux siècles séparent ces deux
phrases. La première est extraite du pro-
spectus diffusé par M. Leroux, maître
des arts et de pension au collège Bonours
à Paris, pour annoncer le lancement du
« Journal de l'éducation », le premier
périodique destiné à la jeunesse, en 1768.
La seconde provient d'une déclaration
récente de M. Yves Beccaria, directeur du
département « Presse-Jeunes » du groupe
Bayard - Presse.

Nul doute cependant que M. Leroux
souscrirait aux propos de M. Beccaria, qui,
de son côté, peut se reconnaître dans la
sout de « jeter les fondements de
l'homme futur ». Eduquer, instruire, for-
mer, et ainsi copier et retentir dès l'en-
fance le lecteur, le citoyen, le chrétien de
demain, tel est, depuis deux siècles que
paraissent en France des journaux pour
les enfants et les jeunes, l'objectif pro-
clamé par leurs éditeurs.

Ces journaux n'avaient jamais été
recensés, dépourvus et analysés. Cette
lacune vient d'être comblée par une pas-
sionnante thèse de doctorat dont on a
tiré ces citations et dont on ne veut pas
douter qu'elle fera, tôt ou tard, l'objet
d'un livre (1). S'il ne peut être évidem-
ment question de résumer ici les huit
cents pages d'une recherche aussi consi-
dérable, du moins peut-on emprunter à
l'auteur quelques-unes de ses trouvailles
et de ses remarques.

« L'AMI DES ENFANTS », le Por-
feuille des enfants », « les
Annales de l'éducation du sexe
ou Journal des demoiselles » : avant la
Révolution, la presse des jeunes vise à
former des hommes et des femmes dévoués
à Dieu et au roi. Assoupi sous l'Empire,
elle se réveille avec la Restauration : on
lit « les Dimanches », où Mme de Genlis
demande notamment que l'âge de la
majorité soit reporté de vingt et un ans
à vingt-cinq ans ; « l'Ami de la jeu-
nesse », premier mensuel protestant, qui
ose écrire, non sans courage : « Il ne
suffit pas d'être un bon maître ; puisque
les Nolis sont nos frères, il faut les
affranchir ! » ; et aussi « l'Abellie des
demoiselles », « l'Utilité et l'Agriable »,
« Plaisir et Travail », et dix autres titres.

La première floraison date des
années 30, sous Louis-Philippe. En 1832,
les écoles accueillent un million cinq cent

quatre-vingt-dix mille enfants l'hiver, mais
moins de la moitié l'été, à cause des tra-
vaux des champs. Cette année-là, la loi
Gulzot ébauche la première organisation
de l'instruction primaire. Cinq ans plus
tard, en 1837, on recense deux millions
six cent quatre-vingt-dix mille enfants
scolarisés. Il est vrai que ce public nou-
veau n'a guère le temps de lire puisqu'il
faut attendre 1841 pour qu'une loi du
22 mars réglemente le travail des enfants.
Ils ne pourront plus être employés dans
les fabriques et les ateliers avant l'âge
de huit ans, ne pourront pas travailler
plus de huit heures par jour entre huit
ans et douze ans, douze heures par jour
entre douze ans et seize ans. Le travail
de nuit est interdit au-dessous de treize
ans, et l'école est obligatoire jusqu'à
douze ans — disposition qui ne sera d'ail-
leurs pas appliquée.

Qu'importe : convaincus de lutter ainsi
pour l'éducation des faibles, les plus
grands écrivains, de Musset à Balzac,
d'Alexandre Dumas à Gustave Sand, écri-
raient désormais dans les journaux pour
enfants, publiant ainsi leurs œuvres avant
de les réunir en volume. Ils auront moins
de succès d'ailleurs que Louis Desnoyers,
dont le récit fameux, « les Aventures de
Jean-Paul Choppard », paru à partir de
1832 dans « le Journal des enfants »,
n'aura pas moins de cent soixante-neuf
éditions. Et Lélio, pseudonyme de Louis
Surlille, sœur de Balzac, que son illustre
frère a encouragé à écrire pour les petits,
corrigent impitoyablement ses fautes de
grammaire et de syntaxe, n'est pas l'une
des moins célèbres « journalistes » de ces
publications.

C'est aussi l'époque où Joséphine de
Gaulle, grand-mère du général, fait par-
tir la première de ses « Histoires d'une
grand-maman à ses petits-enfants », qui
raconte comment la jeune héroïne
Marionne gâte son époux King-Charles
au point de le rendre insupportable. Tout
n'est pas à l'eau de rose pourtant dans
ces gazettes enfantines, témoin cet article
de Mme Dupin dans « le Journal des
jeunes personnes » du 1^{er} octobre 1839 :
« Un malade indéfinissable, une inquié-
tude sans nom agitent l'existence morale
des femmes. Elles se plaignent de l'étroite
sphère où les entraînent l'égotisme et la
vanité de l'homme et réclament tout haut
une liberté égale à celle de l'homme, si
longtemps, s'arrange le pouvoir de leur
imposer comme destinée obscure, et
désertée de grands intérêts la des-
tinée du foyer. » Cent quarante ans plus
tard, M^{lle} Gisèle Halimi, au fond, ne dit
pas autre chose.

Au début de la seconde moitié du dix-
neuvième siècle, ce n'est pas un hasard
si, tandis qu'on s'arrache pour les jour-
naux des enfants les œuvres de la com-
tesse de Ségur et de Jules Verne paral-
lent simultanément — et d'abord dans
la presse des jeunes — en Angleterre

« Alice au pays des merveilles » et chez
nous « le Tour de France de deux
enfants », livres qui ont vaillamment subi
l'épreuve d'un siècle. La presse enfantine,
tour à tour bonapartiste et républicaine,
est devenue une excellente affaire pour
les éditeurs. Nombreux sont les journaux
qui survivent jusqu'à la guerre de 1914-
1918, comme « le Magasin d'éducation
et de récréation » d'Hetzel, « le Journal
de la jeunesse » de Hachette, « Salut
Nicolas » et « l'Éclair illustré » du
libraire Delagrave.

D'autres, même, comme « Mon jour-
nal », et « la Poupée modèle », pa-
raîtront encore en 1925 ; « le Noël » jus-
qu'en 1937. « Le Petit Français illustré »,
qui disparaîtra, lui, dès 1905, a bien tal-
sien de proclamer : « Enfants qui nous lisez
aujourd'hui et à qui la vie réserve des
années nombreuses, de quelles étranges
merveilles, de quels prodiges inattendus
vous serez un jour les témoins ! »

Autrefois des écoliers, « le Journal
de la jeunesse » fait campagne pour la
bicyclette. Un échec : « le Baby », qui
ne paraîtra qu'un an, en 1864-1865 ;
pourtant il innove en s'adressant « aux
enfants qui ne savent pas lire », expli-
quant : « C'est une chance de succès que
nous ne devons pas dédaigner. La plupart
de nos articles seront lus par la douce
voix des mères. »

Viens, j'ai va payer un gîte chez un
Conzainque qui o du tard-bouay. Mon
vieux, tu vas voir ça, c'est épatant.

Une presse médiocre et veule : ainsi
apparaît, sous quelques exceptions no-
tables, la presse des jeunes entre 1904
et 1930. Pour conquérir les enfants des
couches populaires qui maintiennent sou-
vent lire, elle doit devoir sacrifier à la
popularité et à l'orgot.

En 1934, avec « le Journal de
Mickey », « Robinson », « Humah », c'est
l'invasion des bandes dessinées améri-
caines : Guy l'Éclair, Mondrakte le roi
des magiciens, la Famille Illico, le pa-
fesseur Nibbles, Tarzan, Popeye, Dick
Tracy, datent des années 30 et ils ont
la vie dure. « La Semaine de Suzette »,
née en 1905 et qui vivra jusqu'en 1960,
école de réhabilitation la B.D. française,
et cela donne Bécassine, « Fillette »,
(1909-1964) acardite Lillil l'Espigole,
puls l'obandonne pour Shirley Temple.
Exceptions honorables : « A la page »,
« Benjamin », créé par Jean Nohain en
1929 — il a alors vingt-deux ans —,
« Cœurs vaillants », où, en 1930, Tintin
fait son apparition avec « Tintin et Milou
au pays des Soviets », charge anti-
communiste d'une extrême violence, Alain
Saint-Ogan, le père de « Zig et Puce »,
lance son propre journal.

Après la guerre, une loi de 1949
moralise et place sous surveillance la
presse des jeunes qui foisonne et achève
de devenir un marché financièrement
important. Tandis que les publications qui
n'ont pas su s'adapter et en sont restées
aux bonnes fêtes et aux méchantes sor-
cières disparaissent une à une, les an-
nées 60 voient naître d'une part des
publications issues du succès de certaines
émissions de radio et de télévision,
d'autre part des journaux qui reposent
sur la vogue de la chanson, de la mu-
sique et des disques. C'est la « presse
des idoles » avec l'explosion puis le
déclin relatif de « Salut les copains »
plus de 500 000 exemplaires en 1963,
plus de 1 million en 1966-1967, moins
de 70 000 en 1976) et, à des tirages
moindres, de « Mademoiselle » Age
tendre » et « Record », ensuite, entre
1972 et 1976, la mort et le nez de
« Hit », « Podium », l'échec de « MS
Magazine », le succès de « Pomme
d'api » pour les tout-petits, ainsi que
de plusieurs publications issues d'émis-
sions enfantines de la télévision.

C'est désormais une industrie puissante
encore que fragile : partie de 292 mil-
lions d'exemplaires par an en 1962, la
courbe générale de cette presse plafonne
à 382 millions en 1975 pour revenir
en janvier 1977 à 285 millions.

(1) « La presse des jeunes de 1788 à 1871 »,
thèse de doctorat soutenue à l'université
de Paris-II, le 3 décembre 1971, par Alain
Fourment (attention : note bien).

La presse des jeunes

PIERRE VIANSSON-PONTÉ

en bonne voie

ETRANGER

REFLETS DU MONDE ENTIER

Newsweek

« Consentement informé »

Les partisans américains du laissez-faire font ce qu'ils peuvent pour dresser des obstacles à la liberté d'avortement rendue légale aux Etats-Unis par la Cour suprême fédérale.

Ainsi, signale le magazine NEWSWEEK, « certaines villes et quelques Etats ont imposé des restrictions pour diminuer nettement le nombre des interruptions de grossesse. La ville d'Alton, dans l'Illinois, s'empêche à promouvoir l'avortement la plus dure. Selon le projet, une femme voulant se faire avorter dans l'une des quatre cliniques de la ville devra le notifier vingt-quatre heures à l'avance au père de l'enfant conçu ou, si elle est âgée de moins de dix-huit ans, à ses parents. Elle devra subir de longues explications sur le développement du fœtus, au cours desquelles on lui dira que, après neuf semaines, « son » enfant, pas encore né, peut regarder de côté, froncer les sourcils, crier, bouger sa langue, servir les poings, et est sensible » aux étouffements ».

On la privera d'un avortement peut mener à de graves désordres... y compris la dépression ou le suicide ». Enfin, le texte exigeait que les restes du fœtus soient remis à une entreprise de pompes funèbres patentes. Le projet de loi des « Citoyens, pour un consentement informé » a suscité un débat orageux (...). Le juriste en chef de la municipalité a déclaré qu'il était inconstitutionnel et qu'il était mieux d'abandonner. Si ce n'est pas le cas, les féministes, entraînant qu'une telle loi ne serve d'exemple à d'autres villes, sont prêtes à la combattre devant la justice ».

Crânes à gogo

« Un trafic de crânes humains vient d'être découvert en Inde », rapporte le TIMES. Selon le quotidien anglais, « cette affaire, qui porterait sur quelque 645 000 livres (8 millions de francs) de profit par an, a été découverte par une communauté hindouiste. Plusieurs centaines de crânes, provenant de militaires indiens et de civils, auraient été ainsi vendus à l'étranger au prix de 26 livres (240 francs) pièce (...). L'exportation des crânes et des squelettes a été interdite en Inde, en 1976, mais de nouveaux autorisés en juillet dernier, mais seulement à des fins médicales ».

Libération

L'oued et les phosphates

LIBERATION, organe de l'Union socialiste des forces populaires du Maroc, relate comment la nature se venge parfois des projets humains grandioses réalisés avec trop de précipitation : « D'après des rumeurs qui circulent avec insistance, le nouveau tunnel flambant neuf, avec tous ses équipements-gadgets, avec son complexe sportif et son toit télescopique, qui a coûté la coquette somme de 25 milliards d'argent, et qui doit abriter l'administration de l'Office chérifien des phosphates, poserait quelques « petits » problèmes ».

En effet, il s'agit, d'après une étude effectuée par des ingénieurs marocains, qu'à cet endroit, sous terre, coule l'oued « Bouskoura », dont les eaux, non décelées lors du début des travaux, montent dangereusement à la suite de fortes précipitations et risquent de provoquer un glissement de terrain ».

Bien que n'ayant pas fait cas de cette étude, la direction aurait décidé, face à l'appréhension générale du personnel, de surseoir, pour un an, au transfert des huit cents familles qui devaient rejoindre Casablanca. Aux dernières nouvelles, il semble que l'on ait décidé de faire appel à une équipe d'ingénieurs américains pour vérifier ces « allégations ».

Des portefeuilles... ministériels

Le récent remaniement ministériel en Allemagne fédérale donne l'occasion à l'hebdomadaire de Hambourg DIE ZEIT de relever que les promotions politiques s'accompagnent, dans ce genre de circonstances, de quelques avantages matériels non négligeables. Il écrit : « Les femmes promues, qui sont passées du rang de secrétaire d'Etat parlementaire à celui de ministre (...) ont toutes fait un bon subside en matière de salaire. Comme secrétaires d'Etat, ils ne recevaient que 75 % du traitement de leurs chefs respectifs, soit environ 10 000 Deutschmarks, contre 13 500 (soit 23 000 et 25 200 francs environ) — et un treizième mois. Mais c'est, de tous, le nouveau ministre de l'éducation, Jürgen Schmude, qui a bénéficié de l'augmentation la plus importante : comme chef de département ministériel, il lui est désormais versé environ le double de la rémunération — 7 500 Deutschmarks — qu'il touchait jusque-là comme député ».

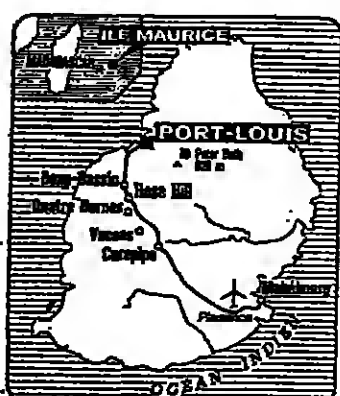
Les qualités humaines du chef

L'organe du parti communiste soviétique, la PRAVDA, a fait, jeudi 16 février, sous la plume de M. Anatoli Ananiev, l'éloge des qualités humaines et du talent littéraire du secrétaire général, M. Leonid Brejnev, dont les souvenirs de guerre sont actuellement publiés par la presse soviétique. On y lit notamment que « l'importance de ces souvenirs de guerre est inestimable parmi les livres scientifiques, les Mémoires et les romans consacrés à la guerre. On y trouve le lien entre l'histoire et aujourd'hui ».

Une attention constante aux détails qui peuvent sembler les plus infimes de la vie au front de chaque individu, qu'il soit un simple soldat, un commandant ou un travailleur politique, donne à ces souvenirs leur dimension et leur chaleur humaine (...). Ce n'est pas par hasard que tous les habitants de la planète lisent avec intérêt son nom à des nations telles que la Pologne, la Tchécoslovaquie et la Roumanie. Il s'agit d'expériences de ce qu'est la guerre et quelles souffrances infligées elle apporte aux hommes. Il a été ce qu'est venu tous les Soviétiques (...) Et lorsque, aujourd'hui, Leonid Brejnev parle de la paix, nous comprenons que ses paroles sont empreintes de la souffrance qu'a connue presque chaque famille soviétique et pleines du souci que chacun puisse travailler et vivre tranquillement (...).

A travers le destin héroïque de ses camarades, se dresse la personnalité de l'auteur, fils d'ouvrier, et se découvre et grandit la silhouette de l'homme, devenu un éminent homme d'Etat et de parti, qui mérite la plus grande confiance du peuple ».

Lettre de Port-Louis
En 1835, quelques coolies amenés des Indes...



EN 1835, l'abolition de l'esclavage à l'île Maurice — et le refus des Noirs émancipés de travailler à bas prix dans les plantations — donna aux esclaves blancs l'idée de faire venir quelques coolies des Indes. Des hindous, puis des musulmans, des Tamouls et plus tard, des originaires de Pondichéry arrivèrent à Port-Louis. De ce bazar, un géographe français écrivait dix-sept années plus tôt : « Le port Nord-Ouest ou Port-Louis (c'est le nom de la ville où l'on débarque) peut contenir quatre mille Blancs et Noirs libres et le double d'esclaves. (1) ».

Or, le voyageur Alfred Emy, qui séjourna dans l'ancienne île de France, au cours des années 1860 et 1861, soit une vingtaine d'années après l'affranchissement des esclaves, notait déjà : « Les Indiens, dont le nombre s'élève à plus de deux cent mille et va toujours croissant, s'asseyent à terre le long des magasins ou forment des groupes phalanges. Ils ont remplacé dans tous les quartiers les travailleurs noirs. (2) ».

Aujourd'hui, le jeune Etat mauricien, qui s'apprête à fêter le dixième anniversaire de son accession à la souveraineté internationale, compte environ six cent mille Indiens. La poussée démographique asiatique est absolument spectaculaire : et, selon les statistiques officielles, entre les Indiens, les Pakistais et les Chinois, les éléments d'origine asiatique représentent près des trois quarts de la population mauricienne totale.

Si les chiffres sont déjà remarquablement éloquentes, le contact des réalités quotidiennes l'est encore plus : le sous-continent indien est donc là, présent à chaque pas. Qu'il s'agisse des femmes en longs saris bleus ou blancs, des hommes en robes de bonnet tibétain, longues et lourdes chevelures brunes, diamants enfilés dans les ailes du nez, carreaux vermillon harmonieusement point entre les deux yeux, des coupeurs de cannes fameuses qui allongent l'île le soir d'été à la main ; de leurs fils, qu'ils parviennent à hisser par

leur travail incessant jusqu'aux professions libérales et à la fonction publique ; des plantations de thé, qui gagnent sur les champs de cannes, mais que les conditions climatiques cantonnent sur les hauteurs ; des peuplements de teck ou de bois réputés imputrescibles ; des banyans aux racines aériennes retombant en lacs de lianes et dont les troncs monstrueux rappellent ceux des baobabs africains ; des temples aux coupes arrondies préservant des divinités zoomorphes ; des bœufs brahmanes à lourde bosse, tirant comme le zebu malgache, dont la silhouette évoque la leur, des charrettes rustiques perchées sur de hautes roues ; de Calcutta ou de Calicut Street, de Bombay ou de Saint-François-Xavier Street, ainsi dénommées pour perpétuer le souvenir du feu sacré qui évangélisa la sous-continent indien avant de mourir d'épuisement sur un flot albi en vue des côtes japonaises ; de la roupie, qui est la monnaie nationale...

EST la sœur des coolies qui a permis de déplacer ces innombrables blocs volcaniques, d'abord ramassés sur le sol, puis extraits de ses profondeurs, et entassés à bras d'hommes, ce qui dégage les sols arables pour y planter les cannes courtières.

C'est l'énergie des arrière-petits-fils des coolies qui fait de cette île, dont la superficie n'excède pas le tiers de celle de la Corse, un Etat produisant annuellement plus de 700 000 tonnes de sucre.

Quant au Parti travailliste du premier ministre, Sir Seewoosagur Ramgoolam, septuagénaire roué et déboulonné, c'est, disent ses adversaires, impatient de lui confier un pouvoir qu'il lui reprochent de monopoliser, « un parti indien ». Les militants du Parti social-démocrate mauricien, de Gaetan Duval, qui ont choisi le coq pour emblème, et ceux du Mouvement militant mauricien, du leader progressiste Paul Berenger, accusent le « vieux » de défendre les seuls intérêts de la communauté indienne.

Bien que l'élément chinois soit la minorité, la présence de l'ancien Empire du Milieu est encore aisément perceptible : boutiques merveilleusement achalandées du quartier commerçant de Port-Louis et de chaque village de l'île ; catholiques jaunes aux yeux bleus regardant au chevron les chants grégoriens autour de leurs portes ; pagodes aux sculptures virevoltantes et or et si aux toits relevés de ceux qui sont restés fidèles au culte des ancêtres ; éclatement joyeux des pétards lancés par les enfants ; ballet céleste des cerfs-volants que leurs propriétaires suivent habilement au souffle capricieux de la mousson ; choc continu

des jetons des joueurs de majong attachés au cercle de la rue Dr-Sun-Yat-Tsen.

Cependant, la poignée indienne tend à tout phagocytter, lentement mais inexorablement. Regroupé sous l'étrange dénomination de « population générale », Noirs, métis — dits ici « créoles », — Mauriciens, sont à peine visibles. L'étranger du passage doit, en tout cas, faire un sérieux effort pour remarquer leur existence. Anciennes puissances tutélaires, la France et la Grande-Bretagne appartiennent déjà à l'histoire. Les Français et les Anglais, qui ont fait souche ici, sont souvent convaincus de la supériorité de la race blanche et défendant les idées conservatrices.

Pour un Franco-Mauricien, la France est toujours trop à gauche... nous dit l'un d'eux, sans aucune pointe d'humour. Inquiets de la progression démographique indienne, redoutant les effets économiques et sociaux d'un socialisme pourtant bien « vide », beaucoup de ceux-ci quittent définitivement le pays pour les îles Britanniques, l'Australie ou l'Afrique du Sud.

Dependant, malgré l'ascension des journalistes agricoles amenés de l'ancien Empire des Indes, les Mauriciens n'ont pas encore totalement coupé le cordon ombilical qui les relie aux anciennes métropoles. L'hindi, l'ourdou et le tamoul n'ont éliminé ni le français ni l'anglais. Toute l'élite mauricienne, quelle que soit la couleur de sa peau, manie avec une égale aisance, et souvent une égale distinction, la langue de Shakespeare et celle de Racine. Et le petit peuple des coupeurs de canne chante une créole aux sonorités envoiées.

LES noms de lieux constituent autant de témoins de la présence française : Port-Louis qui rappelle la dynastie des Bourbons, Eau-Croûte, Rivière-Sèche, Trou-aux-Biches, Curepipe — situés en haut d'une côte où les positions qui laissent sentir leur atelage profitent de cette pause pour nettoyer leur bouffière, — Fond-du-Sac. Enseignes et poteaux indicateurs sont parfois l'occasion d'étranges associations : Temple Notre-Dame de Lourdes proclame un buraliste de Rose-Hill ; Sala de culture Bernadette, diplômée de Londres, annonce une styliste à la fois pieuse et anglophobe ; Welcomes to Curepipe, affiche un office touristique enthousiaste. La statue en bronze de Mahé de la Bourdonnais trône au milieu de la place d'Armes de la capitale perpétuant le souvenir de celui qui, avec l'intendant Poivre, fut le véritable créateur de l'île de France. Paul et Virginie hantent chaque crêpe de l'île et non point seulement celle ou le Saint-Gérard, naufragé sur un banc rocheux les

jets seuls et démunis. La cathédrale Saint-Louis et la massoïse prétendument moderniste du Notre-Dame-de-la-Paix sont les derniers refuges d'un art suplicien aujourd'hui à peu près éteint en France. L'Opéra, « le plus vieux de l'océan indien », dit avec fierté Sir Seewoosagur, la citadelle, où s'affrontèrent tuniques bleues et habits rouges pendant les guerres napoléoniennes, sont de construction française.

Il ne faudrait pas sous-estimer pour autant l'influence britannique, qui ne se limite point au seul attachement à la conduite automobile à gauche et à la présence symbolique d'un gouverneur général, représentant personnel de S.M. Elizabeth II — chef de l'Etat mauricien. « Les Anglais » — c'est presque exclusivement ainsi qu'on les appelle — ont légué ici leur amour immodéré des animaux, particulièrement sur la route de l'élevage local, menés par des jockeys portant souvent le casaque de riches propriétaires indiens, se livrant à des compétitions sans merci, sous le regard bouillonnant d'élégantes, noyées dans l'orgueil, enfouies sous d'immenses capelines de mousseline, s'accrochant aux bras de gentlemen en jaquette de flanelle grise, coiffés d'un tube de même couleur.

De novembre à mai, se déroulent également, sous les auspices du Mauritius Turf Club, des courses de gentlemen riders auxquelles il est courant de voir participer l'extravagant Gaëtan Duval, le « roi créole », ancien ministre des affaires étrangères, dont l'un des écarts les moins appréciés fut la liaison publique avec une ancienne reine de beauté sud-africaine.

Mais ce n'est ni vers la Grande-Bretagne ni vers la France, mais vers la « mère patrie » indienne que se portent leurs regards, pour chercher un modèle de régime politique. Il est significatif que, en octobre 1977, la princesse Alexandra, cousine de la reine et chancelier de l'université de Maurice, ait été chahutée par des étudiants qui réclamaient, sur l'air des lampions comme en forme d'avertissement lancé à Sir Seewoosagur : « une République à l'indienne et non un régime à la française ».

PHILIPPE DECKAENE

- (1) M. Malte-Brun : Précis de la géographie universelle, tome V, page 129.
- (2) Alfred Emy : Séjour à l'île Maurice (île de France), « Le tour du monde », premier semestre 1862, page 115.

NEW-YORK

La vie en ascenseur

NEW-YORK est une ville verticale et, selon les plus récentes statistiques, chacun de ses habitants passe huit minutes tous les jours dans l'ascenseur. Plus de deux millions à l'heure, et, selon les statistiques officielles, entre les Indiens, les Pakistais et les Chinois, les éléments d'origine asiatique représentent près des trois quarts de la population mauricienne totale.

Si les chiffres sont déjà remarquablement éloquentes, le contact des réalités quotidiennes l'est encore plus : le sous-continent indien est donc là, présent à chaque pas. Qu'il s'agisse des femmes en longs saris bleus ou blancs, des hommes en robes de bonnet tibétain, longues et lourdes chevelures brunes, diamants enfilés dans les ailes du nez, carreaux vermillon harmonieusement point entre les deux yeux, des coupeurs de cannes fameuses qui allongent l'île le soir d'été à la main ; de leurs fils, qu'ils parviennent à hisser par

leur travail incessant jusqu'aux professions libérales et à la fonction publique ; des plantations de thé, qui gagnent sur les champs de cannes, mais que les conditions climatiques cantonnent sur les hauteurs ; des peuplements de teck ou de bois réputés imputrescibles ; des banyans aux racines aériennes retombant en lacs de lianes et dont les troncs monstrueux rappellent ceux des baobabs africains ; des temples aux coupes arrondies préservant des divinités zoomorphes ; des bœufs brahmanes à lourde bosse, tirant comme le zebu malgache, dont la silhouette évoque la leur, des charrettes rustiques perchées sur de hautes roues ; de Calcutta ou de Calicut Street, de Bombay ou de Saint-François-Xavier Street, ainsi dénommées pour perpétuer le souvenir du feu sacré qui évangélisa la sous-continent indien avant de mourir d'épuisement sur un flot albi en vue des côtes japonaises ; de la roupie, qui est la monnaie nationale...

De même pour les rencontres « fortuites » sur le plan sentimental : celui qui a jeté son dévolu sur une employée d'étage, le plus facile de l'histoire, sous un prétexte futile (le manque de place, le mauvais temps), dans l'ascenseur que de lui adresser la parole, pour la première fois, de but en blanc, dans les bureaux.

L'ascenseur est par conséquent non seulement l'un des moyens de transports les plus utilisés aux Etats-Unis, mais il est un haut lieu de l'american way of life, et il ne faut pas s'étonner de ce que, récemment, une étude de psycho-sociologie se soit mise en tête de décrire et d'analyser le comportement des elevator-people (les gens dans les ascenseurs).

Du vol au viol

A en croire ces doctes observateurs, l'air soucieux, décontracté ou indifférent des passagers est trompeur. S'ils regardent la porte, ou les lumières indiquant les étages parcourent sur le tableau de bord, c'est pour éviter de rencontrer les regards les uns des autres et ainsi pour se surveiller mutuellement ; d'une manière générale, ils sont sur la défensive — s'attendant à ce qu'on tente de leur subtiliser leur portefeuille ou leur sac, ou, dans le cas des femmes, de les palper et même de les violer. Les femmes érites en général de monter seules à bord d'ascenseurs effectuant de longs parcours lorsqu'un seul homme s'y trouve déjà. Le nombre de vols et de vols perpétrés dans les

ascenseurs à New-York est en effet élevé.

D'un la mine et le comportement de la majorité des passagers : les femmes croisent les bras sur leur poitrine, les hommes portent leur serviette à hauteur du bas-ventre. En fait chacun est sur ses gardes, chacun s'attend à ce que la mine douce de civilisation cède soudain à l'éruption de forces primitives, assure un « psychologue des foules ».

Plusieurs hôpitaux new-yorkais viennent en aide à ceux qui ont la phobie des ascenseurs. Ces malheureux sont en effet sérieusement handicapés. S'il est possible d'emprunter le train plutôt que l'aviation, ou l'automobile plutôt que le train, il n'y a pas, pour ceux qui travaillent aux étages supérieurs des gratte-ciels ou qui doivent s'y rendre pour affaires, d'autre moyen de transport que l'ascenseur.

Les ascenseurs new-yorkais sont pleins d'oreilles indiscrettes. Les chansonniers s'y approprient en expressions et en opinions courantes. Des journalistes y recueillent des bribes de conversations politiques qui seront transformées en « informations de source sûre ».

Les multi-millionnaires, à Wall Street, disposent souvent d'ascenseurs privés, richement décorés et tapissés. Certains ascenseurs new-yorkais sont de véritables pièces de musée comme celui de l'Hotel Sherry-Netherland dont les élégantes boiserie furent exécutées par des artistes italiens en 1924, ou comme celui de l'immense hôtel au 230 Park Avenue, dont les parois matalassées rouge vif bordées de

durures, le plafond décoré d'énormes lustres octocentistes et les riches cultivateurs du Mid-West de passage à New-York. Comme celui encore de Radio-City, dans le style art déco avec sa grille en fer forgé, celui du 1 Park Avenue avec ses lourdes portes de bronze ornées de bas-reliefs à l'instar de celles du baptistère de San-Giovanni (Florence), celui du 747 Troisième Avenue avec son éclairage « spatial », son plancher et ses parois duveteux.

La seule cage...

Certains ressemblent à des cages à bétail : ceux du Whitney Museum et du World Trade Center transportent plus de cinquante personnes. D'autres — toujours équipés de Muzak (musique douce qui suit des musiciens sans interruption) — n'en véhiculent que quinze ou vingt. Dans les immeubles résidentiels, au charge généralement huit ou dix personnes au maximum, mais dans certains vieux immeubles à proximité de Gramercy Place, on trouve encore de ces vieilles cages qui se déplacent lentement et à bord desquelles quatre ou cinq passagers tout au plus trouvent à s'installer.

L'ascenseur est, avec la machine à laver, la seule cage étroite où l'homme a accepté de se laisser enfermer, remarque un anthropologue qui rapporte que l'Américain moyen ne monterait pas dans un ascenseur s'il n'est pas sûr d'y disposer d'un espace individuel d'un tiers de mètre carré.

LOUIS WIZNITZER

LE MONDE D'AUJOURD'HUI

ÉVOLUTION ? BONNE

Adaptation ?

« L' »

A

Le monde d'aujourd'hui est en pleine évolution. Les technologies avancées, les modes de vie modernes, les défis environnementaux... Tout cela nous amène à repenser nos valeurs, nos traditions, nos modes de pensée.

Comment adapter nos sociétés à ces changements ? Comment préserver l'humain face à la machine ? Comment trouver un équilibre entre le progrès et le respect de la nature ?

Le monde d'aujourd'hui est un monde complexe, un monde qui nous défie. Mais c'est aussi un monde plein de possibilités. C'est un monde où l'homme peut encore faire la différence.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous appelle à l'action. À l'action pour un monde meilleur, plus juste, plus équitable. À l'action pour un monde où l'homme est au centre.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de créer un avenir meilleur. Un avenir où la science et la technologie servent l'humanité. Un avenir où la nature est protégée et respectée.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de réaliser nos rêves. Un monde où l'homme peut encore être libre. Un monde où l'homme peut encore être heureux.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de vivre. Un monde où l'homme peut encore espérer. Un monde où l'homme peut encore croire.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de changer. Un monde où l'homme peut encore progresser. Un monde où l'homme peut encore évoluer.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de grandir. Un monde où l'homme peut encore s'élever. Un monde où l'homme peut encore transcender.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de braver. Un monde où l'homme peut encore affronter. Un monde où l'homme peut encore vaincre.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de vaincre. Un monde où l'homme peut encore triompher. Un monde où l'homme peut encore régner.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de régner. Un monde où l'homme peut encore dominer. Un monde où l'homme peut encore contrôler.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de contrôler. Un monde où l'homme peut encore maîtriser. Un monde où l'homme peut encore dominer.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de maîtriser. Un monde où l'homme peut encore gouverner. Un monde où l'homme peut encore régner.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de régner. Un monde où l'homme peut encore gouverner. Un monde où l'homme peut encore contrôler.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de gouverner. Un monde où l'homme peut encore maîtriser. Un monde où l'homme peut encore dominer.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de dominer. Un monde où l'homme peut encore régner. Un monde où l'homme peut encore contrôler.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de contrôler. Un monde où l'homme peut encore gouverner. Un monde où l'homme peut encore maîtriser.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de maîtriser. Un monde où l'homme peut encore régner. Un monde où l'homme peut encore gouverner.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de régner. Un monde où l'homme peut encore contrôler. Un monde où l'homme peut encore maîtriser.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de gouverner. Un monde où l'homme peut encore dominer. Un monde où l'homme peut encore régner.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de dominer. Un monde où l'homme peut encore contrôler. Un monde où l'homme peut encore maîtriser.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de contrôler. Un monde où l'homme peut encore gouverner. Un monde où l'homme peut encore régner.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de régner. Un monde où l'homme peut encore maîtriser. Un monde où l'homme peut encore gouverner.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de maîtriser. Un monde où l'homme peut encore dominer. Un monde où l'homme peut encore contrôler.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de dominer. Un monde où l'homme peut encore régner. Un monde où l'homme peut encore gouverner.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de régner. Un monde où l'homme peut encore contrôler. Un monde où l'homme peut encore maîtriser.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de gouverner. Un monde où l'homme peut encore dominer. Un monde où l'homme peut encore régner.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de dominer. Un monde où l'homme peut encore contrôler. Un monde où l'homme peut encore maîtriser.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de contrôler. Un monde où l'homme peut encore gouverner. Un monde où l'homme peut encore régner.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de régner. Un monde où l'homme peut encore maîtriser. Un monde où l'homme peut encore gouverner.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de maîtriser. Un monde où l'homme peut encore dominer. Un monde où l'homme peut encore contrôler.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de dominer. Un monde où l'homme peut encore régner. Un monde où l'homme peut encore gouverner.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de régner. Un monde où l'homme peut encore contrôler. Un monde où l'homme peut encore maîtriser.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de gouverner. Un monde où l'homme peut encore dominer. Un monde où l'homme peut encore régner.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de dominer. Un monde où l'homme peut encore contrôler. Un monde où l'homme peut encore maîtriser.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de contrôler. Un monde où l'homme peut encore gouverner. Un monde où l'homme peut encore régner.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de régner. Un monde où l'homme peut encore maîtriser. Un monde où l'homme peut encore gouverner.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de maîtriser. Un monde où l'homme peut encore dominer. Un monde où l'homme peut encore contrôler.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de dominer. Un monde où l'homme peut encore régner. Un monde où l'homme peut encore gouverner.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de régner. Un monde où l'homme peut encore contrôler. Un monde où l'homme peut encore maîtriser.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de gouverner. Un monde où l'homme peut encore dominer. Un monde où l'homme peut encore régner.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de dominer. Un monde où l'homme peut encore contrôler. Un monde où l'homme peut encore maîtriser.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de contrôler. Un monde où l'homme peut encore gouverner. Un monde où l'homme peut encore régner.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de régner. Un monde où l'homme peut encore maîtriser. Un monde où l'homme peut encore gouverner.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de maîtriser. Un monde où l'homme peut encore dominer. Un monde où l'homme peut encore contrôler.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de dominer. Un monde où l'homme peut encore régner. Un monde où l'homme peut encore gouverner.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de régner. Un monde où l'homme peut encore contrôler. Un monde où l'homme peut encore maîtriser.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de gouverner. Un monde où l'homme peut encore dominer. Un monde où l'homme peut encore régner.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de dominer. Un monde où l'homme peut encore contrôler. Un monde où l'homme peut encore maîtriser.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de contrôler. Un monde où l'homme peut encore gouverner. Un monde où l'homme peut encore régner.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de régner. Un monde où l'homme peut encore maîtriser. Un monde où l'homme peut encore gouverner.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de maîtriser. Un monde où l'homme peut encore dominer. Un monde où l'homme peut encore contrôler.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de dominer. Un monde où l'homme peut encore régner. Un monde où l'homme peut encore gouverner.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de régner. Un monde où l'homme peut encore contrôler. Un monde où l'homme peut encore maîtriser.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de gouverner. Un monde où l'homme peut encore dominer. Un monde où l'homme peut encore régner.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de dominer. Un monde où l'homme peut encore contrôler. Un monde où l'homme peut encore maîtriser.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de contrôler. Un monde où l'homme peut encore gouverner. Un monde où l'homme peut encore régner.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de régner. Un monde où l'homme peut encore maîtriser. Un monde où l'homme peut encore gouverner.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de maîtriser. Un monde où l'homme peut encore dominer. Un monde où l'homme peut encore contrôler.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de dominer. Un monde où l'homme peut encore régner. Un monde où l'homme peut encore gouverner.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de régner. Un monde où l'homme peut encore contrôler. Un monde où l'homme peut encore maîtriser.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de gouverner. Un monde où l'homme peut encore dominer. Un monde où l'homme peut encore régner.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de dominer. Un monde où l'homme peut encore contrôler. Un monde où l'homme peut encore maîtriser.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de contrôler. Un monde où l'homme peut encore gouverner. Un monde où l'homme peut encore régner.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de régner. Un monde où l'homme peut encore maîtriser. Un monde où l'homme peut encore gouverner.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de maîtriser. Un monde où l'homme peut encore dominer. Un monde où l'homme peut encore contrôler.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de dominer. Un monde où l'homme peut encore régner. Un monde où l'homme peut encore gouverner.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de régner. Un monde où l'homme peut encore contrôler. Un monde où l'homme peut encore maîtriser.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de gouverner. Un monde où l'homme peut encore dominer. Un monde où l'homme peut encore régner.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de dominer. Un monde où l'homme peut encore contrôler. Un monde où l'homme peut encore maîtriser.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de contrôler. Un monde où l'homme peut encore gouverner. Un monde où l'homme peut encore régner.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de régner. Un monde où l'homme peut encore maîtriser. Un monde où l'homme peut encore gouverner.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de maîtriser. Un monde où l'homme peut encore dominer. Un monde où l'homme peut encore contrôler.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de dominer. Un monde où l'homme peut encore régner. Un monde où l'homme peut encore gouverner.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de régner. Un monde où l'homme peut encore contrôler. Un monde où l'homme peut encore maîtriser.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de gouverner. Un monde où l'homme peut encore dominer. Un monde où l'homme peut encore régner.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de dominer. Un monde où l'homme peut encore contrôler. Un monde où l'homme peut encore maîtriser.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de contrôler. Un monde où l'homme peut encore gouverner. Un monde où l'homme peut encore régner.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de régner. Un monde où l'homme peut encore maîtriser. Un monde où l'homme peut encore gouverner.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de maîtriser. Un monde où l'homme peut encore dominer. Un monde où l'homme peut encore contrôler.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de dominer. Un monde où l'homme peut encore régner. Un monde où l'homme peut encore gouverner.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de régner. Un monde où l'homme peut encore contrôler. Un monde où l'homme peut encore maîtriser.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de gouverner. Un monde où l'homme peut encore dominer. Un monde où l'homme peut encore régner.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de dominer. Un monde où l'homme peut encore contrôler. Un monde où l'homme peut encore maîtriser.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de contrôler. Un monde où l'homme peut encore gouverner. Un monde où l'homme peut encore régner.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de régner. Un monde où l'homme peut encore maîtriser. Un monde où l'homme peut encore gouverner.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de maîtriser. Un monde où l'homme peut encore dominer. Un monde où l'homme peut encore contrôler.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de dominer. Un monde où l'homme peut encore régner. Un monde où l'homme peut encore gouverner.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de régner. Un monde où l'homme peut encore contrôler. Un monde où l'homme peut encore maîtriser.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de gouverner. Un monde où l'homme peut encore dominer. Un monde où l'homme peut encore régner.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de dominer. Un monde où l'homme peut encore contrôler. Un monde où l'homme peut encore maîtriser.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de contrôler. Un monde où l'homme peut encore gouverner. Un monde où l'homme peut encore régner.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de régner. Un monde où l'homme peut encore maîtriser. Un monde où l'homme peut encore gouverner.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de maîtriser. Un monde où l'homme peut encore dominer. Un monde où l'homme peut encore contrôler.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de dominer. Un monde où l'homme peut encore régner. Un monde où l'homme peut encore gouverner.

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui nous donne l'opportunité de régner. Un monde où l'homme peut

RADIO-TELEVISION

ALIÉNATION ?

BONNES FEUILLES

IMPASSE

« Adaptation »

« Les Antennes de Jéricho », de Pierre Schaeffer

« L'Art et l'argent »

IS sont un peu crispés. Intimidés à la fois par la caméra et par les questions. Pourquoi sont-ils venus ? Comment sont-ils partis ? Ont-ils des amis ? Sont-ils heureux ? Debutent avec leur chapeau de cuisinier, assés derrière la table de la salle à manger, ils répondent, donnent des informations. Une bizarre scène plane sur cette seconde émission — les Bretons de New-York — réalisée par Franco Contini pour la série « Adaptation ». Justement parce que ceux qui sont interviewés donnent des informations sur eux-mêmes plutôt qu'ils ne sont eux-mêmes. Comment dire ? La caméra, les questions, les réponses, tout reste extérieur, « à côté » ; on a la sensation d'être dans un monde qui n'est pas le leur.

Il faut dire autre chose aussi sur leur « adaptation ». Ils ont « réussi » pour la plupart. Professionnellement. Ils étaient agriculteurs, ouvriers, bouchers, ils exerçaient de petits métiers concrets à disparaître dans cette Bretagne hémorragique, et ils sont partis, d'abord pour vivre.

Adaptation ou aliénation, ce dilemme-type de l'écologie américaine ? Adaptation ou aliénation, cette impossibilité de ramener aux causes, de s'interroger sur les raisons « réelles » de cet exil ? Les Bretons vont à New-York, les Antillais vont à Paris (le Monde du 10 février). Il faut se pencher sur les conditions humaines, psychologiques, de leur migration, mais on pouvait se demander aussi quels systèmes économiques, quels phénomènes historiques entraînent l'émigration. Trop politique, peut-être, pour la télévision.

CATHERINE HUMBLLOT.
* Mercredi 22 février, 7 h 15, 22 h 15.

L'espace courbe
Ainsi la distance s'agrandit entre ceux « tous solitaires » que nous prenons pour un peuple, et les pôles qui alimentent cette limaille. Si démultiplié qu'il soit, l'individu de masse soupçonne cet écart et devine sa propre puissance : celle du nombre. Tandis que l'incommunication s'accroît, que les malentendus s'accumulent, il devient la proie d'une frustration anonyme, d'une rancoeur sans objet. Il n'a plus qu'à s'en prendre à ceux qui paraissent quotidiennement sous ses yeux, qu'il voit, lorsque l'acte d'adaptation pose à changer de distribution sans concevoir d'autre scénario.

On dirait que tout, désormais, se confond et se coagule dans un mélange de hargne et de révérence, de fascination et d'incrédulité, vis-à-vis de ces hommes, de ces partis, de leurs propos toujours semblables, indéfiniment ressés. Il semble qu'on ait ainsi mis en péril nos possibilités de réaction, d'adaptation, et constamment restreint nos chances de survie.

On dira que l'humanité en a vu bien d'autres et qu'il y aura toujours moyen de s'arranger. Je n'en crois rien. Ce serait une manière de dire que nos civilisations réputées mortelles sont assurées de se succéder, ou que la Providence nous protège. Le temps va peut-être manquer, le temps de l'histoire elle-même, comme l'espace manque déjà sur cette planète. En tout cas, l'accélération de l'histoire est un fait, il faut être aveugle pour ne pas le voir.

Dans une telle confusion, que peuvent faire les professionnels de la communication ? Reconnaître d'abord leur marge de manœuvre, de plus réduite ; le difficile tient aux chances que

nous avons de nous faire entendre pour le mieux et non pour le pire. La vérité aurait donc pour limite ce que les hommes veulent accepter d'être saisis et véhiculés, sans qu'on leur déplaie trop. Entre rassurer et avertir, comment tenir l'équilibre ? (...) Le monde se referme sur nous. Nos trajectoires suivent l'espace courbe. Serons-nous toujours aussi seuls, écartés, du cosmos ? Changer le monde ? Certes, il en a besoin, mais si on le changeait, il n'y aurait plus d'histoire. C'est un propos d'homme seul, écarté, du cosmos ? ne pas être, c'est ce qu'il est opportun d'annoncer. Mais qu'est-ce qu'un ensemble d'êtres où chacun n'est rien ? Combinez-les ou des néants pour faire une communauté ? En dépit du respect humain, je persiste à maintenir les deux pôles de la contradiction : être ou ne pas être ensemble, *that is the question*.

L'esprit de la Recherche

(Suite de la première page.)

Des « Antennes de Jéricho » (1), le lecteur ne s'arrête qu'à grand-peine, ou tourne d'un itinéraire qui le mène des entrailles d'un « monstre du quaternaire », (heurs et malheurs de la Maison ronde) à la rue de l'Université (berceau du Club d'essai sous Vichy), de Dakar (lieu de naissance de la radio d'ouest-marin, « enfant adultérin » du monopole), à Mexico (le plein accord international de répartition des ondes), des réunions de l'Internationale de l'O.R.T.F. (en 1968) aux séances de piano préparé de la « Symphonie pour un homme seul » et au premier « Concert de bruits » (1948), de l'enseignement de Gurdjieff aux défilés de l'équipe « Jeune France », des joies fugitives du 11 novembre 1918 à l'excitation périlleuse du 1944, des grandes heures du cinéma-vérité en 1960 à l'ère — nous y sommes — de l'« odieux-visuel » permanent.

Ces étapes, chacun pouvait déjà s'en procurer le répertoire et l'im-

Il n'y a pas de mauvaise télévision

La télévision est finalement la maquette d'un pays, le modèle réduit de notre société. Le spectacle qu'elle offre, sur tous les écrans du monde, coïncide à peu de chose près avec la pièce qui se joue ici et là. Quant aux politiques, devenus eux aussi des « salubres », ils se consacrent assidûment à ce contraignant exercice, paient de leur personne aux étranges lucarnes, passent du « couteau d'économie politique à la censure au coin du feu. Ils sont devenus aussi bien philosophes, donnés du sens à l'événement, s'efforçant même d'en donner à la vie. (...) Peut-être font-ils jusqu'à jouer de la caméra, nous l'arracher des mains ? Car, sur tout ce qui se passe, nous autres journalistes, nous n'avons plus grand-chose à dire. Nous prenons des images, nous rapportons des

phrases ; le commentateur nous échappe, il serait indiscret ou insolent de notre part. A eux, les politiques, de fournir l'interprétation, la morale de l'histoire.

De sorte qu'il est absolument faux de dire que la télévision n'est pas bonne, et injuste de s'en prendre à elle. Dans tous les pays du monde, la télévision est fidèle : elle est par construction le reflet obligé de ce qui se passe (elle manque aussi de ce qui manque). Le comble, c'est de la vouloir objective (objective avec quoi ? et pour qui ?) Objective, elle l'est assurément, ajustée aux contraintes matérielles de tous ceux qui sont là, tous ensemble, à vivre comme ça, à ne rien vouloir de plus, à se contenter de ça.

Dis-moi quelle est la télévision et je te dirai qui tu es. Il n'y a pas de mauvaises télévisions, il n'y a que des pays médiocres, en mal de civilisation, qui détestent leur miroir.

Plus qu'un assemblage d'anecdotes — il y en a, et de splendides — mieux qu'un ouvrage autobiographique — les grandes dates et les grandes épreuves y sont narrées néanmoins — traversé d'éclairs intuitifs et de fulgurances théoriques à l'égal d'un essai de Mac Luhan (dont Schaeffer s'inspire décidément comme le petit cousin contestataire), ce montage de pensées et de faits où s'imbriquent souvenirs de jeunesse, passé proche et futur utopique se présente bien comme un exemple, une invite, à de meilleures « transmissions » par l'écriture. C'est un peu, en un sens, la prolongation de l'esprit de la Recherche.

ANNE REY.

- (1) Les Antennes de Jéricho, Ed. Stock (c. Les grandes littératures), 320 p., 49 F. (la parure le 21 février).
- (2) Le Monde musical, volume triple (nos 302, 303 et 305), Ed. Richard Masse (7, place Saint-Sulpice, 75006 Paris).
- (3) La fratrie des objets musicaux vint d'être réédité, accompagné d'une nouvelle postface, Ed. du Seuil (c. Pierre Vives), 712 p., 90 F.

Richesse et suicide

Il ne reste plus qu'à en rire. Les artistes rient beaucoup. L'humour assassin de Cusco, le rire excessif et presque mécanique de Monory ponctuent l'émission « L'Art et l'argent » comme autant de symptômes d'une irrédissoluble absurdité. Monory, dans ses « technico-lors », peint la dérision des rêves sociaux : devenez riche, dites-vous sagement dans un phylaxie exultante, au bord de la piscine olympique d'un hôtel quatre-étages. Mais qui achète ces tableaux, p. tr. aussi ? Les collectionneurs dans son salon ? Le collectionneur barde de billets, que les hôtels de luxe s'effraient pas. Alors, un empoisonnement subtil de son intérieur ? Mais le collectionneur n'est pas dupe de ces peintures « contestataires ».

Ainsi, on révo. de circuits parallèles, d'une société où les phénomènes collectifs primeraient. Mais le goût pour l'art contemporain ne se trouve pas dans ces circuits. A Pascale Breugnot, Cusco confesse qu'il a perdu toute illusion populiste. Le spectacle abrutit ceux qui n'en possèdent pas le code, tandis qu'il affine sans cesse la compétence de ses manipulateurs.

Absence d'intérêt

Maynard, à son tour, risque d'en faire l'apprentissage. La séquence qui compare ses parents à sa peinture donne tout son poids à la démonstration. Bien sûr, l'effacement l'emporte. Mais l'incompréhension est totale. Des œuvres de leur fils, où ils se plaisent à reconnaître l'effet de ressemblance, ils ne possèdent qu'un postérieur. Par discrétion — car il vit de ses ventes — mais aussi par absence d'intérêt. Le pont des paliers, la scénographie de l'exposition, les mettent aussi mal à l'aise que la majorité des passants. L'impassé est incontournable. Mais Beauchamp, la grande force de Paris où se pressent les visiteurs ? Chacun fait semblant d'y croire un peu, pour oublier que l'établissement vit en un sens d'une institution qui neutralise son travail.

A force de se vouloir démonstrative, l'émission de Breugnot et Bouthier se retourne contre elle-même : constat d'échec, panorama de portes closes l'une après l'autre, elle paraît manquer, malgré son humour, d'une réflexion sur elle-même qui entraverait d'autres vérités que celles que nous connaissons d'avance.

XAVIER DELCOURT.
* Mercredi 22 février, A 2, 21 h 40.

L'IMPARTIALITÉ ICI ET AILLEURS...

Savoir pour décider, apprendre pour comprendre

Dans un troisième et dernier article consacré à l'impartialité (le Monde du 5-6 et 12-13 février), Claude Sarraute s'interroge sur la réception de l'information et sur le langage à tenir par les informateurs ou les politiques pour que « le message passe ».

LES Anglo ont été les premiers à lever ce livre. Et ce n'est pas d'hier. Il y a deux ou trois ans déjà, lors d'un déjeuner offert à des échelons étrangers, la B.B.C. révélait sans complexe les résultats d'une récente enquête : on évalue en Grande-Bretagne à près de deux millions le nombre des ennemis immigrés, bien entendu : il ne s'agissait pas de citoyens britanniques. Et chez vous, messieurs ? Racismes de gorge, sourires gênés, surprise : Mon Dieu... On ne s'était jamais vraiment posé la question. Il faudrait, en effet, aller voir de plus près. Cependant, deux millions d'ennemis au pays de Blomont et à celui de Jules Ferry, on n'en était certainement pas là !

En est-on si sûr que cela ? Au pays de Rembrandt, en tout cas, renseignements pris, près d'un dixième de la population ne sait ni lire ni écrire et se débrouille, à l'écrit, comme à l'oral, en donnant l'illusion. Ce qui témoigne et d'une intelligence et de connaissances plus pragmatiques que sémiotiques. Or, un peu partout dans le monde, les journaux télévisés s'efforcent de beau langage, celui qu'on emploie à l'école, à l'église, dans les administrations et sur les bancs du Parlement, la langue amollie des dimanches, très éloignée, comme chacun sait, du langage parlé des jours de la semaine.

Au moindre conflit social, cela vous saute à la figure, le patron et l'ouvrier n'emploient ni la même syntaxe ni la même vocabulaire. Tout les sépare, tout les distingue.

Et seuls les propos tenus par les seconds, on ne le répète jamais assez, sont accessibles à l'immense majorité des Français. Comment s'étonner, après cela, de voir les informations du soir passer très au-dessus de la plupart des têtes, les têtes les moins pleines qui soient malgré le formidable matrasage dont elles sont l'objet à l'ère des communications dites « de masse », des têtes qui, en France, se redressent — lui au moins on le comprend, on le sait — à la voix d'un Georges Marchais, de loin, de très loin le plus populaire — dans le sens premier du mot — de nos hommes politiques. A noter que M. Giscard d'Estaing a senti d'où venait le vent, lui aussi. Il a considérablement éclairci le sens de ses propos depuis le discours sur « le bon choix ».

En démocratie, le peuple est souverain. A lui de décider de son destin. A cela, une condition : disposer de tous les éléments d'information pouvant, devant, peser sur ses choix, ses décisions. A commencer par la désignation de ses représentants. Le peuple, affirmait déjà hautement le premier amendement de la Constitution américaine, le peuple a le droit de savoir. D'apprendre, en tout cas. Et pour apprendre, il faut comprendre. Sur ce plan — plus personne ne songe à le nier — celui de la simplicité, de la facilité d'accès au contenu des actualités, tant il qu'à l'étranger, on est loin, très loin du compte.

Pain et chocolat

Deux langues et séries études récemment publiées en Suède et en Allemagne fédérale arrivent exactement aux mêmes conclusions. Le public, dans son immense majorité, ne sait pas bien, enregistre mal ce qu'on lui raconte à l'écran. La compréhension est d'abord fonction de l'intérêt que suscite le sujet traité. Ce qui est le mieux perçu ensuite, donc le mieux retenu, c'est le film ou le dessin, accompagnés d'explications claires, brèves, sim-

par CLAUDE SARRAUTE

ples. Le reste se perd, disparaît, haché menu par l'insatiable moutonnerie de la boîte aux images.

Regardez autour de vous, interrogez les gens, à commencer par vous-mêmes : rappelez-vous, pas plus tard qu'en mois de novembre, la fameuse allocution de M. Barre sur les mesures prises par son gouvernement pour lutter contre l'inflation. On écoutait, pleins de bonne volonté, vite découragés, surpris de voir passer dans ce texte visiblement écrit, bien écrit, trop bien écrit, des termes aussi familiers que ceux du pain et du chocolat ou de, crèmes pâtisseries. Stimulé, du coup, on essayait de s'arracher à ces répétitions incoherentes, puis, rien à faire, on perdait à nouveau le fil d'un discours qu'il n'était ensuite nous, expliquer longuement au tableau noir de l'écran à l'aide d'innombrables graphiques infiniment plus parlants que ce qui venait d'être dit. A se demander si, sans eux, la grève des boulangers aurait eu lieu !

Tout récemment encore, l'équipe de « Vendredi », sur FR 3, arrêtait l'homme, le femme de la rue, pour tenter de mesurer ce qui peut bien rester de l'information quotidienne diffusée, tel mois, telle année, fin 1975, mettons : « Pardon monsieur, pardon madame, pourriez-vous nous dire comment s'appelle le chef d'Etat dont la mort, il y a deux ans dans un pays proche, a été finie à une longue dictature ? » Désolé, mais, personne, pas même le responsable d'une station de radio ; interrogé lui aussi, n'a été capable de répondre sans réfléchir, sans chercher, au débotté. Il a fallu qu'en désespoir de cause le journaliste, épiqué, mette une brève dans la voie : « Alors, un petit effort, essayez encore, rappelez-vous, un homme très malade que les médecins essayaient par tous les moyens de prolonger », pour qu'après quelques tâtonnements « L'Europe » — Non, pas Salazar, mais vous y êtes presque », le nom du Caudillo

émerge enfin des brumes de la mémoire collective. Si nous n'arrêtons pas, si nous ne retenons pas les choses les plus simples, le prix d'un croissant, le mort d'un homme, comment pourrions-nous appréhender une réalité d'autant plus ténue qu'on ne peut pas s'y reprendre à deux fois pour le saisir et qu'elle est traduite en termes d'un langage allant de soi, inconscient, ces termes mêmes que l'on emploie dans la presse de réputation internationale, je pense à des publications du niveau du New York Times, du Guardian, de la Frankfurter Allgemeine, où le très grand public ne se risquerait jamais à mettre le nez.

Tableau noir

Non qu'il faille à tout prix tailler large, biter l'acte et donner dans le déballage à la façon de ces week-ends sur R.T.L. où l'on confond volontiers le populaire et le vulgaire. Il faut simplement savoir où aller, les barres, ni trop haut ni trop bas, à son juste niveau. Les Allemands, qui viennent de procéder à une refonte complète de leurs journaux télévisés, n'y sont pas allés par quatre chemins : ils ont raccourci ou simplifié les éditions programmées en début et en milieu de soirée, reportant leur effort sur celle de 22 h. 30, réservée à une audience forcément réduite, motivée et de ce fait probablement assez renseignée. A 19 h., 20 h. et 21 h., en revanche, prière d'employer des mots amples, clairs. D'éviter les tournures littéraires. De préférer la langue parlée à la langue écrite — pas facile pour des journalistes habitués à avoir les yeux baissés sur un texte rédigé et dactylographié. De multiplier les graphismes et les cartes géographiques. D'insérer, le plus souvent possible, les noms et les chiffres au tableau noir de l'écran.

Les pays scandinaves, eux aussi, s'adressent de plus en plus volontiers, en termes de plus en plus familiers, à « la tante Anne », l'équivalent de cette pauvre concubine,

à qui l'on prête depuis Daudet des trésors d'ignorance novatrice.

Démagogie ? Populisme ? Raccourci ? Non, lucidité ! Le désir d'efficacité. La preuve : l'autre soir, au programme de l'ARD, allemande solidement épaulée par Kolos (50 % d'écoute) et Clichénard (25 %), le journal de 22 h. 30 pouvait espérer voir remonter une audience rarement supérieure à 10 %. C'était à compter sans l'astucieuse presse du public. Il en a profité pour filer — les condamnés l'ont trahi — vers le drame de la chaîne à côté et revenir en toute hâte trente minutes après.

Outre-Rhin et ailleurs : le phénomène a commencé il y a quelques mois déjà outre-Atlantique. La télévision paraît régulièrement de son audience, et pour le rattraper et l'inciter à appuyer plus souvent sur le bouton, on essaye un peu partout de la séduire en la divertissant. Les Allemands eux-mêmes s'efforcent désormais de raccourcir ce qui est difficile ou on ne peut pas être supprimé ou de reléguer dans des coins, à des heures où ça se voit moins ce qui ne peut pas être égayé, anéanti, je pense aux magazines politiques et aux débats.

Les trois grandes chaînes commerciales américaines, elles, se sont arrangées entre elles. En se débarrassant des journaux — le fait leur fait obligation de les assurer — tôt dans la soirée, en les inscrivant tous dans le même case de 19 heures à 19 h. 30, elles s'épargnent la concurrence catastrophique que représenterait à une heure de forte écoute deux ou trois journaux pour leurs présentateurs vedettes.

A se demander où, pris entre les lois électroniques sévères dont la vague vient de nous arriver du Japon et des Etats-Unis et les nouvelles imprimées à l'écran telles que la B.B.C. les offre déjà à vingt mille adhérents, le journal télévisé n'est pas appelé à s'adapter ou à disparaître.

RADIO-TELEVISION

Recherches sur les retransmissions

40 % DE « NON-PUBLIC »

Un colloque à Yerres (Essonne) sur les rapports possibles entre la télévision et le théâtre, organisé par le secrétariat d'Etat à la culture, un rapport sur les émissions culturelles, en juin 1977, et des Journées de réflexion à Villeneuve-la-Guyon sur les possibilités théâtrales offertes par le petit écran, à l'initiative de l'Institut national de l'audio-visuel, un festival « Télévision sur scène », récemment organisé par le ministère de la culture et de l'environnement ainsi que par TF1 : depuis trois ans a-t-on fait de la culture sur le petit écran. Depuis 1975, en effet, plus de cent spectacles ont été retransmis à la télévision.

POUR expliquer la faible audience des émissions culturelles à la télévision, certains téléspectateurs avertis incriminent souvent les horaires tardifs de programmation, les émissions négligées, les programmes des autres chaînes concurrentes (variétés, films...). On est tenté de nuancer ces évidences, après avoir lu l'analyse approfondie des retransmissions de spectacles de théâtre, d'opéra et de ballet faite par M. Jean-François Barbier-Bouvet du service des études et de la recherche du ministère de la culture et de l'environnement.

Le propos de l'auteur, qui a systématiquement étudié l'audience auprès du grand public d'une trentaine de spectacles culturels diffusés entre juillet 1976 et février 1977 (comptes initiaux avec l'aide du ministère de la culture et de l'environnement), anticipe sur le titre du rapport : « De la scène au petit écran » pour esquisser le profil d'un « nouveau public » et définir une politique audio-visuelle en matière de retransmission culturelle.

Moins de privilégiés

Pour dresser un bilan de l'audience des retransmissions culturelles, fruits de la collaboration entre les sociétés de programme et le ministère de la culture et de l'environnement, trois aspects ont été étudiés :

— Le taux d'écoute de trente et une retransmissions par rapport aux taux d'écoute des autres émissions diffusées en même temps sur les deux autres chaînes (calculées à partir de chiffres recueillis par le Centre d'étude set d'opinion) ;

— La composition socio-culturelle et socio-démographique du public des vingt-quatre retransmissions de spectacles, ayant obtenu une audience suffisamment importante pour être analysée statistiquement, toujours à partir de chiffres recueillis par le C.E.O. ;

— Les attitudes et les comportements des téléspectateurs : ce dernier point ayant nécessité un sondage particulier établi par le C.E.O. à la demande du service des études et de la recherche.

L'analyse des retransmissions télévisées de spectacles de théâtre, d'opéra et de ballet révèle d'abord que, tout en restant relativement faible, l'audience moyenne (4,5 % de la population française d'âge adulte) est, en fait, considérable, ce chiffre correspondant à 1,5 million de téléspectateurs, soit le total de la fréquentation annuelle de tous les théâtres nationaux et centres dramatiques pour l'ensemble de leur programmation. Le public du théâtre paraît plus sensible à la nature des pièces proposées et aux conditions de leur programmation (audience variant de 1 à 20 %) que celui de l'opéra, qui constitue un noyau assez stable (de 2 à 4 %).

La décomposition du public selon ses caractéristiques socio-démographiques (âge, sexe, catégorie sociale, niveau d'études et taille de l'agglomération) a permis de mettre en évidence que les inégalités de fréquentation entre catégories qui apparaissent lorsqu'un spectacle est présenté en salle se réduisent devant le petit écran. Les classes privilégiées (cadres supérieurs, professions libérales, patrons), cinq fois plus nombreuses que les ouvriers dans les salles, ne le sont que deux fois devant le petit écran. Alors que le taux de fréquentation des salles de spectacles va en décroissant avec la taille des villes, il y a plus d'écarts entre le taux d'écoute des téléspectateurs que les classes sociales, partielles et celles des habitants des grandes villes, des petites villes et des communes rurales. Le taux d'écoute croît en revanche avec l'âge des téléspectateurs (3 % chez les quinze-vingt-quatre ans, 2,3 % pour les trente-cinq-quarante-neuf ans contre 0,7 % chez les plus de soixante-cinq ans).

Bien que les retransmissions d'opéra aient une audience plus élevée, chez les hommes et celles de théâtre chez les femmes (et que les personnes âgées soient plus nombreuses à suivre les retransmissions d'opéra), la composition socio-démographique du public des retransmissions d'opéra et de théâtre est assez proche.

L'audience des retransmissions théâtrales varie considérablement parfois d'une émission à l'autre. Ces écarts tiennent en partie à l'heure de la programmation, l'audience étant en moyenne deux fois supérieure à 20 h. 30 qu'à 21 h. 30 ou 22 heures. Toutefois, une mauvaise heure de diffusion réduit les chances de succès d'une retransmission, à l'inverse, une diffusion à 20 h. 30 assure pas pour autant une large audience, tant il est vrai que l'image de marque des chaînes constitue un facteur plus déterminant de variation de l'écoute (dans l'ensemble les retransmissions théâtrales diffusées sur TF1 ont un pourcentage de 7,5 % d'écoute, celles d'Antenne 2 de 6,4 % et de 1,2 % seulement sur FR3).

La notoriété de la troupe de théâtre, du

metteur en scène, du titre de la pièce et de son auteur ainsi que des interprètes influencent aussi, évidemment, le téléspectateur. Ainsi les pièces de théâtre ayant remporté le plus grand succès étaient représentées par la Comédie-Française, aucune n'ayant connu de score inférieur à 8 %, y compris le Commerce programmée à 21 h. 30.

Contrairement à l'idée répandue qui impute à l'influence des chaînes concurrentes l'insuccès des retransmissions théâtrales, il apparaît que le choix entre une retransmission de spectacle culturel ou une autre émission n'est pas vécu par les téléspectateurs comme une alternative. Certains excluent d'emblée les émissions culturelles, d'autres au contraire rejettent a priori les variétés ou les séries américaines. Dès lors, note M. Jean-François Barbier-Bouvet, « les programmes télévisés ne sont pas en concurrence avec les spectacles culturels, mais ils offrent au choix d'individus guidés par une hypothétique et commune liberté d'indifférence que l'on croit trop souvent. Les conditions et horaires de travail des téléspectateurs, leurs habitudes culturelles, tout qu'il n'y a ni choix ni indépendance, ni, à l'inverse, absence de choix (cette rencontre fortuite sur laquelle on compte parfois pour élargir le public de la culture). S'il est vrai que la concurrence d'un film de Giscard ou de de France est difficile à affronter, il faut aussi chercher, dans les retransmissions culturelles elles-mêmes et dans le mode de rapport à la culture, qu'elles supposent chez les téléspectateurs, à la fois l'explication de la faiblesse systématique de leur impact et l'explication des variations, à type de concurrence identique de l'audience ».

Bien que le public potentiel des œuvres « de culture » tende pour la première fois à se confondre avec l'ensemble de la population (85 % des foyers étant équipés d'un téléviseur en 1976), seule une minorité suit les retransmissions. La méthode du C.E.O. consistant à demander aux personnes interrogées si elles considéraient qu'il y avait trop, suffisamment ou pas assez d'émissions de théâtre, d'opéra ou de ballet ou si elles n'avaient pas d'opinion à ce sujet — a permis de déterminer que le « non-public », celui qui ne perçoit pas que ce type d'émissions peuvent s'adresser à lui en raison de son absence de familiarité avec l'univers culturel, atteignait 40 % des téléspectateurs. A l'inverse, le public culturellement disponible « qui déplore l'insuffisance des émissions de théâtre ou d'opéra » a été évalué entre 17 % et 25 % selon le genre de retransmission, le théâtre classique trouvant une réception plus large. En conséquence, la télévision pose avec une acuité nouvelle le problème de l'accessibilité culturelle.

Pas de miracle

A la télévision, à la différence des spectacles présentés en salle, la diffusion d'une émission culturelle est souvent unique, d'où l'impossibilité pour le téléspectateur de se récréer au jugement de son groupe et de son entourage. Il ne dispose, pour anticiper le contenu de l'émission, que des appréciations de la presse qui présente les programmes. M. Jean-François Barbier-Bouvet souligne : « C'est ce monopole de fait exercé par la presse sur l'information des téléspectateurs, non médiatisée par les groupes de référence, qui constitue le nouveau problème de la télévision ».

Nombreux sont les téléspectateurs qui recourent à une information extérieure pour choisir leurs émissions. 49 % des Français (un sur deux) consultent les magazines de télévision, 45 % le page 7 des principaux quotidiens. Seule une minorité de téléspectateurs choisit ses émissions au hasard des images (16 %) et 39 % des téléspectateurs disent choisir leur programme par habitude. A cet égard, le rapport du service des études et de la recherche insiste sur le rôle prépondérant de la presse dans la détermination du choix des téléspectateurs. « Une politique de diffusion culturelle qui voudrait utiliser pleinement l'outil-télévision ne peut ignorer un tel phénomène. Autant que, à la qualité des œuvres qu'elle propose, c'est à l'adaptation de la qualité des informations, préalables à leur diffusion qu'elle doit s'attacher ».

Les inégalités observées entre les différents groupes sociaux dans l'écoute des retransmissions culturelles télévisées reproduisent en quelque sorte celles qui produisent les activités culturelles de théâtre, de concert ou d'opéra. Cependant, les inégalités d'audience entre les différents groupes sociaux sont moins fortes lorsqu'il s'agit de spectacles retransmis (« la montre ») que lorsqu'il est question d'émissions culturelles suivies de débats (« le dit »). Paradoxalement, les émissions sur des sujets culturels sont davantage regardées par les catégories moins favorisées socialement.

Deux idées généralement émises se trouvent donc mises en cause, écrit M. Jean-François Barbier-Bouvet : « Celle que le développement de la télévision se traduit par la nivellement du public (massification), celle que la télévision permettrait d'annuler les barrières sociales de la consommation culturelle (...). Il n'y a pas, dans les choix culturels télévisés, l'accession de la culture savante pour tous. L'auteur citant l'ouvrage d'Amour de l'art de Pierre Bourdieu, comme l'ambition d'y accéder, ne peut être le produit mirageux d'une conversion culturelle, mais suppose en l'état actuel un changement de condition économique et sociale ».

EVELITA MOOD.

Écouter-voir

● BIOGRAPHIE : LES TROIS SIECLES DE MARGUERITE YOURCENAR. — Lundi 20 février, France-Culture, 22 h. 35.

Jean Montalbet et André Mathieu avaient déjà, le lundi 21 novembre 1977, proposé deux heures d'émission en compagnie de Marguerite Yourcenar : cette femme écrivain, qui vit isolée dans un hameau du Maine, aux Etats-Unis, leur avait ouvert sa porte et accordé un long, très long entretien, ce qu'elle accepte rarement. Suite à une première réflexion sur son temps et sur son œuvre, c'est la biographie de Marguerite Yourcenar qui est retracée dans ce deuxième volet, un portrait de l'auteur face à sa propre histoire : une initiation générale au sujet de *Sous le signe du faucon* et *Châli* du Nord.

Marguerite Yourcenar raconte, avec un humour tendre, « trois siècles de son passé », pour arriver à son enfance, près de Lille ; elle a retrouvé les clichés jadis. Elle les rajoute aux portraits d'autres dans la galerie des souvenirs qu'elle a patiemment, artistiquement, reconstitués, dans sa maison de Petite Plaisance.

● BANDE A PART : POUR L'AMOUR DU SALUT. — Lundi 20 février, A 2, 22 h. 25.

Les « officiers » et « officières » de l'Armée du Salut sont deux cent cinquante en France. Cent cinquante d'entre eux travaillent à Paris. C'est peu et on

pense aux effectifs de cette institution en Angleterre ou aux Etats-Unis. Qu'ils ou qu'elles soient lieutenants ou capitaines, les salubristes doivent vivre avec 800 francs par mois. Leur contrat, au service des déshérités est de durée illimitée. Tout cela n'est guère évocateur au cours de cette émission de la série « Bande à part » qui montre plus qu'elle n'explique.

Simone Vannier a surtout filmé les va-et-vient de deux femmes salubristes de Paris, leurs chants et leurs discours dans la rue. Jacqueline et Sylvie quittent leur poste pour vendre leur journal, à Montmartre elles font « la manche » dans les cafés et le soir regagnent la Péniche qui, près de la gare d'Amsterdam, accueille pour une nuit ou deux, gratuitement les sans-abri. Dans des conversations animées avec une vieille dame seule, ou avec un homme qui se moque d'elle, la salubriste parle de sa vocation et de son uniforme. Le recours à la fiction s'élève de sa force au regard de Simone Vannier, réalisateur qui propose d'ordinaire des reportages plus « vrais ».

● TELE-CLUB : UBU ROI. — Vendredi 24 février, A 2, 22 h. 45.

Les marionnettes électroniques d'Avry ont ébloui les blagues potaches d'Ubu roi, d'Alfred Jarry. Diffusé en septembre 1965 sur la première chaîne, ce spectacle intégral, véritable festival de trucs, apparut comme le

manifeste des idées folles d'un jeune réalisateur, surtout connu à l'époque par ses mises en images de variétés avant d'en venir à la « fiction électronique ».

● TEMOIGNAGES : EGYPTE-ISRAEL 1970-1978. — Samedi 25 février, France-Culture, 14 h. 5.

Du premier conflit israélo-arabe à la récente visite à Jérusalem du président égyptien, beaucoup de choses ont changé. La question d'Israël demeure cependant entière, et la politique égyptienne ne recueille qu'une solide rité mitigée de la part des autres Etats arabes. Eric Laurent et Marie Vauclair ont tenté de reconstituer l'évolution de rapports entre ces deux pays. Le président Anwar El Sadate et Menahem Begin, premier ministre israélien, disent leur point de vue, ainsi que le roi Hussein de Jordanie.

Interviennent également M. Nahur mondial ; M. Essedine Kalak, dirigeant égyptien, président du congrès juif de l'O.L.P. ; M. Mohammed Kaya, ancien vice-premier ministre égyptien ; M. Kamal Jomblatt, dirigeant de la gauche libanaise, ainsi que MM. Georges Buis, Maxime Rodinson et Jean Lacouture, spécialistes français de problèmes du Moyen-Orient. Au cours de cette « table ronde » radiophonique seront évoqués la guerre du Kippour, les difficultés économiques, le rôle de grandes puissances étrangères.

Les films de la semaine

● LA HORSE, de Pierre Granier-Deferre. — Dimanche 19 février, TF 1, 20 h. 30.

Histoire de l'histoire re-vue par un grand spectacle cinématographique avec vedettes, nombreux figurants et scènes de bataille impressionnantes.

● CROC BLANC, de Lucien Flard. — Mardi 21 février, FR 3, 20 h. 30.

Un des plus beaux romans de Jack London — l'histoire d'un chien-loup — réduit à une histoire plutôt banale d'aventuriers dans le Grand Nord. Coproduction européenne, scènes de western italien — une trahison.

● UN SOIR, UN TRAIN, d'André Delvaux. — Dimanche 19 février, FR 3, 22 h. 30.

Un cinéaste belge, inspiré par la peinture surréaliste, explore l'imaginaire dans un voyage aux portes de la mort et soulève le brûlant problème du destin de l'humanité.

● SINDRAB LE MARIN, de Richard Wallace. — Lundi 20 février, TF 1, 20 h. 30.

Le huffume voyage, inventé par un scénariste hollywoodien, du marin des Mille et Une Nuits. Péripéties commentées par une pio bavard, orientale de studio. Douglais Fairbanks Jr, souriant et bouillant, essai de ressusciter son célèbre père aux temps du *Voleur de Bagdad*.

● LA BATAILLE DES ARDENNES, de Kon Asanin. — Lundi 20 février, FR 2, 20 h. 30.

L'armée américaine surprise

● L'ADIEU AUX ARMES, de Charles Vidor. — Jeudi 23 février, FR 3, 20 h. 30.

Conçu par David Selznick qui voulait faire jouer à sa femme, Jennifer Jones, le rôle de Catherine, l'infirmière amoureuse, cette production romanesque à grand spectacle, sans être totalement infidèle au roman d'Hemingway, le dénature tout de même quelque peu. L'interprétation est bien pâlichonne par rapport à celle de la version 1933 réalisée par Frank Borzage (avec Gary Cooper et Helen Hayes), et l'on retient surtout la reconstitution de la retraite de Caporetto, sur le front italien, en 1917.

● LE DERNIER TIERCE, de Richard Pottier. — Vendredi 24 février, TF 1, 14 h. 55.

Raymond Souplex enquête à propos d'un crime commis sur un bateau de courses, comme s'il était le commissaire Bourrel des « Cinq dernières minutes ». A part cela, ce film ne présente aucun intérêt.

● TAXI, ROULOTTE ET CORRIDA, d'André Hunebelle. — Dimanche 26 février, TF 1, 17 h. 50.

Louis de Funès, qui venait d'être promu vedette, anime les mésaventures d'un Français moyen passant ses vacances en Espagne avec une de ces familles « bien de chez nous » qu'affectionnait alors le cinéma français. Gentil et désuet.

● LE CERVEAU, de Gérard Oury. — Dimanche 26 février, TF 1, 20 h. 30.

Bourvil (le corniaud) et Belmondo (le titi astucieux) se servent de boules puantes

● L'ODYSSÉE SOUS LA MER, de Daniel Patis. — Lundi 27 février, TF 1, 21 h. 15.

On ne peut pas manger d'évoquer Jules Verne à propos de cette aventure moderne d'un sous-marin partant au secours d'hommes bloqués dans les profondeurs abyssales. Touré au Canada, avec le concours du département de la défense nationale canadienne, le film fait apparaître, par ses effets spéciaux, un monde de cauchemar fantastique.

● BRANNING, de Douglas Hickox. — Lundi 27 février, FR 3, 21 h.

Un film policier, très bien fabriqué, « à l'américaine ». Pour mettre en valeur John Wayne qui, à Londres comme aux Etats-Unis, se révèle toujours capable de jouer des poings et du revolver.

Les débats politiques

● TF 1. — Le 21 février un débat sur la politique agricole oppose MM. Pierre-Joseph, membre du bureau exécutif du parti socialiste, et Pierre Méhaignerie, ministre de l'Agriculture, à 18 heures ; M. Raymond Barre, premier ministre, au magazine « Spécial événement », à 20 h. 30.

● ANTENNE 2. — Le 20 février, un débat oppose M. Alain Peyrefitte, ministre de la Justice, et M. Georges Marchais, secrétaire général du parti communiste, à 20 h. 30 (retransmis simultanément sur A 2 et Europe 1).

● EUROPE 1. — Le 19 février, M. François Ceyrac, président du C.N.P.F., est l'invité du « Club de la presse », à 13 heures.

● FRANCE-INTER. — Le 20 février, M. Michel Fontana, ancien ministre, président d'honneur du parti républicain, à l'émission « Carpes sur table », à 20 h. 30.

● FRANCE-INTER. — Le 20 février, M. Jacques Chirac, président du R.P.R., à l'émission « Le téléphone sonne », à 19 h. 15.

● FRANCE-INTER. — Le 20 février, M. Jacques Chirac, président du R.P.R., à l'émission « Le téléphone sonne », à 19 h. 15.

● FRANCE-INTER. — Le 20 février, M. Jacques Chirac, président du R.P.R., à l'émission « Le téléphone sonne », à 19 h. 15.

● FRANCE-INTER. — Le 20 février, M. Jacques Chirac, président du R.P.R., à l'émission « Le téléphone sonne », à 19 h. 15.

● FRANCE-INTER. — Le 20 février, M. Jacques Chirac, président du R.P.R., à l'émission « Le téléphone sonne », à 19 h. 15.

● FRANCE-INTER. — Le 20 février, M. Jacques Chirac, président du R.P.R., à l'émission « Le téléphone sonne », à 19 h. 15.

● FRANCE-INTER. — Le 20 février, M. Jacques Chirac, président du R.P.R., à l'émission « Le téléphone sonne », à 19 h. 15.

● FRANCE-INTER. — Le 20 février, M. Jacques Chirac, président du R.P.R., à l'émission « Le téléphone sonne », à 19 h. 15.

● FRANCE-INTER. — Le 20 février, M. Jacques Chirac, président du R.P.R., à l'émission « Le téléphone sonne », à 19 h. 15.

● FRANCE-INTER. — Le 20 février, M. Jacques Chirac, président du R.P.R., à l'émission « Le téléphone sonne », à 19 h. 15.

● FRANCE-INTER. — Le 20 février, M. Jacques Chirac, président du R.P.R., à l'émission « Le téléphone sonne », à 19 h. 15.

● FRANCE-INTER. — Le 20 février, M. Jacques Chirac, président du R.P.R., à l'émission « Le téléphone sonne », à 19 h. 15.

● FRANCE-INTER. — Le 20 février, M. Jacques Chirac, président du R.P.R., à l'émission « Le téléphone sonne », à 19 h. 15.

Petites ondes

● FRANCE-INTER (informations toutes les heures) ; 7 h. J. Pagan ; 9 h. Le magazine de P. Bonelli ; 10 h. Chanois à l'honneur ; 11 h. Anne Gaillard ; 12 h. L. Bost et J.-C. Weiss ; 13 h. 30. Ines-midi (reprise magazine à 15 h.) ; 14 h. 45. Le jeu des 1000 francs ; 15 h. 30. Le grand pader ; 16 h. Le temps de vivre (samedi et dimanche ; L'oreille en coin) ; 17 h. 15. Sous quelle étoile suis-je né ; 18 h. 45. Les oubliés de l'histoire ; 19 h. Radioscope ; 19 h. 15. Saldimbanques ; 19 h. 30. Journal ; 20 h. Marche co rêve ; 21 h. Le Pop-Club.

● FRANCE-INTER (informations toutes les heures) ; 7 h. J. Pagan ; 9 h. Le magazine de P. Bonelli ; 10 h. Chanois à l'honneur ; 11 h. Anne Gaillard ; 12 h. L. Bost et J.-C. Weiss ; 13 h. 30. Ines-midi (reprise magazine à 15 h.) ; 14 h. 45. Le jeu des 1000 francs ; 15 h. 30. Le grand pader ; 16 h. Le temps de vivre (samedi et dimanche ; L'oreille en coin) ; 17 h. 15. Sous quelle étoile suis-je né ; 18 h. 45. Les oubliés de l'histoire ; 19 h. Radioscope ; 19 h. 15. Saldimbanques ; 19 h. 30. Journal ; 20 h. Marche co rêve ; 21 h. Le Pop-Club.

● FRANCE-INTER (informations toutes les heures) ; 7 h. J. Pagan ; 9 h. Le magazine de P. Bonelli ; 10 h. Chanois à l'honneur ; 11 h. Anne Gaillard ; 12 h. L. Bost et J.-C. Weiss ; 13 h. 30. Ines-midi (reprise magazine à 15 h.) ; 14 h. 45. Le jeu des 1000 francs ; 15 h. 30. Le grand pader ; 16 h. Le temps de vivre (samedi et dimanche ; L'oreille en coin) ; 17 h. 15. Sous quelle étoile suis-je né ; 18 h. 45. Les oubliés de l'histoire ; 19 h. Radioscope ; 19 h. 15. Saldimbanques ; 19 h. 30. Journal ; 20 h. Marche co rêve ; 21 h. Le Pop-Club.

● FRANCE-INTER (informations toutes les heures) ; 7 h. J. Pagan ; 9 h. Le magazine de P. Bonelli ; 10 h. Chanois à l'honneur ; 11 h. Anne Gaillard ; 12 h. L. Bost et J.-C. Weiss ; 13 h. 30. Ines-midi (reprise magazine à 15 h.) ; 14 h. 45. Le jeu des 1000 francs ; 15 h. 30. Le grand pader ; 16 h. Le temps de vivre (samedi et dimanche ; L'oreille en coin) ; 17 h. 15. Sous quelle étoile suis-je né ; 18 h. 45. Les oubliés de l'histoire ; 19 h. Radioscope ; 19 h. 15. Saldimbanques ; 19 h. 30. Journal ; 20 h. Marche co rêve ; 21 h. Le Pop-Club.

● FRANCE-INTER (informations toutes les heures) ; 7 h. J. Pagan ; 9 h. Le magazine de P. Bonelli ; 10 h. Chanois à l'honneur ; 11 h. Anne Gaillard ; 12 h. L. Bost et J.-C. Weiss ; 13 h. 30. Ines-midi (reprise magazine à 15 h.) ; 14 h. 45. Le jeu des 1000 francs ; 15 h. 30. Le grand pader ; 16 h. Le temps de vivre (samedi et dimanche ; L'oreille en coin) ; 17 h. 15. Sous quelle étoile suis-je né ; 18 h. 45. Les oubliés de l'histoire ; 19 h. Radioscope ; 19 h. 15. Saldimbanques ; 19 h. 30. Journal ; 20 h. Marche co rêve ; 21 h. Le Pop-Club.

● FRANCE-INTER (informations toutes les heures) ; 7 h. J. Pagan ; 9 h. Le magazine de P. Bonelli ; 10 h. Chanois à l'honneur ; 11 h. Anne Gaillard ; 12 h. L. Bost et J.-C. Weiss ; 13 h. 30. Ines-midi (reprise magazine à 15 h.) ; 14 h. 45. Le jeu des 1000 francs ; 15 h. 30. Le grand pader ; 16 h. Le temps de vivre (samedi et dimanche ; L'oreille en coin) ; 17 h. 15. Sous quelle étoile suis-je né ; 18 h. 45. Les oubliés de l'histoire ; 19 h. Radioscope ; 19 h. 15. Saldimbanques ; 19 h. 30. Journal ; 20 h. Marche co rêve ; 21 h. Le Pop-Club.

● FRANCE-INTER (informations toutes les heures) ; 7 h. J. Pagan ; 9 h. Le magazine de P. Bonelli ; 10 h. Chanois à l'honneur ; 11 h. Anne Gaillard ; 12 h. L. Bost et J.-C. Weiss ; 13 h. 30. Ines-midi (reprise magazine à 15 h.) ; 14 h. 45. Le jeu des 1000 francs ; 15 h. 30. Le grand pader ; 16 h. Le temps de vivre (samedi et dimanche ; L'oreille en coin) ; 17 h. 15. Sous quelle étoile suis-je né ; 18 h. 45. Les oubliés de l'histoire ; 19 h. Radioscope ; 19 h. 15. Saldimbanques ; 19 h. 30. Journal ; 20 h. Marche co rêve ; 21 h. Le Pop-Club.

● FRANCE-INTER (informations toutes les heures) ; 7 h. J. Pagan ; 9 h. Le magazine de P. Bonelli ; 10 h. Chanois à l'honneur ; 11 h. Anne Gaillard ; 12 h. L. Bost et J.-C. Weiss ; 13 h. 30. Ines-midi (reprise magazine à 15 h.) ; 14 h. 45. Le jeu des 1000 francs ; 15 h. 30. Le grand pader ; 16 h. Le temps de vivre (samedi et dimanche ; L'oreille en coin) ; 17 h. 15. Sous quelle étoile suis-je né ; 18 h. 45. Les oubliés de l'histoire ; 19 h. Radioscope ; 19 h. 15. Saldimbanques ; 19 h. 30. Journal ; 20 h. Marche co rêve ; 21 h. Le Pop-Club.

● FRANCE-INTER (informations toutes les heures) ; 7 h. J. Pagan ; 9 h. Le magazine de P. Bonelli ; 10 h. Chanois à l'honneur ; 11 h. Anne Gaillard ; 12 h. L. Bost et J.-C. Weiss ; 13 h. 30. Ines-midi (reprise magazine à 15 h.) ; 14 h. 45. Le jeu des 1000 francs ; 15 h. 30. Le grand pader ; 16 h. Le temps de vivre (samedi et dimanche ; L'oreille en coin) ; 17 h. 15. Sous quelle étoile suis-je né ; 18 h. 45. Les oubliés de l'histoire ; 19 h. Radioscope ; 19 h. 15. Saldimbanques ; 19 h. 30. Journal ; 20 h. Marche co rêve ; 21 h. Le Pop-Club.

● FRANCE-INTER (informations toutes les heures) ; 7 h. J. Pagan ; 9 h. Le magazine de P. Bonelli ; 10 h. Chanois à l'honneur ; 11 h. Anne Gaillard ; 12 h. L. Bost et J.-C. Weiss ; 13 h. 30. Ines-midi (reprise magazine à 15 h.) ; 14 h. 45. Le jeu des 1000 francs ; 15 h. 30. Le grand pader ; 16 h. Le temps de vivre (samedi et dimanche ; L'oreille en coin) ; 17 h. 15. Sous quelle étoile suis-je né ; 18 h. 45. Les oubliés de l'histoire ; 19 h. Radioscope ; 19 h. 15. Saldimbanques ; 19 h. 30. Journal ; 20 h. Marche co rêve ; 21 h. Le Pop-Club.

● FRANCE-INTER (informations toutes les heures) ; 7 h. J. Pagan ; 9 h. Le magazine de P. Bonelli ; 10 h. Chanois à l'honneur ; 11 h. Anne Gaillard ; 12 h. L. Bost et J.-C. Weiss ; 13 h. 30. Ines-midi (reprise magazine à 15 h.) ; 14 h. 45. Le jeu des 1000 francs ; 15 h. 30. Le grand pader ; 16 h. Le temps de vivre (samedi et dimanche ; L'oreille en coin) ; 17 h. 15. Sous quelle étoile suis-je né ; 18 h. 45. Les oubliés de l'histoire ; 19 h. Radioscope ; 19 h. 15. Saldimbanques ; 19 h. 30. Journal ; 20 h. Marche co rêve ; 21 h. Le Pop-Club.

● FRANCE-INTER (informations toutes les heures) ; 7 h. J. Pagan ; 9 h. Le magazine de P. Bonelli ; 10 h. Chanois à l'honneur ; 11 h. Anne Gaillard ; 12 h. L. Bost et J.-C. Weiss ; 13 h. 30. Ines-midi (reprise magazine à 15 h.) ; 14 h. 45. Le jeu des 1000 francs ; 15 h. 30. Le grand pader ; 16 h. Le temps de vivre (samedi et dimanche ; L'oreille en coin) ; 17 h. 15. Sous quelle étoile suis-je né ; 18 h. 45. Les oubliés de l'histoire ; 19 h. Radioscope ; 19 h. 15. Saldimbanques ; 19 h. 30. Journal ; 20 h. Marche co rêve ; 21 h. Le Pop-Club.

● FRANCE-INTER (informations toutes les heures) ; 7 h. J. Pagan ; 9 h. Le magazine de P. Bonelli ; 10 h. Chanois à l'honneur ; 11 h. Anne Gaillard ; 12 h. L. Bost et J.-C. Weiss ; 13 h. 30. Ines-midi (reprise magazine à 15 h.) ; 14 h. 45. Le jeu des 1000 francs ; 15 h. 30. Le grand pader ; 16 h. Le temps de vivre (samedi et dimanche ; L'oreille en coin) ; 17 h. 15. Sous quelle étoile suis-je né ; 18 h. 45. Les oubliés de l'histoire ; 19 h. Radioscope ; 19 h. 15. Saldimbanques ; 19 h. 30. Journal ; 20 h. Marche co rêve ; 21 h. Le Pop-Club.

● FRANCE-INTER (informations toutes les heures) ; 7 h. J. Pagan ; 9 h. Le magazine de P. Bonelli ; 10 h. Chanois à l'honneur ; 11 h. Anne Gaillard ; 12 h. L. Bost et J.-C. Weiss ; 13 h. 30. Ines-midi (reprise magazine à 15 h.) ; 14 h. 45. Le jeu des 1000 francs ; 15 h.

RADIO-TELEVISION

Jeu 23 février

CHAÎNE I : TF 1

12 h. 12. Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 28. Les aventures de Monsieur Lemestre ; 12 h. 30. Midi première ; 13 h. 35. Emissions régionales ; 13 h. 50. Objectif santé ; 15 h. 15. Pour les jeunes : Spécial vacances (à 17 h. 23. Les infos) ; 18 h. 15. A la bonne heure ; 18 h. 24. Pour les petits ; 18 h. 32. L'île aux enfants ; 18 h. 55. Feuilleton : La passagère ; 19 h. 15. Une minute pour les femmes ; 19 h. 45. Eh bien... raconte ! 20 h. 30. Feuilleton : La fille ; 21 h. 30. Spécial élections législatives ; 22 h. 30. Allons au cinéma.

CHAÎNE II : A 2

13 h. 35. Magazine régional ; 13 h. 50. Feuilleton : Le dessous du ciel ; 14 h. 8. Aujourd'hui, madame ; 15 h. 5. FILM : SIGNE ARSENE LUPIN, d'Y. Robert (1959), avec R. Lamoureux, A. Valli, Y. Robert, R. Dumas, M. Etcheverry, J. Dufilho (N., rediff.).

Vendredi 24 février

CHAÎNE I : TF 1

12 h. 12. Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 28. Les aventures de Monsieur Lemestre ; 12 h. 30. Midi première ; 14 h. 25. Emission du C.N.D.P. : Cousins cousines ; 14 h. 55. FILM : LE DERNIER TIERCE, de R. Potier (1964), avec C. Vercaut, M. Noël, M. Le Royer, R. Souplex, D. Moreau, J. Richard (N.).

Une jeune femme, qui a hérité d'une fortune de 100 millions, se trouve en difficulté financière. Elle est soupçonnée du meurtre d'un joueur concurrent.

16 h. 15. Pour les jeunes : Spécial vacances ; 16 h. 51. Nous sommes Lapons ; 17 h. 8. Des infos animées ; 17 h. 55. A la bonne heure ; 18 h. 24. Pour les petits ; 18 h. 32. L'île aux enfants ; 18 h. 55. Feuilleton : La passagère ; 19 h. 15. Une minute pour les femmes ; 19 h. 45. Eh bien... raconte ! 20 h. 30. Au théâtre ce soir : Monsieur chasse, de G. Feytaud, avec M. Roux, W. Sabatier, Fr. Fleury, Y. Godeau.

Morici aime Léontine, Léontine aime son mari, le mari de Léontine aime Mme Chagnon. Brûlant, des petits pétés viennent tout gâcher.

22 h. 20. Magazine musical : La musique est à tout le monde (avec l'orchestre de la Garde républicaine).

Samedi 25 février

CHAÎNE I : TF 1

11 h. 15. Emission du C.N.D.P. : Initiation au russe ; 12 h. 12. Emissions régionales ; 12 h. 30. Dis-moi ce que tu m'as dit ; 12 h. 45. Jeunes pratiques ; 13 h. 35. Les musiciens du soir ; 14 h. 8. Réponse à tout ; 14 h. 25. La petite maison dans la prairie ; 18 h. 5. Trente millions d'amis ; 18 h. 40. Magazine auto moto ; 19 h. 13. Minutes pour vous défendre ; 19 h. 45. Eh bien... raconte ! 20 h. 30. Variétés : Numéro un (Petula Clark) ; 21 h. 30. Série policière américaine : Serpico ; 23 h. 10. Téléfoot.

CHAÎNE II : A 2

11 h. 45. Journal des sœurs et des malentendus ; 12 h. 12. Emission du C.N.D.P. : Entrée dans le jeu ; 12 h. 30. Samedi et dimanche ; 13 h. 35. Loto-chansons ; 14 h. 35. Les jeux du stade ; 15 h. 8. Rugby : Biarritz contre le stade toulousain.

Dimanche 26 février

CHAÎNE I : TF 1

9 h. 15. Emissions religieuses et philosophiques ; 12 h. 12. La séquence du spectateur ; 12 h. 30. Bon appétit ; 13 h. 20. C'est pas sérieux ; 14 h. 10. Les rendez-vous du dimanche ; 15 h. 30. Feuilleton français : Paul et Virginie (rediff.) ; 16 h. 10. Haricot ; 16 h. 5. Série américaine : L'île perdue ; 18 h. 35. Sports premiers ; 19 h. 50. FILM : TAKI, ROULOTTE ET CORRIDIA, d'A. Humbelle (1968), avec L. de Funès, P. Dubost, G. Bertil, R. Bussières, A. Poivre (N., rediff.).

Les vacances mouvementées d'un chauffeur de taxi parisien parti pour l'Espagne avec sa famille et qui transporte, sans le savoir, un diamant volé.

19 h. 25. Les animaux du monde ; 20 h. 30. FILM : LE CERVEAU, de G. Oury (1968), avec J.-P. Belmondo, Bourvil, D. Nivert, E. Wallach, S. Monti, F. Valois et H. Genes.

Deux petits truands français, adeptes du système D, préparent le cambriolage d'un riche américain. Ils sont aidés par un gérant cambrioleur anglais qui dispose, lui, de moyens perfectionnés.

22 h. Magazine Expressions.

Lundi 27 février

CHAÎNE I : TF 1

12 h. 15. Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30. Midi première ; 13 h. 35. Magazines régionaux ; 13 h. 50. Rester donc avec nous ; 17 h. 15. Pour les jeunes : Spécial vacances ; 18 h. 15. A la bonne heure ; 18 h. 25. Pour les petits ; 18 h. 30. L'île

D'une chaîne à l'autre

R.T.L. DANS LA BATAILLE ÉLECTORALE

● R.T.L. s'est engagée tardivement dans la bataille électorale sur les ondes. Pourquoi ? Il semble, d'après Jean Farran, directeur d'antenne, que l'audience baisse de façon notable au cours des périodes électorales et plus particulièrement aux heures consacrées aux débats politiques.

PROGRAMMES ÉDUCATIFS

Les programmes des émissions éducatives diffusées à la radio sur le réseau ondes moyennes de France-Culture et à la télévision sur la première chaîne les jours de la semaine sont parus dans le Monde de l'éducation. Ce 30^e d'été février 1978, qui les publie régulièrement tous les mois.

En 1919, Armand Lupin revêtit avec une coquetterie romaine pour retrouver le fabuleux trésor de la Toison d'or, héritage de la Bourgogne.

16 h. 30. Aujourd'hui magazine ; 17 h. 55. Fenêtre sur... police : discours sur les méthodes ; 18 h. 25. Isabelle et ses amis ; 18 h. 40. C'est la vie ; 18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45. Jeu : Les six jours d'Antenne 2 ; 20 h. 35. Le grand échiquier : Julien Clerc, par J. Chancel.

Avec Véronique Sanson, Brigitte Senger, Gérard Depardieu, Coluche, Mary Marquet, Alain Souchon, Stéphanie Weiler, les choristes Cl. Manon et M. del Castillo, le grand orchestre du Splendid et l'ensemble de musique de chambre de Bernard Thomas.

CHAÎNE III : FR 3

18 h. 35. Pour les jeunes ; 19 h. 5. Emissions régionales ; 19 h. 40. Scènes de la vie de province : La femme en montagne (prod. FR 3 Nice) ; 20 h. 15. Les jeux ; 20 h. 30. FILM (un film, un auteur) : L'ADIEU AUX ARMES, de Ch. Vidor (1957),

avec R. Hudson, J. Jones, V. de Sica, A. Sordi, K. Kassar, M. McCambridge (rediff.).

Pendant la première guerre mondiale, un officier américain, servant sur le front d'Italie, tombe amoureux d'une infirmière anglaise. Il désire pour finir avec elle.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Poésie : Alqui (et à 14 h. 19 h. 55, 23 h. 50) ; 7 h. 5. Matinales ; 8 h. 15. Les chemins de la connaissance : Océanographie de la vie ; à 8 h. 25. La malice de l'Inde ; 8 h. 30. Le sacre du chat ; 9 h. 7. Matinée de la littérature ; 10 h. 45. Questions en s'asseyant ; 12 h. 5. Parti pris ; 12 h. 45. Panorama ; 13 h. 30. Renaissance des organes de France ; 14 h. 5. Un livre des voix : Les Nautragés du soldat ; de J. Lantier ; 14 h. 45. Les après-midi de France-Culture : Le vir du sujet : le sommeil ; 18 h. 25. Ne quittez pas l'école : les satellites des espions ; 17 h. 15. Les Français s'interrogent ; 17 h. 30. Musiciens français : O. Greif ; 19 h. 40. Nouvelles de Tchekov ; 19 h. 45. Éloge et méditation ; 20 h. 15. Nouveau répertoire dramatique, par A. Attom ; 20 h. 30. L'œuvre de la vraie école pour le petit : d'une école d'un ton, de S. Ganci, avec R. Dufilho, A. Cury, R. Faver (rediff.) ; 21 h. 30.

vinc : Le berge des fleurs, d'A. Castanet (prod. FR 3 Toulouse) ; 20 h. Les jeux.

20 h. 30. Série documentaire : La qualité de l'air (série en 5 parties) ; Les nourisseurs du monde, d'E. Leguy et Fr. Guillaume, réal. D. Mosmann.

Quelles sont les chances de venir à bout de la famine et de la malnutrition, un film de l'Institut de l'Unesco.

21 h. 30. Série documentaire : Les maîtres d'œuvre (la trame et la chaîne), de J. Lallier et M. Tosello.

De l'histoire de la mode à celle du tissu, de l'industrie au retour de l'artisanat.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Poésie : Alqui (et à 14 h. 19 h. 55, 23 h. 50) ; 7 h. 5. Matinales ; 8 h. 15. Les chemins de la connaissance : Océanographie de la vie ; à 8 h. 25. La malice de l'Inde ; 8 h. 30. Le sacre du chat ; 9 h. 7. Matinée de la littérature ; 10 h. 45. Questions en s'asseyant ; 12 h. 5. Parti pris ; 12 h. 45. Panorama ; 13 h. 30. Renaissance des organes de France ; 14 h. 5. Un livre des voix : Les Nautragés du soldat ; de J. Lantier ; 14 h. 45. Les après-midi de France-Culture : Le vir du sujet : le sommeil ; 18 h. 25. Ne quittez pas l'école : les satellites des espions ; 17 h. 15. Les Français s'interrogent ; 17 h. 30. Musiciens français : O. Greif ; 19 h. 40. Nouvelles de Tchekov ; 19 h. 45. Éloge et méditation ; 20 h. 15. Nouveau répertoire dramatique, par A. Attom ; 20 h. 30. L'œuvre de la vraie école pour le petit : d'une école d'un ton, de S. Ganci, avec R. Dufilho, A. Cury, R. Faver (rediff.) ; 21 h. 30.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Poésie : Alqui (et à 14 h. 19 h. 55, 23 h. 50) ; 7 h. 5. Matinales ; 8 h. 15. Les chemins de la connaissance : Océanographie de la vie ; à 8 h. 25. La malice de l'Inde ; 8 h. 30. Le sacre du chat ; 9 h. 7. Matinée de la littérature ; 10 h. 45. Questions en s'asseyant ; 12 h. 5. Parti pris ; 12 h. 45. Panorama ; 13 h. 30. Renaissance des organes de France ; 14 h. 5. Un livre des voix : Les Nautragés du soldat ; de J. Lantier ; 14 h. 45. Les après-midi de France-Culture : Le vir du sujet : le sommeil ; 18 h. 25. Ne quittez pas l'école : les satellites des espions ; 17 h. 15. Les Français s'interrogent ; 17 h. 30. Musiciens français : O. Greif ; 19 h. 40. Nouvelles de Tchekov ; 19 h. 45. Éloge et méditation ; 20 h. 15. Nouveau répertoire dramatique, par A. Attom ; 20 h. 30. L'œuvre de la vraie école pour le petit : d'une école d'un ton, de S. Ganci, avec R. Dufilho, A. Cury, R. Faver (rediff.) ; 21 h. 30.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Poésie : Alqui (et à 14 h. 19 h. 55, 23 h. 50) ; 7 h. 5. Matinales ; 8 h. 15. Les chemins de la connaissance : Océanographie de la vie ; à 8 h. 25. La malice de l'Inde ; 8 h. 30. Le sacre du chat ; 9 h. 7. Matinée de la littérature ; 10 h. 45. Questions en s'asseyant ; 12 h. 5. Parti pris ; 12 h. 45. Panorama ; 13 h. 30. Renaissance des organes de France ; 14 h. 5. Un livre des voix : Les Nautragés du soldat ; de J. Lantier ; 14 h. 45. Les après-midi de France-Culture : Le vir du sujet : le sommeil ; 18 h. 25. Ne quittez pas l'école : les satellites des espions ; 17 h. 15. Les Français s'interrogent ; 17 h. 30. Musiciens français : O. Greif ; 19 h. 40. Nouvelles de Tchekov ; 19 h. 45. Éloge et méditation ; 20 h. 15. Nouveau répertoire dramatique, par A. Attom ; 20 h. 30. L'œuvre de la vraie école pour le petit : d'une école d'un ton, de S. Ganci, avec R. Dufilho, A. Cury, R. Faver (rediff.) ; 21 h. 30.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Poésie : Alqui (et à 14 h. 19 h. 55, 23 h. 50) ; 7 h. 5. Matinales ; 8 h. 15. Les chemins de la connaissance : Océanographie de la vie ; à 8 h. 25. La malice de l'Inde ; 8 h. 30. Le sacre du chat ; 9 h. 7. Matinée de la littérature ; 10 h. 45. Questions en s'asseyant ; 12 h. 5. Parti pris ; 12 h. 45. Panorama ; 13 h. 30. Renaissance des organes de France ; 14 h. 5. Un livre des voix : Les Nautragés du soldat ; de J. Lantier ; 14 h. 45. Les après-midi de France-Culture : Le vir du sujet : le sommeil ; 18 h. 25. Ne quittez pas l'école : les satellites des espions ; 17 h. 15. Les Français s'interrogent ; 17 h. 30. Musiciens français : O. Greif ; 19 h. 40. Nouvelles de Tchekov ; 19 h. 45. Éloge et méditation ; 20 h. 15. Nouveau répertoire dramatique, par A. Attom ; 20 h. 30. L'œuvre de la vraie école pour le petit : d'une école d'un ton, de S. Ganci, avec R. Dufilho, A. Cury, R. Faver (rediff.) ; 21 h. 30.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Poésie : Alqui (et à 14 h. 19 h. 55, 23 h. 50) ; 7 h. 5. Matinales ; 8 h. 15. Les chemins de la connaissance : Océanographie de la vie ; à 8 h. 25. La malice de l'Inde ; 8 h. 30. Le sacre du chat ; 9 h. 7. Matinée de la littérature ; 10 h. 45. Questions en s'asseyant ; 12 h. 5. Parti pris ; 12 h. 45. Panorama ; 13 h. 30. Renaissance des organes de France ; 14 h. 5. Un livre des voix : Les Nautragés du soldat ; de J. Lantier ; 14 h. 45. Les après-midi de France-Culture : Le vir du sujet : le sommeil ; 18 h. 25. Ne quittez pas l'école : les satellites des espions ; 17 h. 15. Les Français s'interrogent ; 17 h. 30. Musiciens français : O. Greif ; 19 h. 40. Nouvelles de Tchekov ; 19 h. 45. Éloge et méditation ; 20 h. 15. Nouveau répertoire dramatique, par A. Attom ; 20 h. 30. L'œuvre de la vraie école pour le petit : d'une école d'un ton, de S. Ganci, avec R. Dufilho, A. Cury, R. Faver (rediff.) ; 21 h. 30.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Poésie : Alqui (et à 14 h. 19 h. 55, 23 h. 50) ; 7 h. 5. Matinales ; 8 h. 15. Les chemins de la connaissance : Océanographie de la vie ; à 8 h. 25. La malice de l'Inde ; 8 h. 30. Le sacre du chat ; 9 h. 7. Matinée de la littérature ; 10 h. 45. Questions en s'asseyant ; 12 h. 5. Parti pris ; 12 h. 45. Panorama ; 13 h. 30. Renaissance des organes de France ; 14 h. 5. Un livre des voix : Les Nautragés du soldat ; de J. Lantier ; 14 h. 45. Les après-midi de France-Culture : Le vir du sujet : le sommeil ; 18 h. 25. Ne quittez pas l'école : les satellites des espions ; 17 h. 15. Les Français s'interrogent ; 17 h. 30. Musiciens français : O. Greif ; 19 h. 40. Nouvelles de Tchekov ; 19 h. 45. Éloge et méditation ; 20 h. 15. Nouveau répertoire dramatique, par A. Attom ; 20 h. 30. L'œuvre de la vraie école pour le petit : d'une école d'un ton, de S. Ganci, avec R. Dufilho, A. Cury, R. Faver (rediff.) ; 21 h. 30.

CHAÎNE II : A 2

13 h. 35. Magazine régional ; 13 h. 50. Feuilleton : Le dessous du ciel ; 14 h. 8. Aujourd'hui, madame ; 15 h. 5. FILM : SIGNE ARSENE LUPIN, d'Y. Robert (1959), avec R. Lamoureux, A. Valli, Y. Robert, R. Dumas, M. Etcheverry, J. Dufilho (N., rediff.).

16 h. 15. Pour les jeunes : Spécial vacances ; 16 h. 51. Nous sommes Lapons ; 17 h. 8. Des infos animées ; 17 h. 55. A la bonne heure ; 18 h. 24. Pour les petits ; 18 h. 32. L'île aux enfants ; 18 h. 55. Feuilleton : La passagère ; 19 h. 15. Une minute pour les femmes ; 19 h. 45. Eh bien... raconte ! 20 h. 30. Au théâtre ce soir : Monsieur chasse, de G. Feytaud, avec M. Roux, W. Sabatier, Fr. Fleury, Y. Godeau.

Morici aime Léontine, Léontine aime son mari, le mari de Léontine aime Mme Chagnon. Brûlant, des petits pétés viennent tout gâcher.

CHAÎNE III : FR 3

18 h. 35. Pour les jeunes ; 19 h. 5. Emissions régionales ; 19 h. 40. Scènes de la vie de province : La femme en montagne (prod. FR 3 Lille) ; 20 h. 15. Les jeux ; 20 h. 30. FILM (un film, un auteur) : L'ADIEU AUX ARMES, de Ch. Vidor (1957), avec R. Hudson, J. Jones, V. de Sica, A. Sordi, K. Kassar, M. McCambridge (rediff.).

Pendant la première guerre mondiale, un officier américain, servant sur le front d'Italie, tombe amoureux d'une infirmière anglaise. Il désire pour finir avec elle.

Nuits magnétiques : à 22 h. 35. Brots de pages ; les livres artistiques, par N. Faloci ; à 23 h. 30. Musique et animation.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3. Quotidien musical ; 8 h. 30. Notre et blanche ; 9 h. 2. Le matin des musiciens : à 9 h. 2. Musique en vis ; 12 h. 40. Chansons : à 12 h. 40. Musique en vis ; 12 h. 40. Juss classiques ; 13 h. 15. Stéréo service ; 14 h. 15. Divertissement : Aitken, Wal-Berg ; 14 h. 30. Triptyque... prélude : Ville-John, Gershwin, Varèse ; 15 h. 30. Musique française d'aujourd'hui : Nikipitovsky, Tamba, I. Males, A. Casanova, E. Dufourt ; 17 h. 15. Fostel, Gendrin, W. Russo ; 18 h. 5. Musique magazine ; 19 h. 15. Jazz time ; 19 h. 45. Musique au feu rouge ; 20 h. 30. Entrée de jeu : à l'heure de la fugue au la mineur BWV 904 ; à 20 h. 30. Triptyque... prélude : Ville-John, Gershwin, Varèse ; 21 h. 30. Musique de chambre : le pianiste A. Chabrier (Weber), le violoncelle J. Wiediker (Philippot), les violonistes G. Lorrain et G. Devries (Honegger, Rubeis) ; 22 h. 30. Nuits magnétiques : à 22 h. 35. Brots de pages ; les livres artistiques, par N. Faloci ; à 23 h. 30. Musique et animation.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3. Quotidien musical ; 8 h. 30. Notre et blanche ; 9 h. 2. Le matin des musiciens : à 9 h. 2. Musique en vis ; 12 h. 40. Chansons : à 12 h. 40. Musique en vis ; 12 h. 40. Juss classiques ; 13 h. 15. Stéréo service ; 14 h. 15. Divertissement : Aitken, Wal-Berg ; 14 h. 30. Triptyque... prélude : Ville-John, Gershwin, Varèse ; 15 h. 30. Musique française d'aujourd'hui : Nikipitovsky, Tamba, I. Males, A. Casanova, E. Dufourt ; 17 h. 15. Fostel, Gendrin, W. Russo ; 18 h. 5. Musique magazine ; 19 h. 15. Jazz time ; 19 h. 45. Musique au feu rouge ; 20 h. 30. Entrée de jeu : à l'heure de la fugue au la mineur BWV 904 ; à 20 h. 30. Triptyque... prélude : Ville-John, Gershwin, Varèse ; 21 h. 30. Musique de chambre : le pianiste A. Chabrier (Weber), le violoncelle J. Wiediker (Philippot), les violonistes G. Lorrain et G. Devries (Honegger, Rubeis) ; 22 h. 30. Nuits magnétiques : à 22 h. 35. Brots de pages ; les livres artistiques, par N. Faloci ; à 23 h. 30. Musique et animation.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3. Quotidien musical ; 8 h. 30. Notre et blanche ; 9 h. 2. Le matin des musiciens : à 9 h. 2. Musique en vis ; 12 h. 40. Chansons : à 12 h. 40. Musique en vis ; 12 h. 40. Juss classiques ; 13 h. 15. Stéréo service ; 14 h. 15. Divertissement : Aitken, Wal-Berg ; 14 h. 30. Triptyque... prélude : Ville-John, Gershwin, Varèse ; 15 h. 30. Musique française d'aujourd'hui : Nikipitovsky, Tamba, I. Males, A. Casanova, E. Dufourt ; 17 h. 15. Fostel, Gendrin, W. Russo ; 18 h. 5. Musique magazine ; 19 h. 15. Jazz time ; 19 h. 45. Musique au feu rouge ; 20 h. 30. Entrée de jeu : à l'heure de la fugue au la mineur BWV 904 ; à 20 h. 30. Triptyque... prélude : Ville-John, Gershwin, Varèse ; 21 h. 30. Musique de chambre : le pianiste A. Chabrier (Weber), le violoncelle J. Wiediker (Philippot), les violonistes G. Lorrain et G. Devries (Honegger, Rubeis) ; 22 h. 30. Nuits magnétiques : à 22 h. 35. Brots de pages ; les livres artistiques, par N. Faloci ; à 23 h. 30. Musique et animation.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3. Quotidien musical ; 8 h. 30. Notre et blanche ; 9 h. 2. Le matin des musiciens : à 9 h. 2. Musique en vis ; 12 h. 40. Chansons : à 12 h. 40. Musique en vis ; 12 h. 40. Juss classiques ; 13 h. 15. Stéréo service ; 14 h. 15. Divertissement : Aitken, Wal-Berg ; 14 h. 30. Triptyque... prélude : Ville-John, Gershwin, Varèse ; 15 h. 30. Musique française d'aujourd'hui : Nikipitovsky, Tamba, I. Males, A. Casanova, E. Dufourt ; 17 h. 15. Fostel, Gendrin, W. Russo ; 18 h. 5. Musique magazine ; 19 h. 15. Jazz time ; 19 h. 45. Musique au feu rouge ; 20 h. 30. Entrée de jeu : à l'heure de la fugue au la mineur BWV 904 ; à 20 h. 30. Triptyque... prélude : Ville-John, Gershwin, Varèse ; 21 h. 30. Musique de chambre : le pianiste A. Chabrier (Weber), le violoncelle J. Wiediker (Philippot), les violonistes G. Lorrain et G. Devries (Honegger, Rubeis) ; 22 h. 30. Nuits magnétiques : à 22 h. 35. Brots de pages ; les livres artistiques, par N. Faloci ; à 23 h. 30. Musique et animation.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3. Quotidien musical ; 8 h. 30. Notre et blanche ; 9 h. 2. Le matin des musiciens : à 9 h. 2. Musique en vis ; 12 h. 40. Chansons : à 12 h. 40. Musique en vis ; 12 h. 40. Juss classiques ; 13 h. 15. Stéréo service ; 14 h. 15. Divertissement : Aitken, Wal-Berg ; 14 h. 30. Triptyque... prélude : Ville-John, Gershwin, Varèse ; 15 h. 30. Musique française d'aujourd'hui : Nikipitovsky, Tamba, I. Males, A. Casanova, E. Dufourt ; 17 h. 15. Fostel, Gendrin, W. Russo ; 18 h. 5. Musique magazine ; 19 h. 15. Jazz time ; 19 h. 45. Musique au feu rouge ; 20 h. 30. Entrée de jeu : à l'heure de la fugue au la mineur BWV 904 ; à 20 h. 30. Triptyque... prélude : Ville-John, Gershwin, Varèse ; 21 h. 30. Musique de chambre : le pianiste A. Chabrier (Weber), le violoncelle J. Wiediker (Philippot), les violonistes G. Lorrain et G. Devries (Honegger, Rubeis) ; 22 h. 30. Nuits magnétiques : à 22 h. 35. Brots de pages ; les livres artistiques, par N. Faloci ; à 23 h. 30. Musique et animation.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3. Quotidien musical ; 8 h. 30. Notre et blanche ; 9 h. 2. Le matin des musiciens : à 9 h. 2. Musique en vis ; 12 h. 40. Chansons : à 12 h. 40. Musique en vis ; 12 h. 40. Juss classiques ; 13 h. 15. Stéréo service ; 14 h. 15. Divertissement : Aitken, Wal-Berg ; 14 h. 30. Triptyque... prélude : Ville-John, Gershwin, Varèse ; 15 h. 30. Musique française d'aujourd'hui : Nikipitovsky, Tamba, I. Males, A. Casanova, E. Dufourt ; 17 h. 15. Fostel, Gendrin, W. Russo ; 18 h. 5. Musique magazine ; 19 h. 15. Jazz time ; 19 h. 45. Musique au feu rouge ; 20 h. 30. Entrée de jeu : à l'heure de la fugue au la mineur BWV 904 ; à 20 h. 30. Triptyque... prélude : Ville-John, Gershwin, Varèse ; 21 h. 30. Musique de chambre : le pianiste A. Chabrier (Weber), le violoncelle J. Wiediker (Philippot), les violonistes G. Lorrain et G. Devries (Honegger, Rubeis) ; 22 h. 30. Nuits magnétiques : à 22 h. 35. Brots de pages ; les livres artistiques, par N. Faloci ; à 23 h. 30. Musique et animation.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3. Quotidien musical ; 8 h. 30. Notre et blanche ; 9 h. 2. Le matin des musiciens : à 9 h. 2. Musique en vis ; 12 h. 40. Chansons : à 12 h. 40. Musique en vis ; 12 h. 40. Juss classiques ; 13 h. 15. Stéréo service ; 14 h. 15. Divertissement : Aitken, Wal-Berg ; 14 h. 30. Triptyque... prélude : Ville-John, Gershwin, Varèse ; 15 h. 30. Musique française d'aujourd'hui : Nikipitovsky, Tamba, I. Males, A. Casanova, E. Dufourt ; 17 h. 15. Fostel, Gendrin, W. Russo ; 18 h. 5. Musique magazine ; 19 h. 15. Jazz time ; 19 h. 45. Musique au feu rouge ; 20 h. 30. Entrée de jeu : à l'heure de la fugue au la mineur BWV 904 ; à 20 h. 30. Triptyque... prélude : Ville-John, Gershwin, Varèse ; 21 h. 30. Musique de chambre : le pianiste A. Chabrier (Weber), le violoncelle J. Wiediker (Philippot), les violonistes G. Lorrain et G. Devries (Honegger, Rubeis) ; 22 h. 30. Nuits magnétiques : à 22 h. 35. Brots de pages ; les livres artistiques, par N. Faloci ; à 23 h. 30. Musique et animation.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3. Quotidien musical ; 8 h. 30. Notre et blanche ; 9 h. 2. Le matin des musiciens : à 9 h. 2. Musique en vis ; 12 h. 40. Chansons : à 12 h. 40. Musique en vis ; 12 h. 40. Juss classiques ; 13 h. 15. Stéréo service ; 14 h. 15. Divertissement : Aitken, Wal-Berg ; 14 h. 30. Triptyque... prélude : Ville-John, Gershwin, Varèse ; 15 h. 30. Musique française d'aujourd'hui : Nikipitovsky, Tamba, I. Males, A. Casanova, E. Dufourt ; 17 h. 15. Fostel, Gendrin, W. Russo ; 18 h. 5. Musique magazine ; 19 h. 15. Jazz time ; 19 h. 45. Musique au feu rouge ; 20 h. 30. Entrée de jeu : à l'heure de la fug

Le Monde

culture

LE JOUR DES MUSIQUES

Quarante ans de chansons.

Jean Villard, dit Gilles, a aujourd'hui quatre-vingt-trois ans et vit à Vézey, dans le pays de Vaud. Auteur de trois cents chansons, dont *Dollar* (1932), la Rue (1944), les Trois Cloches et À l'enseigne de la fille sans cœur (1946), Gilles est un de ceux qui ont donné à la chanson française son nouveau visage dans les années 30 et 40.

Comédien dans l'équipe de Jacques Copeau, Gilles se lance dans la chanson en 1932 avec, comme premier complice, Julien. Ils chantent d'abord en Bourgoigne dans les foires en plein air. Puis leurs chansons, qui tourment le cœur à l'éloquence, parviennent au quotidien, de la vie sociale, qu'ils ont écrits avec la lettre, sont chantées dans les muséums. Au lendemain de la dernière guerre mondiale, Gilles ouvre, avenue de l'Opéra, un cabaret (« Chez Gilles ») qui accueille, dix ans durant, tout ce qui compte dans la chanson.

Un album, en hommage à ses quarante ans dans le métier, vient de sortir. Il contient quelques-unes de ses principales compositions, des pièces hors du temps chantées par Gilles et ses différents partenaires : Julien, puis Edith et Urfier. C'est un document.

★ Double album C.B.S. ESO 333.

Calendrier du rock

Emmylou Harris, le 20 février, à 19 h. 30 et 22 h., au Théâtre Mogador; Doria, le 22 février, au Bus-Palladium (19 h. 30); Hommage à Woody Guthrie, avec Grume Allwright, Roger Mason, Steve Wain, Derol Adams, les 23 et 24 février, au Stadium; Shakti Street, le 24 février, au Bus-Palladium (19 h. 30); Tom Waits, le 25 février, au Bus-Palladium; le 26 février, à 19 h. 30; Tangerine Dream, le 26 février, à Nancy (Parc des expositions); le 27, à Reims (Opéra); le 28, à Rouen (Parc des expositions); le 1^{er} mars, à Nantes (Palais de la Bouffonnerie); le 3, à Dijon (Palais des Congrès); le 4, à Colmar (Parc des expositions); le 6, à Paris (Palais des Congrès); Little Bob Story, le 23 février, à Lille; le 24, à Valenciennes; le 25, à Calais; le 26, à Compiègne; le 27, à Paris; le 28, à Tours; le 29, à Saint-Denis; le 30, à Grenoble; le 31, à Lyon; Beau Domage, le 18, à Mulhouse; le 20, à Clermont-Ferrand; le 22, à Genève; le 24, à Metz.

■ Un concert de musique de chambre (Hindemith, Poulenc, Beethoven) est donné à l'Institut du monde arabe par l'ensemble de chambre de l'Institut du monde arabe. Programme : Poulenc, H. 101, M. 101, H. 102, M. 102, H. 103, M. 103, H. 104, M. 104, H. 105, M. 105, H. 106, M. 106, H. 107, M. 107, H. 108, M. 108, H. 109, M. 109, H. 110, M. 110, H. 111, M. 111, H. 112, M. 112, H. 113, M. 113, H. 114, M. 114, H. 115, M. 115, H. 116, M. 116, H. 117, M. 117, H. 118, M. 118, H. 119, M. 119, H. 120, M. 120, H. 121, M. 121, H. 122, M. 122, H. 123, M. 123, H. 124, M. 124, H. 125, M. 125, H. 126, M. 126, H. 127, M. 127, H. 128, M. 128, H. 129, M. 129, H. 130, M. 130, H. 131, M. 131, H. 132, M. 132, H. 133, M. 133, H. 134, M. 134, H. 135, M. 135, H. 136, M. 136, H. 137, M. 137, H. 138, M. 138, H. 139, M. 139, H. 140, M. 140, H. 141, M. 141, H. 142, M. 142, H. 143, M. 143, H. 144, M. 144, H. 145, M. 145, H. 146, M. 146, H. 147, M. 147, H. 148, M. 148, H. 149, M. 149, H. 150, M. 150, H. 151, M. 151, H. 152, M. 152, H. 153, M. 153, H. 154, M. 154, H. 155, M. 155, H. 156, M. 156, H. 157, M. 157, H. 158, M. 158, H. 159, M. 159, H. 160, M. 160, H. 161, M. 161, H. 162, M. 162, H. 163, M. 163, H. 164, M. 164, H. 165, M. 165, H. 166, M. 166, H. 167, M. 167, H. 168, M. 168, H. 169, M. 169, H. 170, M. 170, H. 171, M. 171, H. 172, M. 172, H. 173, M. 173, H. 174, M. 174, H. 175, M. 175, H. 176, M. 176, H. 177, M. 177, H. 178, M. 178, H. 179, M. 179, H. 180, M. 180, H. 181, M. 181, H. 182, M. 182, H. 183, M. 183, H. 184, M. 184, H. 185, M. 185, H. 186, M. 186, H. 187, M. 187, H. 188, M. 188, H. 189, M. 189, H. 190, M. 190, H. 191, M. 191, H. 192, M. 192, H. 193, M. 193, H. 194, M. 194, H. 195, M. 195, H. 196, M. 196, H. 197, M. 197, H. 198, M. 198, H. 199, M. 199, H. 200, M. 200, H. 201, M. 201, H. 202, M. 202, H. 203, M. 203, H. 204, M. 204, H. 205, M. 205, H. 206, M. 206, H. 207, M. 207, H. 208, M. 208, H. 209, M. 209, H. 210, M. 210, H. 211, M. 211, H. 212, M. 212, H. 213, M. 213, H. 214, M. 214, H. 215, M. 215, H. 216, M. 216, H. 217, M. 217, H. 218, M. 218, H. 219, M. 219, H. 220, M. 220, H. 221, M. 221, H. 222, M. 222, H. 223, M. 223, H. 224, M. 224, H. 225, M. 225, H. 226, M. 226, H. 227, M. 227, H. 228, M. 228, H. 229, M. 229, H. 230, M. 230, H. 231, M. 231, H. 232, M. 232, H. 233, M. 233, H. 234, M. 234, H. 235, M. 235, H. 236, M. 236, H. 237, M. 237, H. 238, M. 238, H. 239, M. 239, H. 240, M. 240, H. 241, M. 241, H. 242, M. 242, H. 243, M. 243, H. 244, M. 244, H. 245, M. 245, H. 246, M. 246, H. 247, M. 247, H. 248, M. 248, H. 249, M. 249, H. 250, M. 250, H. 251, M. 251, H. 252, M. 252, H. 253, M. 253, H. 254, M. 254, H. 255, M. 255, H. 256, M. 256, H. 257, M. 257, H. 258, M. 258, H. 259, M. 259, H. 260, M. 260, H. 261, M. 261, H. 262, M. 262, H. 263, M. 263, H. 264, M. 264, H. 265, M. 265, H. 266, M. 266, H. 267, M. 267, H. 268, M. 268, H. 269, M. 269, H. 270, M. 270, H. 271, M. 271, H. 272, M. 272, H. 273, M. 273, H. 274, M. 274, H. 275, M. 275, H. 276, M. 276, H. 277, M. 277, H. 278, M. 278, H. 279, M. 279, H. 280, M. 280, H. 281, M. 281, H. 282, M. 282, H. 283, M. 283, H. 284, M. 284, H. 285, M. 285, H. 286, M. 286, H. 287, M. 287, H. 288, M. 288, H. 289, M. 289, H. 290, M. 290, H. 291, M. 291, H. 292, M. 292, H. 293, M. 293, H. 294, M. 294, H. 295, M. 295, H. 296, M. 296, H. 297, M. 297, H. 298, M. 298, H. 299, M. 299, H. 300, M. 300, H. 301, M. 301, H. 302, M. 302, H. 303, M. 303, H. 304, M. 304, H. 305, M. 305, H. 306, M. 306, H. 307, M. 307, H. 308, M. 308, H. 309, M. 309, H. 310, M. 310, H. 311, M. 311, H. 312, M. 312, H. 313, M. 313, H. 314, M. 314, H. 315, M. 315, H. 316, M. 316, H. 317, M. 317, H. 318, M. 318, H. 319, M. 319, H. 320, M. 320, H. 321, M. 321, H. 322, M. 322, H. 323, M. 323, H. 324, M. 324, H. 325, M. 325, H. 326, M. 326, H. 327, M. 327, H. 328, M. 328, H. 329, M. 329, H. 330, M. 330, H. 331, M. 331, H. 332, M. 332, H. 333, M. 333, H. 334, M. 334, H. 335, M. 335, H. 336, M. 336, H. 337, M. 337, H. 338, M. 338, H. 339, M. 339, H. 340, M. 340, H. 341, M. 341, H. 342, M. 342, H. 343, M. 343, H. 344, M. 344, H. 345, M. 345, H. 346, M. 346, H. 347, M. 347, H. 348, M. 348, H. 349, M. 349, H. 350, M. 350, H. 351, M. 351, H. 352, M. 352, H. 353, M. 353, H. 354, M. 354, H. 355, M. 355, H. 356, M. 356, H. 357, M. 357, H. 358, M. 358, H. 359, M. 359, H. 360, M. 360, H. 361, M. 361, H. 362, M. 362, H. 363, M. 363, H. 364, M. 364, H. 365, M. 365, H. 366, M. 366, H. 367, M. 367, H. 368, M. 368, H. 369, M. 369, H. 370, M. 370, H. 371, M. 371, H. 372, M. 372, H. 373, M. 373, H. 374, M. 374, H. 375, M. 375, H. 376, M. 376, H. 377, M. 377, H. 378, M. 378, H. 379, M. 379, H. 380, M. 380, H. 381, M. 381, H. 382, M. 382, H. 383, M. 383, H. 384, M. 384, H. 385, M. 385, H. 386, M. 386, H. 387, M. 387, H. 388, M. 388, H. 389, M. 389, H. 390, M. 390, H. 391, M. 391, H. 392, M. 392, H. 393, M. 393, H. 394, M. 394, H. 395, M. 395, H. 396, M. 396, H. 397, M. 397, H. 398, M. 398, H. 399, M. 399, H. 400, M. 400, H. 401, M. 401, H. 402, M. 402, H. 403, M. 403, H. 404, M. 404, H. 405, M. 405, H. 406, M. 406, H. 407, M. 407, H. 408, M. 408, H. 409, M. 409, H. 410, M. 410, H. 411, M. 411, H. 412, M. 412, H. 413, M. 413, H. 414, M. 414, H. 415, M. 415, H. 416, M. 416, H. 417, M. 417, H. 418, M. 418, H. 419, M. 419, H. 420, M. 420, H. 421, M. 421, H. 422, M. 422, H. 423, M. 423, H. 424, M. 424, H. 425, M. 425, H. 426, M. 426, H. 427, M. 427, H. 428, M. 428, H. 429, M. 429, H. 430, M. 430, H. 431, M. 431, H. 432, M. 432, H. 433, M. 433, H. 434, M. 434, H. 435, M. 435, H. 436, M. 436, H. 437, M. 437, H. 438, M. 438, H. 439, M. 439, H. 440, M. 440, H. 441, M. 441, H. 442, M. 442, H. 443, M. 443, H. 444, M. 444, H. 445, M. 445, H. 446, M. 446, H. 447, M. 447, H. 448, M. 448, H. 449, M. 449, H. 450, M. 450, H. 451, M. 451, H. 452, M. 452, H. 453, M. 453, H. 454, M. 454, H. 455, M. 455, H. 456, M. 456, H. 457, M. 457, H. 458, M. 458, H. 459, M. 459, H. 460, M. 460, H. 461, M. 461, H. 462, M. 462, H. 463, M. 463, H. 464, M. 464, H. 465, M. 465, H. 466, M. 466, H. 467, M. 467, H. 468, M. 468, H. 469, M. 469, H. 470, M. 470, H. 471, M. 471, H. 472, M. 472, H. 473, M. 473, H. 474, M. 474, H. 475, M. 475, H. 476, M. 476, H. 477, M. 477, H. 478, M. 478, H. 479, M. 479, H. 480, M. 480, H. 481, M. 481, H. 482, M. 482, H. 483, M. 483, H. 484, M. 484, H. 485, M. 485, H. 486, M. 486, H. 487, M. 487, H. 488, M. 488, H. 489, M. 489, H. 490, M. 490, H. 491, M. 491, H. 492, M. 492, H. 493, M. 493, H. 494, M. 494, H. 495, M. 495, H. 496, M. 496, H. 497, M. 497, H. 498, M. 498, H. 499, M. 499, H. 500, M. 500, H. 501, M. 501, H. 502, M. 502, H. 503, M. 503, H. 504, M. 504, H. 505, M. 505, H. 506, M. 506, H. 507, M. 507, H. 508, M. 508, H. 509, M. 509, H. 510, M. 510, H. 511, M. 511, H. 512, M. 512, H. 513, M. 513, H. 514, M. 514, H. 515, M. 515, H. 516, M. 516, H. 517, M. 517, H. 518, M. 518, H. 519, M. 519, H. 520, M. 520, H. 521, M. 521, H. 522, M. 522, H. 523, M. 523, H. 524, M. 524, H. 525, M. 525, H. 526, M. 526, H. 527, M. 527, H. 528, M. 528, H. 529, M. 529, H. 530, M. 530, H. 531, M. 531, H. 532, M. 532, H. 533, M. 533, H. 534, M. 534, H. 535, M. 535, H. 536, M. 536, H. 537, M. 537, H. 538, M. 538, H. 539, M. 539, H. 540, M. 540, H. 541, M. 541, H. 542, M. 542, H. 543, M. 543, H. 544, M. 544, H. 545, M. 545, H. 546, M. 546, H. 547, M. 547, H. 548, M. 548, H. 549, M. 549, H. 550, M. 550, H. 551, M. 551, H. 552, M. 552, H. 553, M. 553, H. 554, M. 554, H. 555, M. 555, H. 556, M. 556, H. 557, M. 557, H. 558, M. 558, H. 559, M. 559, H. 560, M. 560, H. 561, M. 561, H. 562, M. 562, H. 563, M. 563, H. 564, M. 564, H. 565, M. 565, H. 566, M. 566, H. 567, M. 567, H. 568, M. 568, H. 569, M. 569, H. 570, M. 570, H. 571, M. 571, H. 572, M. 572, H. 573, M. 573, H. 574, M. 574, H. 575, M. 575, H. 576, M. 576, H. 577, M. 577, H. 578, M. 578, H. 579, M. 579, H. 580, M. 580, H. 581, M. 581, H. 582, M. 582, H. 583, M. 583, H. 584, M. 584, H. 585, M. 585, H. 586, M. 586, H. 587, M. 587, H. 588, M. 588, H. 589, M. 589, H. 590, M. 590, H. 591, M. 591, H. 592, M. 592, H. 593, M. 593, H. 594, M. 594, H. 595, M. 595, H. 596, M. 596, H. 597, M. 597, H. 598, M. 598, H. 599, M. 599, H. 600, M. 600, H. 601, M. 601, H. 602, M. 602, H. 603, M. 603, H. 604, M. 604, H. 605, M. 605, H. 606, M. 606, H. 607, M. 607, H. 608, M. 608, H. 609, M. 609, H. 610, M. 610, H. 611, M. 611, H. 612, M. 612, H. 613, M. 613, H. 614, M. 614, H. 615, M. 615, H. 616, M. 616, H. 617, M. 617, H. 618, M. 618, H. 619, M. 619, H. 620, M. 620, H. 621, M. 621, H. 622, M. 622, H. 623, M. 623, H. 624, M. 624, H. 625, M. 625, H. 626, M. 626, H. 627, M. 627, H. 628, M. 628, H. 629, M. 629, H. 630, M. 630, H. 631, M. 631, H. 632, M. 632, H. 633, M. 633, H. 634, M. 634, H. 635, M. 635, H. 636, M. 636, H. 637, M. 637, H. 638, M. 638, H. 639, M. 639, H. 640, M. 640, H. 641, M. 641, H. 642, M. 642, H. 643, M. 643, H. 644, M. 644, H. 645, M. 645, H. 646, M. 646, H. 647, M. 647, H. 648, M. 648, H. 649, M. 649, H. 650, M. 650, H. 651, M. 651, H. 652, M. 652, H. 653, M. 653, H. 654, M. 654, H. 655, M. 655, H. 656, M. 656, H. 657, M. 657, H. 658, M. 658, H. 659, M. 659, H. 660, M. 660, H. 661, M. 661, H. 662, M. 662, H. 663, M. 663, H. 664, M. 664, H. 665, M. 665, H. 666, M. 666, H. 667, M. 667, H. 668, M. 668, H. 669, M. 669, H. 670, M. 670, H. 671, M. 671, H. 672, M. 672, H. 673, M. 673, H. 674, M. 674, H. 675, M. 675, H. 676, M. 676, H. 677, M. 677, H. 678, M. 678, H. 679, M. 679, H. 680, M. 680, H. 681, M. 681, H. 682, M. 682, H. 683, M. 683, H. 684, M. 684, H. 685, M. 685, H. 686, M. 686, H. 687, M. 687, H. 688, M. 688, H. 689, M. 689, H. 690, M. 690, H. 691, M. 691, H. 692, M. 692, H. 693, M. 693, H. 694, M. 694, H. 695, M. 695, H. 696, M. 696, H. 697, M. 697, H. 698, M. 698, H. 699, M. 699, H. 700, M. 700, H. 701, M. 701, H. 702, M. 702, H. 703, M. 703, H. 704, M. 704, H. 705, M. 705, H. 706, M. 706, H. 707, M. 707, H. 708, M. 708, H. 709, M. 709, H. 710, M. 710, H. 711, M. 711, H. 712, M. 712, H. 713, M. 713, H. 714, M. 714, H. 715, M. 715, H. 716, M. 716, H. 717, M. 717, H. 718, M. 718, H. 719, M. 719, H. 720, M. 720, H. 721, M. 721, H. 722, M. 722, H. 723, M. 723, H. 724, M. 724, H. 725, M. 725, H. 726, M. 726, H. 727, M. 727, H. 728, M. 728, H. 729, M. 729, H. 730, M. 730, H. 731, M. 731, H. 732, M. 732, H. 733, M. 733, H. 734, M. 734, H. 735, M. 735, H. 736, M. 736, H. 737, M. 737, H. 738, M. 738, H. 739, M. 739, H. 740, M. 740, H. 741, M. 741, H. 742, M. 742, H. 743, M. 743, H. 744, M. 744, H. 745, M. 745, H. 746, M. 746, H. 747, M. 747, H. 748, M. 748, H. 749, M. 749, H. 750, M. 750, H. 751, M. 751, H. 752, M. 752, H. 753, M. 753, H. 754, M. 754, H. 755, M. 755, H. 756, M. 756, H. 757, M. 757, H. 758, M. 758, H. 759, M. 759, H. 760, M. 760, H. 761, M. 761, H. 762, M. 762, H. 763, M. 763, H. 764, M. 764, H. 765, M. 765, H. 766, M. 766, H. 767, M. 767, H. 768, M. 768, H. 769, M. 769, H. 770, M. 770, H. 771, M. 771, H. 772, M. 772, H. 773, M. 773, H. 774, M. 774, H. 775, M. 775, H. 776, M. 776, H. 777, M. 777, H. 778, M. 778, H. 779, M. 779, H. 780, M. 780, H. 781, M. 781, H. 782, M. 782, H. 783, M. 783, H. 784, M. 784, H. 785, M. 785, H. 786, M. 786, H. 787, M. 787, H. 788, M. 788, H. 789, M. 789, H. 790, M. 790, H. 791, M. 791, H. 792, M. 792, H. 793, M. 793, H. 794, M. 794, H. 795, M. 795, H. 796, M. 796, H. 797, M. 797, H. 798, M. 798, H. 799, M. 799, H. 800, M. 800, H. 801, M. 801, H. 802, M. 802, H. 803, M. 803, H. 804, M. 804, H. 805, M. 805, H. 806, M. 806, H. 807, M. 807, H. 808, M. 808, H. 809, M. 809, H. 810, M. 810, H. 811, M. 811, H. 812, M. 812, H. 813, M. 813, H. 814, M. 814, H. 815, M. 815, H. 816, M. 816, H. 817, M. 817, H. 818, M. 818, H. 819, M. 819, H. 820, M. 820, H. 821, M. 821, H. 822, M. 822, H. 823, M. 823, H. 824, M. 824, H. 825, M. 825, H. 826, M. 826, H. 827, M. 827, H. 828, M. 828, H. 829, M. 829, H. 830, M. 830, H. 831, M. 831, H. 832, M. 832, H. 833, M. 833, H. 834, M. 834, H. 835, M. 835, H. 836, M. 836, H. 837, M. 837, H. 838, M. 838, H. 839, M. 839, H. 840, M. 840, H. 841, M. 841, H. 842, M. 842, H. 843, M. 843, H. 844, M. 844, H. 845, M. 845, H. 846, M. 846, H. 847, M. 847, H. 848, M. 848, H. 849, M. 849, H. 850, M. 850, H. 851, M. 851, H. 852, M. 852, H. 853, M. 853, H. 854, M. 854, H. 855, M. 855, H. 856, M. 856, H. 857, M. 857, H. 858, M. 858, H. 859, M. 859, H. 860, M. 860, H. 861, M. 861, H. 862, M. 862, H. 863, M. 863, H. 864, M. 864, H. 865, M. 865, H. 866, M. 866, H. 867, M. 867, H. 868, M. 868, H. 869, M. 869, H. 870, M. 870, H. 871, M. 871, H. 872, M. 872, H. 873, M. 873, H. 874, M. 874, H. 875, M. 875, H. 876, M. 876, H. 877, M. 877, H. 878, M. 878, H. 879, M. 879, H. 880, M. 880, H. 881, M. 881, H. 882, M. 882, H. 883, M. 883, H. 884, M. 884, H. 885, M. 885, H. 886, M. 886, H. 887, M. 887, H. 888, M. 888, H. 889, M. 889, H. 890, M. 890, H. 891, M. 891, H. 892, M. 892, H. 893, M. 893, H. 894, M. 894, H. 895, M. 895, H. 896, M. 896, H. 897, M. 897, H. 898, M. 898, H. 899, M. 899, H. 900, M. 900, H. 901, M. 901, H. 902, M. 902, H. 903, M. 903, H. 904, M. 90

Le Monde

Société

ÉDUCATION

L'examen des décrets d'application de la loi Guemour

Les élus de la FEN démissionnent du conseil supérieur de l'éducation nationale

Les quinze élus des syndicats de la Fédération de l'éducation nationale (FEN), ont démissionné, vendredi 17 février, du conseil supérieur de l'éducation nationale, plus haute instance consultative du ministère de l'éducation. Ils entendent ainsi protester contre « la hâte » avec laquelle M. René Haby veut faire adopter les décrets d'application de la loi Guemour d'aide à l'enseignement privé.

« C'est un véritable coup de force auquel s'est livré le ministre, estimant dans une déclaration les élus démissionnaires, en obligeant toutes les affaires cessantes le conseil de l'enseignement général et technique et le Conseil supérieur de l'éducation nationale à se réunir et à modifier leur calendrier et leur ordre du jour de telle sorte que les décrets d'application de la loi Guemour soient publiés avant les élections législatives, et à y a quelque incidence pour le gouvernement à mener avec un tel acharnement (...) une campagne de promotion pour l'enseignement privé confisquant tout en ignorant, sans en stimuler, le déclin et le démantèlement du service public dont il a la charge ».

M. Haby s'honorait s'il apparaît aujourd'hui comme le ministre de l'enseignement public et non pas le ministre de

l'enseignement privé », a conclu M. André Henry, secrétaire général de la FEN, après avoir lu cette déclaration devant la presse, le 17 février.

De leur côté, les représentants de la C.F.D.T. et de son syndicat général de l'éducation nationale (S.G.E.N.) ont boycotté la réunion du conseil supérieur et pour ne pas cautionner ces manœuvres électorales précipitées de la droite et du patronat de l'enseignement privé. M. Michel Rolant, secrétaire national du syndicat, a notamment déclaré que « la C.F.D.T. ne peut accepter cette méthode qui conduit à dépasser le cadre de la loi de décentralisation et qui ne répond pas aux revendications des travailleurs de l'enseignement privé ». Selon lui, les textes accordent « un pouvoir disciplinaire exorbitant » aux chefs d'établissement et introduisent « une ségrégation inacceptable entre les maîtres de l'enseignement privé ».

LA PRÉPARATION DE L'ANNÉE INTERNATIONALE DE L'ENFANT (1979)

Mme Hélène Missoffe, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé et de la Sécurité sociale, a donné des précisions sur l'organisation, en France, de l'Année internationale de l'enfant (1979), lors de la clôture, le 14 février, d'une réunion du comité national de travail créé à cette occasion. Ce comité réunit quelque trois cent cinquante associations, qui participent à la préparation de l'Année de l'enfant — décidée pour 1979 par les Nations unies. Mais différents ministères et établissements publics (Généraliste nationale d'allocations familiales, Croix-Rouge) y sont aussi associés et, en janvier dernier, un comité national de préparation de l'Année de l'enfant a été mis en place au ministère de la santé afin de coordonner les diverses activités.

Mme Missoffe a notamment annoncé la publication, avant la fin de l'année 1978 d'un Livre blanc contenant des recommandations pour améliorer le devenir des enfants et de la société. Les « temps forts » marqueront d'autre part l'année 1979 : au début de l'année, pendant les vacances d'été, lors de la rentrée scolaire, expositions, forums, opérations « portes ouvertes » dans des centres aérés, concours, seront notamment organisés pendant ces périodes.

JUSTICE

Bavure policière dans le Val-de-Marne

Un enseignant porte plainte

M. Philippe Paris, vingt et un ans, enseignant dans l'enseignement privé, a été touché de cinq balles dans la nuit du mardi 14 au mercredi 15 février, par une patrouille de policiers en civil, à Aubry (Val-de-Marne), a annoncé qu'il avait déposé plainte.

Vers minuit, cette nuit-là, après avoir dîné chez des amis, M. Paris est monté dans son automobile. Selon ses déclarations, une voiture de couleur sombre se serait approchée de la sienne et trois personnes armées de pistolets et de marteaux en seraient descendues. M. Paris, pris de peur, dit avoir voulu se porter et fait demi-tour avant de s'enfuir.

Cinq coups de feu auraient été tirés : quatre balles ont touché les pneus, l'aile et la portière et une autre a traversé le coffre de sa voiture. Les mains en l'air, le

jeune professeur, qui affirme avoir vu que les hommes armés étaient des malfrats, a déclaré au commissariat de Villeneuve-Saint-Georges, où il devait être gardé à vue pendant dix heures.

M. Paris affirme avoir été « insulté » par les policiers : « On ne m'a fait aucune excuse », assure-t-il.

La direction des polices urbaines du Val-de-Marne a précisé que l'inspection générale des services avait été saisie de cette affaire dès mercredi matin. Les gardiens de la paix, qui recherchent des piluleurs de caves, se sont sentis menacés et déclarés responsables, mais ils ne semblaient pas être en état de légitime défense et n'auraient vraisemblablement pas dû faire usage de leurs armes.

M. Gilbert Zémour reste en prison. M. Jean-Pierre Michau,

jugé d'instruction à Paris, a rejeté, mercredi 15 février, les demandes de mise en liberté de M. Gilbert Zémour et Marc Francoeur présentés, le 10 février dernier, par M. Jean-Jacques André (le Monde du 12-13 février).

M. Zémour et Francoeur sont incarcérés depuis le 6 février dernier. D'autre part, M. René Jullien, accusateur de M. Zémour et

M. Zémour et Marc Francoeur (le Monde du 8 février) et lui-même dénoncé sous l'inculpation de tentative de meurtre, s'est constitué partie civile, lundi 13 février, contre ces deux personnes.

D'autre part, la dix-septième chambre correctionnelle de Paris a conclu, vendredi 17 février, à l'irrecevabilité de l'offre de preuve présentée par M. Gilbert Zémour, poursuivi pour diffamation envers la police. Ces poursuites avaient été engagées après la publication, dans le Quotidien de Paris du 15 décembre 1976, d'une interview dans laquelle M. Zémour évoquait la fusillade du café Le Théâtre, pour se plaindre de l'action de la brigade de recherche et d'intervention. Le tribunal a estimé que l'offre de preuve, présentée plus de dix jours après l'engagement de poursuites, était trop tardive.

L'avocat de M. Zémour, M. Jean-Jacques André, a décidé de faire appel de cette décision.

Deux nouvelles inculpations dans l'affaire du triple tueur de Marseille. M. Maurice Sinigaglia, juge d'instruction à Marseille, a inculpé, jeudi 16 février, deux nouvelles personnes impliquées dans le tirage du triple tueur le 10 septembre dernier sur l'hippodrome du parc Bataillon. Ce sont au total trente-trois personnes qui se trouvent aujourd'hui en liberté sous contrôle judiciaire. Leur identité n'a pas été révélée. Ce sont au total trente-trois personnes qui se trouvent aujourd'hui en liberté sous contrôle judiciaire. Leur identité n'a pas été révélée. Ce sont au total trente-trois personnes qui se trouvent aujourd'hui en liberté sous contrôle judiciaire. Leur identité n'a pas été révélée.

MÉDECINE

L'action du comité de pharmacovigilance

UN MÉDICAMENT ANTIDIABÉTIQUE VA ÊTRE RETIRÉ DE LA VENTE

La phénformine, médicament antidiabétique, sera retirée du marché à partir du 31 mai 1978. Cette décision fait suite à une proposition de la commission technique de pharmacovigilance : elle a été prise en accord avec le laboratoire Roger-Bellon, fabricant de l'insuline, seul produit à base de phénformine commercialisé en France.

Ce médicament provoque dans certaines circonstances des troubles métaboliques graves difficiles à prévoir et à contrôler (acidose lactique pouvant entraîner un coma). Les États-Unis ont retiré ce produit du marché en juillet 1977 (le Monde du 27 juillet 1977) parce que ses inconvénients dépassent ses avantages, et bien qu'aucun substitut n'existe dans ce pays. En France, plusieurs produits moins nocifs existent dans une classe voisine de la phénformine (biguanides), de sorte que les conséquences de sa suppression ne devraient pas avoir de conséquences fâcheuses sur le traitement des nombreux diabétiques qui l'utilisent.

Il s'agit de la première proposition de ce type faite dans le cadre de la pharmacovigilance, instituée par arrêté du 2 décembre 1976. Il y a actuellement dix-neuf centres de pharmacovigilance hospitaliers dont la mission est de recueillir systématiquement les informations sur tous les accidents graves liés à l'emploi de produits pharmaceutiques. Ces centres sont en rapport avec un « centre national » et une « commission technique » qui siègent au ministère de la santé et de la sécurité sociale (direction de la pharmacie et du médicament).

Une greffe du cœur a été pratiquée, vendredi 17 février, à l'hôpital Beilinson de Tel-Aviv, sur un jeune Israélien de vingt-trois ans. L'opération a été réalisée par le professeur Morris Levi, qui avait déjà réalisé une transplantation en décembre 1968. Les identités du greffé et du donneur n'ont pas été révélées. — (A.F.P.)

Accidents : deux morts et cinquante mille personnes isolées en Suisse. Les corps de deux jeunes skieurs de Genève, emportés jeudi soir 16 février par une avalanche à Crans-sur-Siècle, ont été découverts vendredi. L'Institut suisse de météorologie a lancé, le même jour, une nouvelle mise en garde contre les risques accrus d'avalanches. Environ cinquante mille personnes se trouvent actuellement isolées dans différentes stations de ski, notamment à Zermatt et Saas-Fee. Les services publics s'activent pour débarrasser les routes et les voies ferrées, mais ces stations devaient encore, ce samedi matin, être ravitaillées par l'hélicoptère.

SCIENCES

IMPORTANTS PRIX DÉCERNÉS EN ISRAËL

Neuf savants vont se partager cinq prix aussi mystérieux qu'inévitables au total. Ces « prix Wolf » portent sur un demi-million de dollars et sont destinés à récompenser des prix et pour distribuer des bourses d'études et des fonds de soutien aux universités.

Le prix de mathématiques est décerné au professeur Gelfand, de l'université de Moscou, et au professeur Siegel (R.F.A.). Celui de physique (Israël-Union). Un autre Andrieu, Carl Djerassi, reçoit le prix de chimie. Le prix d'agriculture est partagé entre deux Américains, les professeurs Sprague et Walker. Et, finalement, le prix de médecine aura trois récipiendaires : le professeur Van Rood (Pays-Bas), le docteur Georges Snell (États-Unis), et un Français, le professeur Jean Dausset, de l'hôpital Saint-Louis à Paris.

Dans chaque discipline, les prix ont été attribués par une commission de trois membres : un Israélien et deux étrangers. Ils seront remis le 10 avril, pour le trentième anniversaire de la fondation de l'État hébreu.

PRESSE

Le quarantième prix Albert-Londres, destiné à couronner le meilleur et grand reporter de l'année, sera décerné le 16 mai. Les candidats sont priés d'adresser un ensemble de leurs reportages publiés, sous forme d'articles ou de livres, en seize exemplaires avec autant de curriculum vitae, au secrétariat du prix, avant le 31 mars, dernier délai. Les candidats doivent avoir moins de quarante ans et être de langue française. Pour tout renseignement, prendre contact avec Mme Gouy-Larion, secrétaire générale, 53, rue Cardinet, 75017 Paris, tél. : 924-42-65.

Le Syndicat chrétien des journalistes (S.C.J.) a tenu son assemblée générale à Paris, au siège de la C.F.T.C. Après avoir renouvelé son bureau et constaté la création de nouvelles sections syndicales, notamment en province, les participants ont, en présence de M. Jacques Tessier, président de la C.F.T.C., procédé à l'examen des principaux problèmes qui se posent à la profession, puis déposé les grandes lignes de l'action qu'ils se proposent de mener dans les deux années qui viennent.

Dans sa motion finale, le S.C.J. — après avoir pris acte de l'extension de la convention collective nationale — déclare notamment qu'il entend promouvoir l'élaboration d'un code de déontologie précisant les droits et les devoirs des journalistes sous l'autorité d'un conseil supérieur du journalisme émanant de l'ensemble de la profession.

* S.C.J., 13, rue des Écoles-Saint-Martin, 75010 Paris.

INFORMATIONS PRATIQUES

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 19-20 FÉV. A 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le samedi 17 février à 0 heure et le dimanche 19 février à 24 heures.

Une perturbation venant de l'Atlantique domine des pluies samedi matin en Bretagne. Elle progressera assez lentement vers l'est et des masses d'air froid continental persisteront sur le nord et le nord-est de la France.

Dimanche 19 février, il fera encore froid de la Manche orientale au Rhin et au Jura, avec des chutes de neige de la Normandie à la région parisienne, de la Bourgogne à la Franche-Comté, des neiges l'après-midi et le soir de la Flandre à l'Alsace. Sur toutes ces régions, des vents faibles, de secteur est, persisteront. Sur le reste de la France, le temps sera plus doux. Le ciel sera le plus souvent nuageux ou couvert, et il pleuvra. Les vents de sud-ouest seront assez forts près de l'Atlantique, modérés ailleurs.

PRÉVISIONS POUR LE 19-20 FÉV. DÉBUT DE MATINÉE



Samedi 18 février, à 7 heures, la pression atmosphérique, réduite au niveau de la mer, était, à Paris-Le Bourget, de 1 017 millibars, soit 75,8 millimètres de mercure.

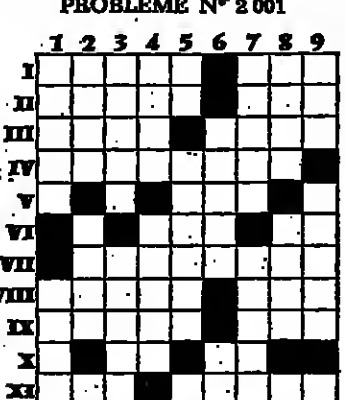
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 17 février ; le second le minimum de la nuit du 17 au 18) : Alais, 16 et 5 degrés ; Biarritz, 15 et 10 ; Bordeaux, 13 et 9 ; Brét, 10 et 2 ; Caen, 1 et -4 ; Cherbourg, 2 et -1 ; Clermont-Ferrand, 15 et 3 ; Dijon, 8 et -1 ;

Grenoble, 7 et 2 ; Lille, 1 et -7 ; Lyon, 11 et 6 ; Marseille-Marseille, 16 et 8 ; Nancy, -1 et -12 ; Nantes, 14 et 3 ; Nice-Côte d'Azur, 12 et 6 ; Paris-Le Bourget, 1 et -8 ; Pau, 15 et 7 ; Perpignan, 18 et 8 ; Rennes, 10 et 0 ; Strasbourg, -1 et -11 ; Tours, 11 et -1 ; Toulouse, 16 et 7 ; Poitiers-Poitiers, 25 et 21.

Températures relevées à Metz-Nancy : Alais, 21 et 9 degrés ; Amsterdam, -1 et -8 ; Athènes, 14 et 11 ; Berlin, -3 et -8 ; Bonn, 0 et -14 ; Bruxelles, 10 et -8 ; Les Canaries, 25 et 10 ; Coppenhague, 0 et -16 ; Genève, 11 et 3 ; Lisbonne, 18 et 15 ; Londres, 4 et -4 ; Madrid, 17 et 10 ; Moscou, -13 et -15 ; New-York, 3 et 0 ; Palma-de-Majorque, 21 et 5 ; Rome, 15 et 8 ; Stockholm, -6 et -20.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2001



HORIZONTALEMENT

I. N'est utile que lorsqu'il ne se dégonfle pas ; Nom générique du perroquet et du cacatois. — II. Honoré par un illustre enfant d'Arenas ; Palais fondé les mains à saint Jeanne. — III. Diminutif d'un prénom féminin ; Possessif. — IV. Producteurs de moutons. — V. Se trouve dans quelque part. — VI. Larve ; Ce n'est pas monnaie courante. — VII. Peu claire. — VIII. Où trouvaient refuge Fra Diavolo et ses hommes ; Roue. — IX. Avec elles, on est sûr d'avoir des pépins ! Sortis. — X. Ses décrets sont dictés par la nature ; Préposition. — XI. L'un des deux facteurs d'une multiplication ; Suffixe par un linier.

VERTICALEMENT

1. Coupe de bois ; Ministère. — 2. Indispensable à l'âge tendre ;

Prénom. — 3. Humeurs ; A donc sa raison d'être. — 4. Suffoquant ceux qui fument ; Est fidèle à ses rendez-vous. — 5. Fin participe ; Objets de collections. — 6. Voie d'eau ; Frétille. — 7. Adverbe ; Leur contenu est varié, mais choisis. — 8. Portions pour géographes glorieux ; Légère. — 9. Prédateur contenu de larges enveloppes ; Pris un réel effort d'imagination.

Solution du problème n° 2000

Horizontalement
I. Protocoles ; Ab. — II. Océa ; Ro ; Ruanda. — III. Upas ; Almat ; Ca. — IV. Do ; Entreras. — V. Bientôt ; Déer ; Gering. — VI. Ses ; Ides ; Nul ; Vils Navires ; Tuées. — VII. Aïre ; Sulfures. — IX. De ; Ré ; Oracle. — X. Minus ; Er ; Lo ; Ris. — XI. Escuse ; Suces. — XII. Me ; Eve ; Soutie. — XIII. Bar ; Nil ; bis Iria. — XIV. Nil. — XV. Odes. — XV. Terreaute ; Ere.

Verticalement
1. Poudre ; Armement. — 2. Répètent ; Idole. — 3. Ota ; Tzarine. — 4. Case ; Vetus A.R. — 5. NB ; Essence. — 6. Oracles ; Svita. — 7. Loire ; Eure ; Ru. — 8. Merisiers ; But. — 9. A.R. ; Unira. — 10. Uriage ; Iole. — 11. Sac ; Sesterces ; O.R. — 12. Sac ; U.A. ; Sols. — 13. Narine ; G.R. ; Urte. — 14. Ad ; Nue ; Liffier. — 15. Bagarister ; Ess.

GUY BROUTY.

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 19 février 1978 :

DES DECRETS

Portant approbation des statuts types des conseils d'architecture d'urbanisme et de l'environnement mentionnés au titre II de la loi 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture, et instruction du 9 février 1978 relative à la mise en place des conseils d'architecture d'urbanisme et de l'environnement.

Portant modification du décret n° 53-707 du 9 août 1953 relatif au contrôle de l'état sur les entreprises publiques nationales et certains organismes ayant un objet d'ordre économique ou social.

D'autre part, le Bulletin officiel des décorations, médailles et récompenses du 18 février 1978 publie des arrêtés portant attributions et radiations de la médaille d'honneur de la police française, des décrets portant promotions et nominations dans l'ordre des palmes académiques et une citation à l'ordre de l'Armée.

Logement

Logement des étudiants étrangers. — L'Alliance française recherche, pour ses étudiants, des familles françaises, habitant Paris ou la proche banlieue, acceptant de les accueillir comme hôtes payants (chambre, petit déjeuner, dîner, accès à la salle d'eau).

* Alliance française, service des hôtes payants : 101, boulevard Raspail, 75006 Paris cedex 06. Tél. : 54-23-26 de 9 heures à 12 h. 30 et de 15 h. 30 à 18 heures.

La déclaration de vos revenus de l'année 1977

VOUS AVEZ DÉPOSÉ VOTRE DÉCLARATION DE REVENUS 1977 ?

Si vous n'avez pas encore fait votre déclaration, vous devez le faire avant le 30 avril 1978.

Si vous avez déjà fait votre déclaration, vérifiez qu'elle est bien enregistrée.

NOUVELLE TAXE DES PLUS-VALUES

LES IMMEUBLES

VOUS AVEZ VENDU UN IMMEUBLE ?

Vous devez payer la taxe sur la plus-value.

La taxe est calculée sur la plus-value réalisée.

Vous pouvez bénéficier d'exonérations.

Qui doit payer cette déclaration ?

Le contribuable qui a réalisé la plus-value.

Le contribuable qui a vendu l'immeuble.

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 19 février 1978 :

DES DECRETS

Portant approbation des statuts types des conseils d'architecture d'urbanisme et de l'environnement mentionnés au titre II de la loi 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture, et instruction du 9 février 1978 relative à la mise en place des conseils d'architecture d'urbanisme et de l'environnement.

Portant modification du décret n° 53-707 du 9 août 1953 relatif au contrôle de l'état sur les entreprises publiques nationales et certains organismes ayant un objet d'ordre économique ou social.

D'autre part, le Bulletin officiel des décorations, médailles et récompenses du 18 février 1978 publie des arrêtés portant attributions et radiations de la médaille d'honneur de la police française, des décrets portant promotions et nominations dans l'ordre des palmes académiques et une citation à l'ordre de l'Armée.

Logement

Logement des étudiants étrangers. — L'Alliance française recherche, pour ses étudiants, des familles françaises, habitant Paris ou la proche banlieue, acceptant de les accueillir comme hôtes payants (chambre, petit déjeuner, dîner, accès à la salle d'eau).

* Alliance française, service des hôtes payants : 101, boulevard Raspail, 75006 Paris cedex 06. Tél. : 54-23-26 de 9 heures à 12 h. 30 et de 15 h. 30 à 18 heures.

صكنا من الاول

FISCALITÉ

La déclaration de vos revenus de l'année 1977

La loi de finances pour 1978 a relativement modifié les conditions de déclaration des revenus de 1977. Les principales nouveautés concernant le barème de l'impôt et les modalités de calcul de l'impôt seront examinées plus loin, sous le titre **COMMENT CALCULER VOTRE IMPÔT**.

Les quelques modifications concernant la déclaration proprement dite (revenus de valeurs mobilières ouvrant droit au nouvel abattement de 600 F, salaire du conjoint de l'exploitant, frais de garde des jeunes enfants, dons aux œuvres...) seront examinées à leurs places respectives dans la déclaration.

En revanche, il a paru utile de présenter à cet égard les nouvelles conditions d'imposition des plus-values, instituées par la loi de finances pour 1977, dont la première application trouve son échéance avec la déclaration des revenus de 1977. Ces indications doivent vous permettre de déterminer si vous êtes imposables au titre des plus-values dans l'année 1977, et vous aider à remplir la déclaration annexe n° 2042 bis, auprès du service des impôts dont vous relevez (l'adresse figure sur la déclaration n° 2042 qui a dû vous être adressée chez vous).

ANNOUELLE TAXATION DES PLUS-VALUES

— LES IMMEUBLES

Certaines ventes d'immeubles sont exonérées en tout état de cause :

- La résidence principale du contribuable, pourvu que vous l'ayez occupée pendant au moins un an, ou depuis la date de l'achat, ou encore ne vous soyez contraint de la vendre pour des motifs d'ordre familial ou professionnel ;
- Dans les mêmes conditions, votre résidence secondaire si vous n'êtes pas propriétaire de votre résidence principale.

En outre, quand le total des immeubles que vous possédez vaut moins de 400 000 F (plus 30 000 F par enfant à charge à partir du troisième), les plus-values immobilières réalisées ne sont pas prises en considération (sauf s'il s'agit d'un terrain à bâtir, ou d'un immeuble bâti vendu moins de dix ans après l'achat). De même, les exonérations des ventes effectuées par des traités non imposables à l'impôt sur le revenu sont réservées aux mêmes exceptions.

Ces différentes cas mis à part, les cessions d'immeubles peuvent être classées en trois catégories :

- a) Les ventes d'immeubles effectuées moins de deux ans après l'acquisition ;
- b) Les achats-ventes effectués dans un délai de dix ans et ayant un caractère spéculatif ;
- c) Les autres cessions d'immeubles.

— LES VENTES D'IMMEUBLES EFFECTUÉES MOINS DE DEUX ANS APRÈS L'ACQUISITION.

Si vous vendez un immeuble moins de deux ans après l'avoir acquis, sa plus-value est consi-

La déclaration des revenus que vous devez souscrire avant le 1^{er} mars 1978 pour vos revenus de 1977 se présente sous une forme identique à celle de l'an dernier.

Comme les années passées, vous êtes dispensés d'effectuer vous-même les opérations nécessaires à l'application des abat-

tements prévus par la loi. Cependant, si vous désirez connaître le montant de votre revenu imposable et être ainsi en mesure de calculer l'impôt que vous aurez à payer, vous pourrez faire ces calculs en utilisant le cadre spécial figurant à la quatrième page de la notice explicative qui accompagne l'imprimé de déclaration.

Ce qui a changé

Ces différentes sommes sont actualisées en fonction de la hausse des prix survenue depuis lors. Les coefficients d'indexation applicables sont donnés à la page 3 de la notice explicative n° 2042 bis, qui correspond à la déclaration spéciale des plus-values réalisées n° 2042 (de couleur verte).

La plus-value est ensuite réduite de 5 % par année de possession au-delà de la dixième. Par exemple, pour un bien détenu depuis quinze ans, l'abattement est cinq fois 5 %, soit 25 %.

Un abattement de 6 000 francs est enfin opéré sur la plus-value ainsi calculée. Celle-ci est ensuite soumise au barème de l'impôt sur le revenu, mais avec application d'un système de quotient, destiné à atténuer la progressivité de l'impôt.

EXEMPLE : Vous êtes marié et avez deux enfants, votre revenu courant imposable est de 50 000 francs. Vous réalisez une plus-value nette de 60 000 francs (après prise en compte de l'érosion monétaire et tous abattements). Cette plus-value est divisée par cinq et ajoutée au revenu courant :

12 000 F + 50 000 F = 62 000 F	
— Impôt à payer pour 62 000 F	6 912 F
— Impôt à payer pour 50 000 F	4 248 F
	2 664 F
— Impôt relatif au cinquième de la plus-value	
— Impôt dû pour l'ensemble de la plus-value	2 664 F

2 664 F x 5 = 13 320 F

Cas particulier des expropriés.

En cas d'expropriation, l'abattement de 6 000 francs est porté à 75 000 francs.

Les rapatriés d'outre-mer sont assimilés aux expropriés. En effet, la différence entre la valeur des biens perdus et l'indemnité correspondante constitue une moins-value, à concurrence de 75 000 francs, sur laquelle peuvent venir imputer certaines plus-values.

Cas particulier des non-résidents.

Le barème de l'impôt sur le revenu n'est pas applicable aux personnes n'ayant pas leur domicile réel en France. Si vous êtes dans ce cas et que vous réalisez une plus-value sur un immeuble situé en France, vous devez acquiescer un prélèvement forfaitaire d'un tiers sur le montant de la plus-value.

Toutefois, la résidence possédée en France par un Français résidant à l'étranger est assimilée à une résidence principale et donc exonérée.

Cas particulier des résidences secondaires.

Deux attentions particulières sont prévues pour les résidences secondaires :

- les intérêts des dix premières annuités d'emprunt sont ajoutés au prix d'acquisition (dans la limite de 7 000 francs par an, plus 1 000 francs par enfant à charge) ;
- vous avez droit à un abattement supplémentaire de 20 000 francs pour vous-même, de 20 000 francs pour votre épouse, et de 10 000 francs

Cas particulier des terrains à bâtir.

Les plus-values réalisées sur des terrains à bâtir sont imposables tant que la durée de possession du terrain n'a pas dépassé trente ans. Par ailleurs, l'abattement par année écoulée au-delà de la dixième est, non pas de 5 %, mais de 3,33 %.

II. — LES MÉTAUX ET OBJETS PRÉCIEUX.

A. — OR ET AUTRES MÉTAUX PRÉCIEUX.

Les ventes par des particuliers sont soumises à une taxe forfaitaire de 4 %, tenant lieu d'imposition de la plus-value. Cette taxe est perçue notamment sur les ventes de lingots et de pièces. Aucune imposition n'est donc applicable en matière d'impôt sur les revenus.

B. — OBJETS PRÉCIEUX.

En principe, les ventes de bijoux, d'objets d'art et de collection que vous avez effectuées pour un montant supérieur à 20 000 F ont été soumises à une taxe forfaitaire de 3 % s'il s'agit d'une transaction privée, et de 2 % s'il s'agit d'une vente publique.

Toutefois, si vous possédez des pièces suffisantes pour justifier de la date et du prix de l'acquisition, vous avez pu, au moment de la vente, opter pour le régime général des plus-values des particuliers (prise en compte de l'érosion monétaire, inclusion de la plus-value dans les bases de l'impôt sur le revenu). Le service des impôts dont vous relevez vous a alors notifié son acceptation. Vous devez donc maintenant remplir la déclaration n° 2042.

III. — LES PLUS-VALUES PROFESSIONNELLES.

Si vous êtes industriel, commerçant, artisan, agriculteur ou inventeur et que votre chiffre d'affaires dépasse la limite du forfait (500 000 F), les plus-values à court terme que vous avez réalisées doivent être incluses dans le revenu courant, tandis que les plus-values à long terme donnent lieu à une taxe de 15 % sur leur montant nominal.

Si vous êtes membre d'une profession libérale et que vos recettes dépassent la limite de l'évaluation administrative (175 000 F) ; le même régime que ci-dessus est applicable, excepté que la taxe relative à vos plus-values à long terme est égale à 10 %.

Si vous êtes commerçant, artisan, agriculteur ou membre d'une profession libérale et que vos recettes n'excèdent pas la limite du forfait ou l'évaluation administrative, vous êtes exonérés pour vos plus-values professionnelles, sauf pour celles réalisées sur la vente de terrains à bâtir ou si vous avez exercé votre profession pendant moins de cinq ans ou encore s'il ne s'agit pas de votre activité principale.

La déclaration des revenus

• Qui doit remplir cette déclaration

CAS GÉNÉRAL. — La déclaration doit être soumise par le chef de famille, dès lors que l'un des membres du foyer fiscal perçoit des revenus imposables.

MARIAGE EN COURS D'ANNÉE. — En cas de mariage, deux déclarations doivent être souscrites : l'une par la jeune femme pour la période antérieure au mariage (du 1^{er} janvier 1977 à la date du mariage), la seconde par le mari pour l'ensemble de ses revenus de l'année ainsi que sur les revenus de sa femme pour la période postérieure au mariage. Cependant, chacun des contribuables dispose en ce qui le concerne de son propre droit.

DÉCLARATION SOUSCRITE PAR LA FEMME ARRIÈRE. — La femme mariée ne doit souscrire la déclaration distincte de celle de son mari que dans les situations suivantes :

- Mariage en cours d'année ;
- Séparée de biens, elle ne vit pas avec son mari ;
- En instance de divorce ou de séparation de corps, lorsque le tribunal l'a autorisée à avoir une résidence séparée ;
- Abandonnée par son mari ou si elle a quitté le domicile conjugal et dispose de revenus distincts ;
- Décès du mari en cours d'année : la veuve doit alors déclarer en son nom personnel les revenus qu'elle a réalisés depuis le décès.

DÉCLARATION SOUSCRITE PAR UN ENFANT À CHARGE. — Le chef de famille doit à l'enfant à charge possédant des revenus propres un document d'imposition distinct de cet enfant. Dans ce cas, cet enfant doit souscrire une déclaration séparée et cesser d'être considéré comme à charge pour le calcul de l'impôt dû par ses parents. L'imposition distincte est généralement la plus avantageuse, excepté lorsque le revenu de l'enfant représente qu'une fraction très faible du revenu des parents.

cause, ne modifie rien au régime juridique ou fiscal à cette déclaration.

Page 2 de la déclaration N° 2042

Cette page doit être remplie avec toute l'attention nécessaire, car elle permet de déterminer le quotient familial qui permettra le calcul de votre impôt.

1. — **LE CADRE I** n'appelle qu'une remarque particulière : si vous même ou votre conjoint êtes invalides d'un membre pas d'indiquer le numéro de la carte d'invalidité.
2. — **LE CADRE II** est très important. Par exemple, si vous êtes veuve et que vous avez un enfant majeur imposé à part, vous bénéficiez d'une part et demi de quotient familial. Il convient donc que vous cochiez les cases correspondantes V et E ou K.
3. — **LE CADRE III** Charges de famille est également important.

I. — Les enfants à charge

Un enfant né et décédé au cours de l'année 1977 n'est retenu dans le quotient familial que s'il a vécu six mois au moins.

1. — VOS ENFANTS CÉLIBATAIRES

a) **ENFANTS AGÉS DE MOINS DE DIX-HUIT ANS.** — Les enfants âgés de moins de dix-huit ans au 1^{er} janvier 1977, ainsi que les enfants nés en 1977 et les infirmes, quel que soit leur âge, donnent droit à une demi-part de quotient familial (les enfants infirmes titulaires de la carte d'invalidité comptent pour une part).

Les parents peuvent demander l'imposition distincte de leur enfant lorsque celui-ci a des revenus personnels.

— **Cas des parents divorcés ou séparés.** — L'enfant est considéré à la charge du parent qui en a la garde (soit par décision judiciaire, soit de fait lorsqu'il n'y a pas de jugement).

Le parent qui n'en a pas la garde ne peut le considérer à charge mais peut déduire de ses revenus la pension alimentaire qu'il verse pour lui.

b) **ENFANTS ATTEIGNANT L'ÂGE DE DIX-HUIT ANS EN COURS D'ANNÉE.** — D'après la jurisprudence du Conseil d'État, un contribuable peut compter à charge un enfant devenu majeur en cours d'année, tout en déclarant seulement les revenus perçus par l'enfant avant la date de la majorité.

L'enfant, de son côté, déclare uniquement les revenus qu'il a perçus depuis la date de sa majorité.

c) **ENFANTS AGÉS DE PLUS DE DIX-HUIT ANS.** — Ces enfants, lorsqu'ils sont célibataires, sont, en principe, imposés à leur propre nom. La loi leur offre cependant la possibilité d'être rattachés au foyer fiscal de leurs parents. Cette option est réservée aux enfants qui remplissent l'une des conditions suivantes :

- Être âgés de moins de vingt et un ans ;
- Être âgés de moins de vingt-cinq ans pour les étudiants ;
- Effectuer leur service militaire légal, quel que soit leur âge ;
- Conditions de l'option pour le rattachement. — Cette option, annuelle, est irrévocable pour l'année considérée ;
- L'option de l'enfant est formulée sur papier libre (voir exemple de demande de rattachement à la page une de la notice explicative) ;
- L'accord du parent est considéré comme établi dès lors qu'il a déclaré l'enfant à charge et a joint à sa déclaration l'option pour le rattachement.

Le chef de famille qui accepte le rattachement bénéficie d'une demi-part supplémentaire de quotient familial. Toutefois, l'avantage résultant de cette demi-part est limité à 7 900 F (en impôt).

• **Le rattachement entraîne, pour le chef de famille, l'obligation d'inclure dans son revenu imposable les revenus perçus par l'enfant pendant l'année entière.**

Cas des parents divorcés ou séparés. — Le rattachement peut être demandé vis-à-vis de l'un ou l'autre des parents. Mais la pension alimentaire que peut verser le parent non bénéficiaire du rattachement n'est pas déductible, alors même qu'elle est servie en exécution d'une décision de justice.

Cependant, l'administration admet que les pensions non déductibles pour l'un des parents ne soient pas imposables entre les mains de l'autre parent ou de l'enfant.

2. — VOS ENFANTS MARIÉS

Les enfants mariés ou chargés de famille, lorsqu'ils remplissent les conditions suivantes :

- Être âgés de moins de vingt et un ans ;
- Être âgés de moins de vingt-cinq ans lorsqu'ils sont étudiants ;
- Sans limite d'âge lorsqu'ils effectuent leur service militaire, peuvent opter pour le rattachement au foyer fiscal des parents.

SEUIL

PIERRE TARDY

Comment payer moins d'impôts

Vous êtes salarié - retraité
commerçant - artisan - industriel
agriculteur - membre d'une
profession libérale...
Vous avez des valeurs mobilières - des biens immobiliers...
Vous allez hériter...

COMMENT, EN TOUTE
LEGALITÉ, PAYER
MOINS D'IMPÔTS ?

Cette brochure vous explique
282 pages 19 F

Page 1 de la déclaration N° 2042

- 1) **DATE DE NAISSANCE.** — L'indication de date de naissance est très importante, notamment pour les personnes âgées. C'est en effet à partir de votre date de naissance que l'ordinateur effectuera automatiquement les déductions auxquelles vous pouvez éventuellement prétendre.
- 2) **ADRESSE.** — N'oubliez pas d'indiquer votre ancienne adresse : si vous avez déménagé au cours de l'année 1977, cela évite que des demandes de renseignements vous soient adressées en cours d'année.
- 3) **SIGNATURE.** — L'épouse peut signer avec son mari la déclaration de leurs revenus. Cette signature n'est pas obligatoire, et, en tout état de

M. DUVAL	
Pension d'invalidité de la Sécurité sociale	10 000 F
Pension de retraite	30 000 F
Mme DUVAL	
Pension de retraite	30 000 F
	70 000 F
Abattement de 10 % : 7 000 francs plafonnés à	5 000 F
	65 000 F
Abattement de 20 %	13 000 F
Revenu imposable du ménage	52 000 F

Nos lecteurs sont priés de se reporter, en ce qui concerne la déduction des primes d'assurance-vie, à la page 3 de la notice explicative fournie par l'administration.

FISCALITÉ

Comment calculer votre impôt

Les principaux changements par rapport à l'an dernier portent sur les points suivants :

- 1) Le barème a été modifié :
 - Les dix premières tranches ont été relevées de 7,5 % ;
 - Le relèvement n'étant que de 6 % pour l'avant-dernière et de 5 % pour la dernière ;
 - Les limites générales d'exonération ont été relevées ;
- 2) Un abattement de 10 % est institué pour les pensions et rentes viagères à titre gratuit, mais il est plafonné à 5 000 F par foyer ;
- 3) Le régime de déduction pour frais de garde des jeunes enfants a été modifié ;

4) L'abattement sur le revenu imposable des contribuables âgés de plus de soixante-cinq ans ou invalides a été augmenté ;

5) Les cotisations inférieures à 150 F ne seront plus perçues. Comme les années précédentes, le processus de calcul de l'impôt est simplifié, l'application du barème au revenu imposable donnant, dans la majorité des cas, le montant net de l'impôt à payer.

Comme l'an passé également, le revenu imposable qui doit être établi avant tout calcul de l'impôt n'apparaît pas sur la déclaration des revenus mais peut être déterminé sur le formulaire figurant à la quatrième page de la notice explicative remise par l'administration fiscale.

I. — Détermination du revenu imposable

Pour déterminer votre revenu imposable, vous devez reporter à chaque ligne de la quatrième page de la notice explicative les sommes inscrites sur la ligne correspondante de la déclaration des revenus n° 2042 (déclaration des revenus de 1977).

REVENUS PROFESSIONNELS

En ce qui concerne les revenus des professions non salariées, vous devez simplement reporter le chiffre correspondant soit à votre forfait, soit à votre bénéfice (ou déficit) réel.

● **TRAITEMENTS, SALAIRES, ET REVENUS ASSIMILÉS.** — Vous reportez à la ligne A le montant des salaires perçus par chacun des membres de votre famille.

● **MONTANT DES FRAIS RÉELS JUSTIFIÉS (ligne B).** — Si vous estimez que la déduction forfaitaire de 10 % est insuffisante en ce qui concerne votre situation personnelle, vous devez inscrire ici le montant de vos frais réels et joindre à votre déclaration un état détaillé et justifié de ces frais.

● **DEDUCTION NORMALE DE 10 % (ligne C).** — Si la somme ainsi déterminée est inférieure au minimum admis de 1 500 F, c'est ce dernier chiffre que vous devez inscrire.

Le montant minimal de déduction : — s'applique également pour le chef de famille, son conjoint et chacune des personnes à charge ; — ne donne lieu à aucune réduction au prorata du temps lorsque l'activité salariée n'est exercée qu'une partie de l'année ou à temps incomplet ; — ne peut avoir pour effet d'entraîner un déficit.

Exemple. — Soit un ménage de salariés ayant deux enfants à charge :

- Un fils âgé de dix-neuf ans qui a demandé son rattachement au foyer de ses parents et qui occupe un emploi salarié depuis le mois de novembre ;
 - Une fille mineure étudiante qui a perçu un salaire pendant le mois d'août.
- Les gains annuels se décomposent ainsi :
- Chef de famille 60 000 F
 - Conjoint (période du 1^{er} janvier au 30 avril 1977) 8 000 F
 - Fils (période du 1^{er} novembre au 31 décembre 1977) 4 000 F
 - Fille (période du 1^{er} août au 31 août 1977) 1 200 F
- Le revenu imposable, après déduction des frais professionnels, est égal à :

	Chef de famille	Conj.	Fils	Fille
1. Revenu brut	60 000	8 000	4 000	1 200
2. Déduction forfaitaire (10 % ou 1 500 F)	4 000	1 500	1 500	1 500
3. Revenu net de frais (1 - 2)	56 000	6 500	2 500	—

● **DEDUCTION SUPPLÉMENTAIRE (ligne D).** — Si vous bénéficiez d'une déduction supplémentaire pour frais professionnels (artistes, musiciens, représentants de commerce, mineurs...) vous devez servir cette ligne.

Si vous êtes concernés par cette déduction (qui est limitée à 50 000 F) vous avez dû, sur la déclaration de vos revenus, ajouter au montant de vos salaires les indemnités pour frais que vous avez perçus.

● **ABATTEMENT DE 20 %.** — L'abattement de 20 % applicable aux traitements, salaires et pensions n'est applicable que pour les revenus inférieurs ou égaux à 360 000 F. Par conséquent, si l'application du taux de 20 % détermine un abattement supérieur à 72 000 F, vous ne pouvez déduire que cette somme, le surplus étant perdu. Cette limite s'applique distinctement pour chaque membre du foyer fiscal.

— Personnes détenant une fraction importante du capital d'une société. Le montant de l'abattement de 20 % est réduit à 10 % pour la fraction supérieure à 150 000 F des salaires alloués par des sociétés à des personnes qui détiennent plus de 35 % des droits sociaux.

Cette limitation peut se combiner avec la précédente.

Charges déductibles du revenu global

● **DEPENSES CONCERNANT L'HABITATION PRINCIPALE (lignes E, F, et G).** — Les intérêts des emprunts, les dépenses de ravalement et les dépenses faites pour économiser le chauffage sont plafonnées globalement à 7 000 F plus 1 000 F par enfant à charge.

Pour ces dépenses, on considère comme enfants à charge non seulement ceux qui ont droit à une demi-part ou à une part pour le quotient familial, mais également ceux qui donnent droit à un abattement sur le revenu imposable (enfants

marisés ayant demandé le rattachement au foyer fiscal de leurs parents).

Ces dépenses qui concernent strictement votre habitation principale ne peuvent être déduites que par les propriétaires ou les locataires pour la troisième.

● **VERSEMENTS AU PROFIT D'OEUVRES D'INTERET GENERAL.** — Vous ne pouvez déduire, selon les versements effectués, 1 % ou 1,5 % du revenu net qui apparaît à la ligne C de la colonne 2.

La justification de ces versements peut vous être demandée par l'administration fiscale.

● **ABATTEMENTS.** — Ces abattements, que vous n'avez pas à porter sur la déclaration des revenus, puisqu'ils sont déduits directement par l'ordinateur, doivent être inscrits ici si vous voulez calculer le montant de votre impôt.

— L'abattement pour les personnes âgées de plus de soixante-cinq ans ou invalides concerne donc les contribuables nés avant le 1^{er} janvier 1913 ou invalides (titulaires d'une pension d'invalidité de guerre ou d'accident de travail d'un moins 40 % ou titulaires de la carte d'invalidité). Il est égal à 3 400 F si votre revenu imposable (apparaissant à la ligne E) n'excède pas 21 000 F et de 7 700 F si ce revenu est compris entre 21 000 et 34 000 F.

— L'abattement pour les enfants mariés est égal à 7 900 F par enfant compté à charge. Ainsi, pour un jeune couple ayant lui-même un enfant, il sera égal à 23 700 F.

Parvenu à ce stade, vous avez déterminé votre revenu net global imposable qui va vous permettre de calculer le montant de votre impôt.

II. — Calcul du montant de l'impôt

A. — Votre quotient familial

La première opération consiste à déterminer votre quotient familial selon les indications qui vous sont données ci-dessous.

NOMBRE de personnes à charge	QUALITÉ des personnes à charge	CÉLIBATAIRE VEUF avec ou sans enfant à charge ou plusieurs enfants à charge	MARIÉ avec ou sans enfant à charge ou plusieurs enfants à charge
0	Néant	1 part	2 parts (marité sans enfants)
1	NON invalide	2 parts	2,5 parts
	Invalide (1)	2,5 parts	3 parts
	NON invalides	2,5 parts	3 parts
2	dont 1 enfant invalide (1)	3 parts	3,5 parts
	Invalides	3,5 parts	4 parts
	NON invalides	3 parts	3,5 parts
3	dont 1 enfant invalide (1)	3,5 parts	4 parts
	NON invalides	3,5 parts	4 parts
4	dont 1 enfant invalide (1)	4 parts	4,5 parts
	NON invalides	4 parts	4,5 parts
5	dont 1 enfant invalide (1)	4,5 parts	5 parts

(1) Titulaire de la carte d'invalidité prévue à l'article 173 du code de la famille et de l'aide sociale.
(2) Lorsque chacun des époux est invalide, il y a lieu de majorer de 0,5 par part les chiffres de la dernière colonne pour obtenir la situation de famille envisagée, le quotient familial applicable aux foyers intéressés.

CAS PARTICULIER

● Pour les célibataires ou divorcés ayant des charges de famille, la première personne à charge donne droit à une part entière au lieu d'une demi-part.

● Les célibataires, divorcés ou veufs n'ayant pas de personne à charge, sont imposables d'après un quotient familial de 1,5 part s'ils sont titulaires :

- De la carte d'invalidité prévue à l'article 173 du code de la famille et de l'aide sociale ;
- Ou d'une pension militaire d'invalidité de 40 % au moins ;
- Ou d'une pension d'invalidité pour accident du travail de 40 % au moins.

● Les célibataires, divorcés ou veufs ayant un enfant majeur de plus de 16 ans par suite de faits de guerre disposent également de 1,5 part.

● Les célibataires, divorcés ou veufs ayant perdu un enfant majeur de plus de 16 ans par suite de faits de guerre disposent également de 1,5 part.

● En cas de mariage en 1977, deux déclarations doivent être souscrites : l'une concerne l'épouse pour la période antérieure au mariage, l'autre concerne le mari pour l'ensemble de ses revenus de l'année ainsi que ceux de sa femme pour la période postérieure au mariage. Cependant, chacun des contribuables dispose en ce qui concerne de deux parts.

B. — Le calcul proprement dit

1) Arrondissez votre revenu imposable (R) à la centaine de francs inférieure, divisez-le par le nombre de parts (N) correspondant à votre quotient familial, et regardez dans le tableau ci-contre quelle formule vous devez appliquer.

Le résultat obtenu est, le cas échéant, arrondi au franc le plus voisin, l'arrondissement étant opéré au franc supérieur si le nombre de centimes est égal ou supérieur à 50.

2) Si vous avez perçu des revenus mobiliers ouvrant droit à avoir fiscal, vous devez retrancher de la somme ainsi obtenue le montant de l'avoir

fiscal mentionné à la ligne Z de la troisième page de votre déclaration des revenus.

De même, si vous avez réalisé des profits de construction ayant supporté un prélèvement non libératoire, vous déduisez ce prélèvement.

BARÈME DE L'IMPOT

0 %	R	≤	7 250	I = 0	
5 %	7 250 <	R	≤	7 600	I = 0,05 R — 362,50 F × N
10 %	7 600 <	R	≤	9 100	I = 0,10 R — 742,50 F × N
15 %	9 100 <	R	≤	14 400	I = 0,15 R — 1 197,50 F × N
20 %	14 400 <	R	≤	18 900	I = 0,20 R — 1 917,50 F × N
25 %	18 900 <	R	≤	23 800	I = 0,25 R — 2 862,50 F × N
30 %	23 800 <	R	≤	26 775	I = 0,30 R — 4 032,50 F × N
35 %	26 775 <	R	≤	33 200	I = 0,35 R — 5 461,25 F × N
40 %	33 200 <	R	≤	37 425	I = 0,40 R — 7 151,25 F × N
45 %	37 425 <	R	≤	79 625	I = 0,45 R — 18 622,50 F × N
50 %	79 625 <	R	≤	109 900	I = 0,50 R — 13 973,75 F × N
55 %	109 900 <	R	≤	119 100	I = 0,55 R — 19 012,75 F × N
60 %	>	119 100	I	= 0,60 R — 24 973,75 F × N	

C. — Limites d'exonération

L'application de ce barème peut vous donner un certain montant d'impôt à payer. Cependant, la loi a institué des limites d'exonération en dessous desquelles aucune cotisation n'est perçue.

Voici, à titre indicatif, quelques limites d'exonération.

SITUATION DE FAMILLE	LIMITES D'EXONERATION	
	Montant de la pension ou du salaire perçu	Revenu ou bénéfice net
Personnes âgées de moins de soixante-cinq ans et non titulaires d'une pension d'invalidité.		
Célibataire (1 part)	14 890	15 201
Veuf (1,5 part)	16 890	15 201
Marié sans enfant (2 parts) ..	22 775	16 400
Marié un enfant (2,5 parts) ..	27 611	20 100
Marié deux enfants (3 parts) ..	33 655	23 800
Marié quatre enfants (4 parts) ..	43 334	31 200
Personnes âgées de moins de soixante-cinq ans et titulaires d'une pension d'invalidité.		
Célibataire (1 part)	16 890	15 201
Veuf (1,5 part)	22 362	16 100
Marié sans enfant (2 parts) ..	27 590	19 600
Marié un enfant (2,5 parts) ..	30 275	21 600
Marié deux enfants (3 parts) ..	35 417	25 500
Marié quatre enfants (4 parts) ..	45 695	33 900
Personnes âgées de plus de soixante-cinq ans.		
Célibataires (1 part)	18 445	16 600
Veuf (1,5 part)	18 445	16 600
Marié sans enfant (2 parts) ..	27 500	19 900

Remarque : quel que soit le nombre de parts, vous êtes exonérés de l'impôt sur le revenu si votre revenu net de frais professionnels, n'excède pas 15 900 F (moins de soixante-cinq ans), ou 16 600 F (plus de soixante-cinq ans).

NOUVEAU. — A compter de l'imposition des revenus de 1977, les cotisations d'impôt sur le revenu, dont le montant est inférieur à 150 F, ne seront plus mises en recouvrement.

Il convient de retenir le montant de la cotisation établie à raison de l'ensemble des revenus taxés au titre de l'année d'imposition (impôt sur le revenu déterminé selon le barème progressif et l'impôt sur le revenu calculé selon un taux proportionnel, le cas échéant) mais avant imputation :

- de l'avoir fiscal dont bénéficient les personnes qui perçoivent des dividendes distribués par des sociétés françaises ;
- du crédit d'impôt résultant de la perception anticipée que constitue la retenue à la source applicable lorsque le bénéficiaire n'a pas opté pour le régime du prélèvement libératoire — aux produits d'obligations d'autres titres d'emprunt négociables et de bons de caisse ;
- des prélèvements opérés sur les profits de construction, prélevement de 15 %, 25 %, 30 % ou 35 1/2 % lorsque ne sont pas libératoires ;
- de la retenue sur certains revenus non salariés payés par un débiteur établi en France à des personnes ou des sociétés n'ayant pas dans notre pays d'installation professionnelle permanente ;
- de la fraction de retenue à la source sur les traitements, salaires, pensions et rentes viagères de source étrangère servis à des personnes n'ayant pas leur domicile fiscal en France qui est effectivement imputable sur l'impôt sur le revenu.

1) la non-mise en recouvrement des cotisations inférieures à 150 F ne constitue pas une exonération d'impôt sur le revenu. Par suite, les règles applicables en matière d'imputation et de restitution de l'avoir fiscal ne sont pas modifiées.

2) De la même manière, les contribuables qui bénéficient de l'application du minimum de perception ne sauraient se prévaloir du fait que leur cotisation n'a pas été mise en recouvrement pour obtenir l'un des dégrèvements d'office de taxe foncière sur les propriétés bâties et de taxe d'habitation prévus en faveur des contribuables âgés de plus de soixante-cinq ans (ou infirmes) qui ne sont pas passibles de l'impôt sur le revenu.

TABLEAU PRATIQUE DU CALCUL DE L'IMPOT

Pour un revenu et un quotient familial donnés, effectuer les calculs pour le montant de revenu indiqué à la ligne précédente : ainsi pour un revenu de 55 600 francs correspondant à 2,5 parts, l'impôt dû est égal à 4 669 francs + 25 % de (55 600 francs — 47 300 francs) = 4 469 francs.

	1 part		1,5 part		2 parts		2,5 parts		3 parts		3,5 parts		4 parts	
%	Revenue impossible	Impôt	Revenue impossible	Impôt	Revenue impossible	Impôt	Revenue impossible	Impôt	Revenue impossible	Impôts	Revenue impossible	Impôts	Revenue impossible	Impôts
5 %	7 200	3	10 800	1	14 400	5	18 200	4	21 800	3	25 400	1	29 100	5
10 %	7 600	13	11 400	25	15 200	35	19 000	44	22 800	53	26 000	61	30 400	70
15 %	9 100	103	13 700	239	18 500	335	22 800	426	27 300	503	31 900	594	36 400	679
20 %	14 400	963	21 600	1 444	28 800	1 925	36 000	2 406	43 200	2 000	50 400	3 369	57 600	3 850
25 %	18 900	1 963	28 350	2 896	37 800	3 725	47 350	4 689	56 700	5 588	66 200	6 531	75 600	7 439
30 %	23 800	3 088	35 700	4 631	47 600	6 175	59 500	7 719	71 400	9 263	83 300	10 806	95 200	12 350
35 %	28 800	4 539	43 200	6 833	57 600	9 178	72 000	11 672	86 400	13 766	100 800	16 061	115 100	18 320
40 %	33 200	6 129	49 800	9 193	66 400	12 258	83 000	15 322	99 600	18 286	116 200	21 451	132 800	24 515
45 %	37 500	7 833	56 250	12 756	74 500	15 680	93 500	19 468	112 500	24 468	131 000	28 371	149 500	32 275
50 %	41 400	9 600	62 100	15 600	83 700	19 125	103 500	24 525	123 900	29 625	144 800	34 900	165 600	38 800
55 %	45 100	11 425	67 650	18 525	93 300	22 988	113 850	29 988	133 850	35 988	153 850	41 988	173 850	44 988
60 %	48 600	13 300	72 900	21 450	103 500	26 925	123 900	35 775	143 900	41 925	163 900	47 925	183 900	51 925

NOTA. — Les sommes inférieures à 150 francs ne sont pas perçues.

Monde écor

ANGER

tokyo reste sur la

Les cotisations inférieures à 150 F ne seront plus perçues. Comme les années précédentes, le processus de calcul de l'impôt est simplifié, l'application du barème au revenu imposable donnant, dans la majorité des cas, le montant net de l'impôt à payer.

La Cour de justice

RETOURNE

RETOURNE

RETOURNE

RETOURNE

RETOURNE

RETOURNE

RETOURNE

RETOURNE

RETOURNE

RETOURNE

RETOURNE

RETOURNE

RETOURNE

RETOURNE

RETOURNE

RETOURNE

RETOURNE

RETOURNE

RETOURNE

RETOURNE

RETOURNE

RETOURNE

RETOURNE

RETOURNE

RETOURNE

RETOURNE

RETOURNE

RETOURNE

RETOURNE

RETOURNE

Concorde en danger ?

**L'INSTRUCTION
DES PERMIS DE CONSTRUIRE
SERA SIMPLIFIÉE ET ACCÉLÉRÉE**

**LES PÉTROLIERS
DE PLUS DE 20 000 TONNES
DEVONT MODIFIER
LA DISPOSITION DE LEURS CUVES**

Londres (Reuter). — L'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime (IMCO), a achevé le 25 novembre l'étude, en session de Londres en adoptant une série de mesures destinées à prévenir les risques de pollution de la mer par les pétroliers. Il s'agit notamment de l'installation à bord de ces navires de cuves indépendantes de celles qui servent à transporter le pétrole brut (système des « ballasts séparés ») et des équipements en regard.

A l'heure actuelle, la plupart des pétroliers qui naviguent à vide remplissent leurs cuves d'eau de mer pour que la stabilité du navire soit assurée, mais lorsqu'ils se chargent en pétrole brut, ils rejettent l'eau de mer qu'ils avaient emmagasinée et polluent par conséquent les océans. Le système des ballasts séparés devra être rendu obligatoire sur les tankers de plus de 20 000 tonnes.

TOUTES PAGES ETRANGÈRES
PAR VUE NORMALE
225 F 250 F 275 F 300 F
ÉTRANGÈRES
(par message)

L. — BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAVS-BAS — SUISSE
125 F 225 F 325 F 510 F

II. — SUISSE
120 F 240 F 500 F 600 F

Par voie aérienne
Taxi sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (traits royaux) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse différents ou provisions (deux semaines ou plus) nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à votre correspondance.

Veuillez affirmer l'obligance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Le conseil d'administration, réuni sous la présidence de M. Christian de La Varèze, a examiné, le 12 février, les comptes de l'exercice

qui, tout ressortissant, après affectation de son capital, a obtenu le titre de la participation du personnel aux fruits de l'expansion, un bénéfice de 15 500 594,72 francs, dont 10 000 000 francs de résultats marquent une progression très sensible dans la mesure où, enregistrent l'incorporation de 1 707 786,73 francs représentant le montant de la somme provisionnée pour investissements de 1972 et 1973, et 1 000 000 francs, qui affectent les provisions pour investissements constituées au titre des années 1969-1970 et 1971 pour un montant de 1 000 000 francs.

Il a été décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire du avril prochain de distribuer une dividende par action de F. I. de 100 francs, F. I. de 100 francs, assorti d'un avoir fiscal de 3,50 F, rémunérant un capital souscrit en 1967 de 7 de 100 francs, et la mise en réserve de la somme incorporée de réserves.

Lourde rechute du dollar

LES HAUSSE DU PLATINE

MARCHE N *La tension*

Le loyer de l'argent au jour le jour sur le marché monétaire a été noté à 10 1/2 centimes imperiblement à 10 1/3 %. La Banque de France n'avait aucune raison d'assouplir le dispositif destiné à défendre le franc, et mis en place peu de temps après le début de l'attaque subie par notre monnaie. Ce qui était en jeu, c'était de « secher » le marché monétaire en supprimant les concours à terme, et à ne l'alimenter qu'au jour le jour, au moyen d'achats et de pensions sur effets de première catégorie (bons du Trésor, etc.). Ce faisant la Banque de France effectuait le refinancement des établissements sur courte période, de façon à

MATIÈRES PREMIÈRES
PÉRIODE DU CUIVRE DU

MONÉTAIRE

limiter les achats spéculatifs de services effectués par leurs clients importateurs. Les autorités monétaires ont toutefois réagi, en limitant leurs achats et pressions sur le Trésor à trois mois et six mois, c'est-à-dire au-delà des élections.

Dans ces conditions, les banques hésitent à s'engager sur de longues échéances aux taux actuels, ce qui explique que les monnaies qu'elles couvrent sont généralement élevées. Pour l'instant, c'est donc le statu quo, dans un marché creux et attentiste.

Signaux, enfin, que le rythme de progression de la masse monétaire en 1977 s'est révélé, vraisemblablement, inférieur aux 12,5 % fixés par le plan Barre...

S
PLIOMP ET DU CAFÉ

— Penang (en cents des Détroits
par kilo) : 205,25-205,75 (205-205,50).

par lb): cacao, maize 123,90
(138,10); maïs 124,15 (128,45); su-
cre, maïs 8,53 (9,01); maïs 8,91
(9,39); maïs 128 (129,25); maïs
106,50 (117).

— Londres (en livres par tonne):
sucre, maïs 108 (118,50); maïs
113,30 (119,70); café, maïs 7,29
(8,15); maïs 1,551 (1,640); cacao,
maïs 1,540 (2,613); maïs 1,452
(1,500).

— Paris (en francs par quintal):
cacao, maïs 1,453,30 (1,479); maïs
1,618 (1,479); café, maïs 2,465
(2,460); maïs 1,545 (1,539); cacao
(en francs par quintal) maïs 1,050
(1,120); soif 1,068 (1,150).

KEFALOS. — Chicago (en cents par
boisseau): blé, maïs 38 1/2
(39 1/4); maïs 268 (271 3/4);
maïs 225 3/4 (226); maïs 230
1,720.

HAUSSE DU PLATINE - REPLI DU CUIVRE, DU PLOMB ET DU CAFE

MARCHE MONÉTAIRE

La tension s'installe

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente.)

MONÉTAIRE

— **Penang** (en cent des Dér.
par kilo) : 205,25-205,75 (205-205,75)

DEPREES. — New-York (en cent des Dér.) : 205,25-205,75 (205-205,75)

miter les achats spéculatifs de devises effectués par leurs clients importateurs. Les autorités monétaires ont toutefois réagi, marquant, leurs achats et pressions sur le Trésor à trois mois et, six mois, c'est-à-dire d'ici, de-là les élections.

Dans ces conditions, les banques hésitent à s'engager sur de telles échéances à des taux actuels, et les clients demandent des monnaies à des taux élevés. Pour l'instant, c'est donc le statu quo, dans un marché creux et attentiste.

Signaux, enfin, que le rythme de progression de la masse monétaire en 1977 s'est révélé, véritablement, inférieur aux prévisions fixées par le plan Barre. —

La tension s'installe

Le lover de l'argent au jour le jour sur le marché monétaire est resté fixé à cette semaine imperturbablement à 10 1/2 %.

La Banque de France n'avait aucune raison d'assouvir le dispositif destiné à défendre le franc, et mis en place peu de temps après le début de l'atta- que subite par notre monnaie. Ce dispositif, on le sait, consiste à « assécher » le marché monétaire, à enlever de la circulation à terme, et à ne l'alimenter qu'au jour le jour, au moyen d'achats et de pensions sur effets de pre- mière catégorie (bons du Tré- sor, etc.). Ce faisant, la Banque de France contrôle étroitement le refinancement des établissements sur courte période, la façon

limiter les achats spéculatifs de devises effectués par leurs clients importateurs. Les autorités moné- taires ont toutefois rétabli, mar- di, leurs achats et pressions sur bons du Trésor à trois mois et à six mois, c'est-à-dire au-delà des élections.

Dans ces conditions, les ban- quiers hésitent à s'engager sur de telles échéances aux taux actuels, qu'elles considèrent comme anor- males et très élevés. Pour l'instant, c'est donc le seul secteur où le marché creux et attentiste.

Signalons, enfin, que le rythme de progression de la masse moné- taire en 1977 s'est révélé, vrai- semblablement, inférieur aux 12 % fixés par le plan Barre... u. P.

...le compte accru de 11 650 francs à 1200 millions de francs, signe d'une amélioration économique. La recette tient en quatre mois. Ce que le groupe n'a pu « gratter » sur ses gains

FINANCIERE
MARCHÉ DES CHANGES
Rechute du dollar

LA REVUE DES VALEURS

Valeurs à revenu fixe

ou indexées

En dépit de la hausse des cours du pétrole et du lingot, les emprunts à 1 1/2 et 7 % 1978 se sont inscrits en retrait. Ces deux titres, ainsi que le « Barre », à 8 1/2 % 1977, ont, en effet, supporté des réalisations, attirées essentiellement aux investissements institutionnels. Ces derniers ont pu ainsi concrétiser d'importantes bénéfices et, par la même occasion, dégrader des liquidités pour intervenir, notamment, sur le marché des actions.

Près de cent quarante mille actions en fonds de placement hollandais ROBERTO ont été

	17 févr.	Diff.
1 1/2 % 1978	771	- 4,50
7 % 1978	252	- 0,15
8 1/2 % 1977	98,90	- 0,25
Barre	101,25	- 0,25
1 1/2 % 1978	97,55	- 0,10
7 % 1978	112,90	- 0,10
8 1/2 % 1977	101,25	- 0,10
1 1/4 - 4 3/4 % 1983	92,48	- 0,10
1 1/4 - 4 3/4 % 1985	108,50	- 0,10
1 1/4 - 4 3/4 % 1987	108,50	- 0,10
C.N.E. 3 %	241,1	- 14
Barre (actions)	254,90	+ 0,50

échangées dans la semaine, ce qui témoigne de l'intérêt toujours porté par la clientèle française aux obligations étrangères.

Deux émissions nouvelles débiteront lundi prochain : le Crédit hôtelier lancera un emprunt de 500 millions de F dont 400 millions de F seront pris à terme par les banques au taux nominal de 11 % (11,27 % actuariel). ARSA, de son côté, émettra pour 100 millions de F d'obligations à 11 % également (11,36 % actuariel).

Bâtiment et travaux publics

La bénéfice consolidée des Grands Travaux de Marseille pour 1977 s'établira au voisinage de 70 millions de francs avant provisions. Les ventes consolidées du groupe Thomson-Brandt se sont élevées à 9 184 millions.

Banques, assurances, sociétés

d'investissement

L'augmentation des recettes locatives (+ 18,3 %) d'IMMO-

	17 févr.	Diff.
A.C.T.	126	- 1,28
Actelcom	126	- 3,50
Comp. bancaire	251	- 17
Immo. 1	181	- 8,40
Immo. 2	280	- 5,10
Immo. 3	248	- 1
Immo. 4	53,30	- 3,20
Immo. 5	126	- 1,28
Immo. 6	126	- 3,50
Immo. 7	251	- 17
Immo. 8	181	- 8,40
Immo. 9	280	- 5,10
Immo. 10	248	- 1
Immo. 11	53,30	- 3,20
Immo. 12	126	- 1,28
Immo. 13	126	- 3,50
Immo. 14	251	- 17
Immo. 15	181	- 8,40
Immo. 16	280	- 5,10
Immo. 17	248	- 1
Immo. 18	53,30	- 3,20
Immo. 19	126	- 1,28
Immo. 20	126	- 3,50
Immo. 21	251	- 17
Immo. 22	181	- 8,40
Immo. 23	280	- 5,10
Immo. 24	248	- 1
Immo. 25	53,30	- 3,20
Immo. 26	126	- 1,28
Immo. 27	126	- 3,50
Immo. 28	251	- 17
Immo. 29	181	- 8,40
Immo. 30	280	- 5,10
Immo. 31	248	- 1
Immo. 32	53,30	- 3,20
Immo. 33	126	- 1,28
Immo. 34	126	- 3,50
Immo. 35	251	- 17
Immo. 36	181	- 8,40
Immo. 37	280	- 5,10
Immo. 38	248	- 1
Immo. 39	53,30	- 3,20
Immo. 40	126	- 1,28
Immo. 41	126	- 3,50
Immo. 42	251	- 17
Immo. 43	181	- 8,40
Immo. 44	280	- 5,10
Immo. 45	248	- 1
Immo. 46	53,30	- 3,20
Immo. 47	126	- 1,28
Immo. 48	126	- 3,50
Immo. 49	251	- 17
Immo. 50	181	- 8,40
Immo. 51	280	- 5,10
Immo. 52	248	- 1
Immo. 53	53,30	- 3,20
Immo. 54	126	- 1,28
Immo. 55	126	- 3,50
Immo. 56	251	- 17
Immo. 57	181	- 8,40
Immo. 58	280	- 5,10
Immo. 59	248	- 1
Immo. 60	53,30	- 3,20
Immo. 61	126	- 1,28
Immo. 62	126	- 3,50
Immo. 63	251	- 17
Immo. 64	181	- 8,40
Immo. 65	280	- 5,10
Immo. 66	248	- 1
Immo. 67	53,30	- 3,20
Immo. 68	126	- 1,28
Immo. 69	126	- 3,50
Immo. 70	251	- 17
Immo. 71	181	- 8,40
Immo. 72	280	- 5,10
Immo. 73	248	- 1
Immo. 74	53,30	- 3,20
Immo. 75	126	- 1,28
Immo. 76	126	- 3,50
Immo. 77	251	- 17
Immo. 78	181	- 8,40
Immo. 79	280	- 5,10
Immo. 80	248	- 1
Immo. 81	53,30	- 3,20
Immo. 82	126	- 1,28
Immo. 83	126	- 3,50
Immo. 84	251	- 17
Immo. 85	181	- 8,40
Immo. 86	280	- 5,10
Immo. 87	248	- 1
Immo. 88	53,30	- 3,20
Immo. 89	126	- 1,28
Immo. 90	126	- 3,50
Immo. 91	251	- 17
Immo. 92	181	- 8,40
Immo. 93	280	- 5,10
Immo. 94	248	- 1
Immo. 95	53,30	- 3,20
Immo. 96	126	- 1,28
Immo. 97	126	- 3,50
Immo. 98	251	- 17
Immo. 99	181	- 8,40
Immo. 100	280	- 5,10

Rhône-Poulenc : retour à l'équilibre

L'année 1977 d'aura pas été un bon cru pour les chimistes européens. Malgré leur dynamisme, les géants allemands ont tout juste réussi à maintenir leurs chiffres d'affaires aux niveaux de 1976 et leurs bénéfices sont en baisse. Les chimistes français n'ont pas été mieux lotis et le numéro un britannique ICI annonce d'ores et déjà une sensible diminution de ses résultats malgré l'avantage que la fabrique de la livre lui a procuré à l'exportation la majeure partie de l'année. Ne parvenant même pas à l'italien Montedison, l'agissant d'un ex délégué. Dans un tel environnement, le sort de Rhône-Poulenc aux prises avec les difficultés que l'on voit ne paraissant guère enviable. Pourtant, 5 surprises, M. Jean Gandolfi, vice-président directeur général, a annoncé que le chiffre d'affaires du groupe s'était accru de 10 % à 22,5 milliards de francs, dont 4 % seulement, il est vrai, en volume. Ce n'est quand même pas mal en comparaison de ce que ses concurrents ont fait. Bien ! Après deux années noires marquées par de forts déficits, les comptes du groupe seront voisins de l'équilibre, les estimations faites par ses dirigeants fixant entre 100 et 130 millions de francs le montant du résultat consolidé avant déduction des impôts évalués de leur côté à une centaine de millions. Signalement néanmoins que la plus-value dégagée par la vente de la participation dans ICI Laboratoires (près de 300 millions) a été de quelque 200 millions. Le résultat net d'exploitation avant frais financiers s'est donc de même accru de 13 % environ à 120 millions de francs, signe d'une embellissement certaine. La recette tient en quelques mots. Ce que le groupe n'a pu « gratter » sur son prix

Bourse de Paris
Flambée spéculative

SEMAINE DU 13 AU 17 FÉVRIER

« G EORGES MARCHAIS soit loué ! Une statue devrait lui être élevée au centre de la corbeille. Le secrétaire général du P.C.F. est bien notre objectif le plus sûr. - Prises au hasard des travées du palais Brongniart, ces réflexions, non dépourvues d'humour froid, traduisent pourtant assez bien le sentiment des milieux financiers pour le leader communiste. Comment pourrait-il en être autrement ? Certes, M. Marchais est le signataire d'un programme dont l'éventuelle application ne peut que glacer le sang des boursiers. Mais pour eux il est aussi celui qui, à tort ou à raison, constitue le meilleur rempart contre la constitution d'un éventuel gouvernement de la gauche. En tout cas, c'est bien grâce à ses interventions publiques que la Bourse a dû rebondir à plusieurs reprises depuis l'automne dernier. Le scénario s'est reproduit cette semaine à l'issue de laquelle les actions françaises ont achevé de rattraper en quasi-totalité des pertes accumulées dès le début de l'année. D'un vendredi à l'autre, les différents indices ont progressé de près de 8 %.

Les premières séances n'auraient pourtant rien de bon. Certes, lundi, le marché garda la tête froide et n'eut pas la réaction tant redoutée après la publication dans « le Point » d'un nouveau sondage défavorable à la majorité en place. D'une part les grandes lignes de ce dernier étaient connues bien avant le week-end (« le Monde » était à l'heure de laquelle les actions françaises ont achevé de rattraper en quasi-totalité des pertes accumulées dès le début de l'année. D'un vendredi à l'autre, les différents indices ont progressé de près de 8 %.

Le mouvement de reprise a-t-il quelque chance de se poursuivre ? Une chose est sûre : sa nature est incontestablement et quasi intégralement « politique ». A trois semaines des élections, la corbeille vient d'engager un formidable pari.

PATRICE CLAUDE.

Alimentation

Les dirigeants de Cédis prévoient, pour 1978, un accroissement de près de 13 % du montant des ventes : celui-ci devrait se

	17 févr.	Diff.
Chiers-Châtillon	11,70	- 0,78
Cremat-Leiro	52	- 2,10
Dreux Nord-Est	28,50	- 0,58
Industrie de la viande	31,20	- 1,20
Métal-Montaudou	36,70	- 2,78
Pompey	73,10	- 0,90
Sacilor	18,30	- 1,20
Saint-James	28,80	- 0,30
Usiner	19,10	- 1,90
Valloire	5,70	- 0,20
Wendel	27,30	- 1,50
Wendel-Pines	69,50	- 0,20
Wendel de Lorraine	68,50	- 3,50
Wendel	181	- 0,50
Sagem	32	- 15
Saurer-Daval	64	- 4
Paulin	151	- 3,80
Pengou-Citroën	268,10	- 0,30
Ferodo	363	- 14

	17 févr.	Diff.
Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs	52	- 1,50
B.S.N.-Gerv. Dan.	345	- 15
Carré	1283	- 63
Casino	827	- 7
Wendel-Haussey	351	- 20
Mumm	236	- 22
Oldin et Cahy	115,80	- 2,60
Perard-Ricard	289	- 12,50
Radar	285	- 25
Raxia. St-Louis	36,50	- 1
S.I.A.S.	165	- 0,50
Veuve Clicquot	399	- 39
Viniprix	275	- 7
Wendel	273,50	- 1,50
Wendel	149	- 7
Wendel	172	- 1,80
Nestlé	6 598	- 70

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Métallurgie, constructions

mécaniques

Comme prévu, l'amélioration des résultats de Jaeger pour 1977 permettra à la société de reprendre la distribution du dividende suspendu depuis 1973. Le rendement global s'éleva à 7,65 F. (Montant identique à celui versé au titre de l'exercice 1972).

Les dirigeants du groupe Général de Lorraine tablent sur une nouvelle amélioration des résultats pour 1978.

Les comptes du Ferodo pour 1977 ne sont pas encore arrêtés mais il apparaît qu'ils ont été bénéficiaires pour 1977 sera infé-

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs)

	13-2	14-2	15-2	16-2	17-2
Termes	50 537 470	64 032 685	81 899 719	81 767 820	113 853 063
Compt.	90 055 127	103 306 773	151 355 436	127 678 237	161 251 322
R. et obl.	40 344 328	34 359 686	57 985 706	41 968 320	41 323 871
Actions	180 938 923	201 728 344	271 040 861	251 414 687	318 428 956

INDICES QUOTIDIENS (I.N.S.E.E. base 100 30 décembre 1977)

Franc	92,6	93,3	94,5	96,3	97,1
Etrang.	103,3	102,4	102,3	102,1	101,8

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

(base 100 30 décembre 1977)

Tendance	91,8	92,3	93,0	93,1	96,6
(base 100 28 décembre 1981)					

Ind. gén.	58,0	58,1	58,3	57,4	58,4
-----------	------	------	------	------	------

Pétroles

Enregistré une augmentation de 21 % de son chiffre d'affaires et de 9 % de son bénéfice avant impôts.

Enregistré une augmentation de 21 % de son chiffre d'affaires et de 9 % de son bénéfice avant impôts.

Enregistré une augmentation de 21 % de son chiffre d'affaires et de 9 % de son bénéfice avant impôts.

Enregistré une augmentation de 21 % de son chiffre d'affaires et de 9 % de son bénéfice avant impôts.

Enregistré une augmentation de 21 % de son chiffre d'affaires et de 9 % de son bénéfice avant impôts.

Enregistré une augmentation de 21 % de son chiffre d'affaires et de 9 % de son bénéfice avant impôts.

Enregistré une augmentation de 21 % de son chiffre d'affaires et de 9 % de son bénéfice avant impôts.

Enregistré une augmentation de 21 % de son chiffre d'affaires et de 9 % de son bénéfice avant impôts.

Enregistré une augmentation de 21 % de son chiffre d'affaires et de 9 % de son bénéfice avant impôts.

Enregistré une augmentation de 21 % de son chiffre d'affaires et de 9 % de son bénéfice avant impôts.

Enregistré une augmentation de 21 % de son chiffre d'affaires et de 9 % de son bénéfice avant impôts.

Enregistré une augmentation de 21 % de son chiffre d'affaires et de 9 % de son bénéfice avant impôts.

Enregistré une augmentation de 21 % de son chiffre d'affaires et de 9 % de son bénéfice avant impôts.

Enregistré une augmentation de 21 % de son chiffre d'affaires et de 9 % de son bénéfice avant impôts.

Enregistré une augmentation de 21 % de son chiffre d'affaires et de 9 % de son bénéfice avant impôts.

Enregistré une augmentation de 21 % de son chiffre d'affaires et de 9 % de son bénéfice avant impôts.

Enregistré une augmentation de 21 % de son chiffre d'affaires et de 9 % de son bénéfice avant impôts.

Enregistré une augmentation de 21 % de son chiffre d'affaires et de 9 % de son bénéfice avant impôts.

Enregistré une augmentation de 21 % de son chiffre d'affaires et de 9 % de son bénéfice avant impôts.

Enregistré une augmentation de 21 % de son chiffre d'affaires et de 9 % de son bénéfice avant impôts.

Enregistré une augmentation de 21 % de son chiffre d'affaires et de 9 % de son bénéfice avant impôts.

Enregistré une augmentation de 21 % de son chiffre d'affaires et de 9 % de son bénéfice avant impôts.

Enregistré une augmentation de 21 % de son chiffre d'affaires et de 9 % de son bénéfice avant impôts.

Enregistré une augmentation de 21 % de son chiffre d'affaires et de 9 % de son bénéfice avant impôts.

Enregistré une augmentation de 21 % de son chiffre d'affaires et de 9 % de son bénéfice avant impôts.

Enregistré une augmentation de 21 % de son chiffre d'affaires et de 9 % de son bénéfice avant impôts.

Enregistré une augmentation de 21 % de son chiffre d'affaires et de 9 % de son bénéfice avant impôts.

Enregistré une augmentation de 21 % de son chiffre d'affaires et de 9 % de son bénéfice avant impôts.

Enregistré une augmentation de 21 % de son chiffre d'affaires et de 9 % de son bénéfice avant impôts.

Enregistré une augmentation de 21 % de son chiffre d'affaires et de 9 % de son bénéfice avant impôts.

Enregistré une augmentation de 21 % de son chiffre d'affaires et de 9 % de son bénéfice avant impôts.

Enregistré une augmentation de 21 % de son chiffre d'affaires et de 9 % de son bénéfice avant impôts.

Enregistré une augmentation de 21 % de son chiffre d'affaires et de 9 % de son bénéfice avant impôts.

Enregistré une augmentation de 21 % de son chiffre d'affaires et de 9 % de son bénéfice avant impôts.

Enregistré une augmentation de 21 % de son chiffre d'affaires et de 9 % de son bénéfice avant impôts.

Enregistré une augmentation de 21 % de son chiffre d'affaires et de 9 % de son bénéfice avant impôts.

Enregistré une augmentation de 21 % de son chiffre d'affaires et de 9 % de son bénéfice avant impôts.

Enregistré une augmentation de 21 % de son chiffre d'affaires et de 9 % de son bénéfice avant impôts.

Enregistré une augmentation de 21 % de son chiffre d'affaires et de 9 % de son bénéfice avant impôts.

Enregistré une augmentation de 21 % de son chiffre d'affaires et de 9 % de son bénéfice avant impôts.

Enregistré une augmentation de 21 % de son chiffre d'affaires et de 9 % de son bénéfice avant impôts.

Enregistré une augmentation de 21 % de son chiffre d'affaires et de 9 % de son bénéfice avant impôts.

Enregistré une augmentation de 21 % de son chiffre d'affaires et de 9 % de son bénéfice avant impôts.

Enregistré une augmentation de 21 % de son chiffre d'affaires et de 9 % de son bénéfice avant impôts.

Enregistré une augmentation de 21 % de son chiffre d'affaires et de 9 % de son bénéfice avant impôts.

Enregistré une augmentation de 21 % de son chiffre d'affaires et de 9 % de son bénéfice avant impôts.

Enregistré une augmentation de 21 % de son chiffre d'affaires et de 9 % de son bénéfice avant impôts.

Enregistré une augmentation de 21 % de son chiffre d'affaires et de 9 % de son bénéfice avant impôts.

Enregistré une augmentation de 21 % de son chiffre d'affaires et de 9 % de son bénéfice avant impôts.

Enregistré une augmentation de 21 % de son chiffre d'affaires et de 9 % de son bénéfice avant impôts.

Enregistré une augmentation de 21 % de son chiffre d'affaires et de 9 % de son bénéfice avant impôts.

Enregistré une augmentation de 21 % de son chiffre d'affaires et de 9 % de son bénéfice avant impôts.

Enregistré une augmentation de 21 % de son chiffre d'affaires et de 9 % de son bénéfice avant impôts.

Enregistré une augmentation de 21 % de son chiffre d'affaires et de 9 % de son bénéfice avant impôts.

Enregistré une augmentation de 21 % de son chiffre d'affaires et de 9 % de son bénéfice avant impôts.

Enregistré une augmentation de 21 % de son chiffre d'affaires et de 9 % de son bénéfice avant impôts.

Enregistré une augmentation de 21 % de son chiffre d'affaires et de 9 % de son bénéfice avant impôts.

Enregistré une augmentation de 21 % de son chiffre d'affaires et de 9 % de son bénéfice avant impôts.

Enregistré une augmentation de 21 % de son chiffre d'affaires et de 9 % de son bénéfice avant impôts.

Enregistré une augmentation de 21 % de

UN JOUR DANS LE MONDE

2. IDEES
 - CONSTITUTION : « Synthèse ou persécution ? », par Georges Vedel ; « Deux précisions », par Maurice Duverger.
3. ETRANGER
 - Débats politiques et construction économique en Chine.
4. DIPLOMATIE
5. AFRIQUE
6. EUROPE
- 6 a b. POLITIQUE
 - LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES : Le vote des Français de l'étranger.
 - M. Ségué critique le programme chiffré du parti socialiste.
 - DOSSIER : les partis et l'éducation.
 - Les partis face aux écolistes.

LE MONDE AUJOURD'HUI

Pages 9 à 15

- Au fil du jour : La presse des jeunes, par Pierre Vianon-Fort.
- Lettre du Port-Louis, par Philippe Descazes.
- A Saint-Denis, la librairie des proles, par Anne Gaillet.
- RADIO-TELEVISION : Savoir pour décider, apprendre pour comprendre, par Claude Sarraute ; L'art et l'argent, par Xavier Delcourt.

16-17. CULTURE

18. SOCIÉTÉ

- Comment rédiger votre déclaration de revenus.

23-24. ÉCONOMIE - RÉGIONS

24-25. LA SEMAINE FINANCIÈRE

LIRE ÉGALEMENT

- RADIOTÉLÉVISION (11 à 14)
- Carnet (9) ; Informations pratiques (10) ; « Journal officiel » (11) ; Météorologie (12) ; Mots croisés (13).

En janvier

LE DÉFICIT COMMERCIAL DE LA FRANCE A ÉTÉ DE 1,8 MILLIARD DE FRANCS

La balance commerciale de la France pour le mois de janvier a été déficitaire de 1,8 milliard de francs. Les exportations ont atteint 23 932 millions et les importations 25 737 millions de francs. Après correction des variations saisonnières, le déficit s'est élevé à 1 954 millions, correspondant à un taux de couverture des achats par les ventes de 93,5 % (les exportations s'élevaient à 23 735 millions de francs et les importations à 25 677 millions de francs).

Ce mauvais résultat doit être interprété avec prudence. Il survient, en effet, après un fort accident en décembre (+ 1,6 milliard de francs). Sur les trois derniers mois, le taux de couverture des achats par les ventes est de 97 %, ce qui représente un déficit moyen de 900 millions de francs par mois (ce chiffre le mois de septembre — date du redressement de la balance commerciale française — le déficit moyen mensuel est de 400 millions de francs).

Le déficit important du mois de janvier tient essentiellement, selon le ministère du Commerce extérieur, à l'évolution des échanges agro-alimentaires : « C'est aberrant », dit-il, « n'a pas même été atteint lors de la sécheresse — serait lié au mécanisme des montants compensatoires et à la dévaluation du franc vert ».

FLAMBÉE DES PRIX DES LÉGUMES ET DES VOLAILLES A RUNGIS

Depuis le début de février, les prix de la plupart des légumes et des volailles ont fortement augmenté sur le marché de gros de Rungis. En deux semaines, le prix des choux de Bruxelles a plus que doublé (+ 129 %), le prix des poireaux a progressé de 74 %, ceux des carottes, des navets, des choux, de 58 %, celui du oignon en branche de 46 %. Seuls les pommes de terre (stabiles) et, à un moindre titre, les choux-fleurs (21 %) ont été épargnés par la flambée des cours.

Ces « hausses sensibles », selon un communiqué du ministère des finances, s'expliquent par les mauvaises conditions climatiques et « étaient prévisibles ».

Le gel, le froid et la neige n'expliquent pas, en revanche, l'augmentation des prix des volailles.

A B C D E F G

Après la rupture d'une canalisation de gaz

Une série d'explosions provoquent la mort de cinq personnes dans plusieurs immeubles du 16^e arrondissement

Une information contre X pour homicide et blessures involontaires a été ouverte par le parquet de Paris et confiée à M. Alain Versier, juge d'instruction, après qu'une série d'explosions — avenue du Colonel-Bonnet, rue Raynouard, avenue de Lamballe, rue Singer — eut ravagé, dans l'après-midi du vendredi 17 février, plusieurs immeubles du quartier de Passy, dans le 16^e arrondissement de Paris, et dont le bilan provisoire s'élevait, ce samedi matin, selon la préfecture de police, à cinq morts et seize blessés, dont treize sont dans un état grave.

Plusieurs centaines d'habitants ont dû être évacués, une partie d'entre eux trouvant refuge chez des amis ou parents, tandis que cent trente autres étaient provisoirement relogés par les services municipaux.

M. Jacques Chirac, maire de Paris, a interrompu une tournée électorale en Franche-Comté pour regagner la capitale et il s'est rendu sur les lieux de la catastrophe au cours de la nuit.

Selon le général Gère, commandant de brigade des sapeurs-pompiers de Paris, les explosions sont dues au gaz. Une « conduite maîtresse » a, en effet, été rompue, occasionnant l'échappement d'une nappe de gaz qui s'est propagée dans les points bas du quartier — caves et égouts — provoquant des explosions plus ou moins fortes. Toutefois, il reste à déterminer la cause véritable de l'explosion initiale qui a soufflé un immeuble de l'avenue du Colonel-Bonnet.

Une fourchette de 5 à 15 %

L'un des responsables de Gaz de France a indiqué qu'il n'était pas certain que cette première explosion soit due à une fuite de gaz. Quant à la rupture de la conduite, on estime pour l'instant qu'elle pu être la conséquence d'un mouvement de terrain, natu-

rel ou provoqué par des travaux. Le seizième arrondissement a été l'un des premiers quartiers de Paris, en 1974, à être converti au gaz naturel. Il reçoit donc aujourd'hui, comme la quasi-totalité de la région parisienne, un mélange composé de gaz des Pays-Bas (dont Groningue), de mer du Nord (Ekofisk) et d'Algérie.

Ce gaz naturel inodore est rendu odorant, pour des raisons de sécurité, par un produit pétrolier nommé « odorant ». Il est très inflammable (de 5 à 12 %, avec l'air) et la proportion explosive, il est inflammable.

Gaz de France, qui a chargé un contrôleur général, l'établissement d'une enquête, ignore l'origine de l'accident. Les canalisations en acier, qui datent de 1955, ne sont pas en cause, « si elles n'ont pas été oxydées », par des travaux », dit-on à G.D.F.

L'interdiction complète de la circulation de gaz dans le seizième arrondissement n'a été achevée que vers 20 heures. L'interdiction de l'écoulement du gaz dans un quartier a été imposée par les pompiers (ce que G.D.F. appelle un « réseau maillé ») et une opération lourde. Entre les fermatures

L'identité des victimes

Les cinq personnes tuées — trois femmes et deux hommes — ont été identifiées. Il s'agit de Mme. Hervé Gachy, trente-neuf ans, demeurant 1, avenue du Colonel-Bonnet, Belkacem Agui, quarante et un ans, peintre en bâtiment, demeurant 17, rue Henri-Bachet, A. Vigneron-Schne (Vai de -Marne), de Mme Martine Pelissier, quarante-huit ans, demeurant 7, avenue du Général-Mangin.

Ancien ministre égyptien

M. Youssef Sebail EST VICTIME D'UN ATTENTAT A CHYPRE

Nicosie (A.F.P., A.P.). — M. Youssef Sebail, secrétaire général égyptien du Mouvement de solidarité avec les peuples arabes, a été tué ce samedi 18 février, dans un attentat commis à Nicosie, au cours d'une réunion du présidium du mouvement.

Aussitôt après les coups de feu, un groupe d'hommes armés, s'est précipité sur les lieux, s'est emparé d'une trentaine d'otages, qu'ils détenaient toujours, en fin de matinée, dans la cafétéria de l'hôtel Hilton.

[Ancien ministre de l'Information et président du Front démocratique d'Égypte (gouvernemental). A ce titre, il avait accompagné le président Sadate lors de son voyage à Jérusalem.]

LE GROUPE BAADER-MEINHOF REVENDEQUE UN ATTENTAT CONTRE LE SIÈGE DE LA LUFTHANSA A BOGOTA

Bogota (A.F.P.). — Un attentat a été commis vendredi matin 17 février dans la capitale colombienne contre les locaux de la compagnie aérienne ouest-allemande Lufthansa. L'explosion d'une bombe a provoqué d'importants dégâts matériels, mais elle n'a fait aucune victime.

Cet attentat a été revendiqué dans la journée par le groupe Baader-Meinhof, dont plusieurs membres se trouvent à Bogota, selon la police de Bonn. Dans un message adressé à différents journaux, il est indiqué que cette opération constitue « le début d'une série d'attaques contre les monopoles ouest-allemands et américains qui exploitent les peuples opprimés du monde. Avec ce geste de peu d'importance mais significatif, des objectifs de grande importance ont été atteints », ajoutent les auteurs du message.

[Le 5 novembre dernier, les survivants du groupe Baader-Meinhof avaient envoyé à plusieurs organes de presse un texte dans lequel ils accusaient qu'ils tentaient d'expliquer les événements de la Lufthansa « à partir du 15 novembre » (le Monde du 8 novembre). Cette menace, qui n'a pas été mise à exécution pour l'instant, a provoqué un renforcement considérable des mesures de sécurité dans les aéroports et à bord des appareils de la compagnie ouest-allemande.]

En Égypte

M. Serageddine est élu président du nouveau Wafd

De notre correspondant

Le Caire. — L'Assemblée constituante du parti Wafd, récemment autorisée de nouveau (le Monde du 25 janvier et du 7 février), s'est réunie au Caire le vendredi 17 février. Ses deux cent vingt-huit membres ont élu à l'unanimité M. Serageddine, président du parti. Ministre de l'Intérieur et principal dirigeant Wafd avant la révolution de 1952, M. Serageddine est âgé aujourd'hui de soixante-sept ans. Il sera assisté par trois vice-présidents, MM. Abdel Fattah Hassan, député du delta du Nil, Helmi Mourad, député d'Égypte, et Wahid Raftat, juriste.

LE PRÉSIDENT CARTER ESTIMÉ QUE L'ÉGYPTE EST MENACÉE PAR LA LIBYE ET L'ÉTHIOPIE

Le président Carter a ostensiblement déclaré qu'il avait l'intention de livrer cent dix avions perfectionnés à l'Égypte et à l'Arabie Saoudite, à chaque étape d'une brève tournée qu'il a entreprise dans les deux États de la Nouvelle-Angleterre.

« Nous ne pouvons pas abandonner nos amis au Proche-Orient, sinon l'Égypte sera bientôt envahie à partir de la Libye ou peut-être même de l'Irak », a-t-il déclaré à Bangor (Maine) le président américain pour justifier sa décision de fournir cinquante F-4E au gouvernement du président Sadate. « Personne ne peut savoir que ces F-4E pourraient relever le défi des F-15, dont Israël possède déjà vingt-cinq exemplaires (auxquels devraient s'ajouter quinze autres si le projet est approuvé par le Congrès), a-t-il poursuivi pour expliquer qu'il considère que l'Égypte ne pourra pas résister à l'État hébreu avec ses avions. M. Carter a aussi insisté sur le fait que les États-Unis continuent manifestement à remplir leur engagement du président de la sécurité et la puissance d'Israël ».

A Moscou, la « Pravda » a critiqué la décision du président Carter, affirmant qu'elle constituait « une mine placée sur la voie de la paix au Proche-Orient ». Les États-Unis, pour la « Pravda », ne font que verser de l'huile sur le feu en renforçant le potentiel militaire d'Israël, tout en poursuivant la politique qui consiste à diviser les États arabes en associant plus étroitement les régimes de droite à Washington. » (A.F.P., A.P.)

A cause des réglementations à La Guardia

L'ACHAT D'AIRBUS POUR EASTERN AIRLINES POURRAIT ÊTRE COMPROMIS

New-York (A.P.). — L'accès de l'aéroport de La Guardia pourrait être interdit aux Airbus, dont la compagnie américaine Eastern Airlines envisage de s'équiper pour desservir ses lignes intérieures.

Selon le New York Times, le modèle A 300 B choisi par la compagnie dépasse en effet les normes de poids fixées pour les avions de l'aéroport de La Guardia, le plus central de New-York.

De par la conception de son train d'atterrissage, les roues de l'appareil exerceraient une pression supérieure au maximum toléré par les « taxiways » construits pour des avions de la baie de Flushing.

Le président de la compagnie Eastern Airlines, l'ancien astronaute Frank Borman, a déclaré qu'il pourrait être amené à renoncer à l'achat du nouvel appareil européen, dont il envisage d'acquiescer un vingtième d'investissement, s'il n'est pas autorisé à La Guardia.

LE PARTI SOCIALISTE ET LE SPORT

Priorité à un mouvement populaire et indépendant

Après MM. Georges Marchais (P.C.), Jean-Pierre Solsson (P.R.) et Jacques Chirac (R.P.R.), M. François Mitterrand a présenté, vendredi 17 février, la politique du parti socialiste pour tout ce qui concerne le sport.

Il ressort des propos de M. Mitterrand que le P.S. a l'intention de privilégier le mouvement associatif et de faire du club la pièce maîtresse de l'organisation sportive extra-scolaire. Ce choix indique aussi que pour le P.S., le sport doit être indépendant de l'État et des milieux financiers.

Dans le domaine scolaire, priorité sera donnée à l'éducation sportive et, sur ce point, M. Mitterrand s'est prononcé en faveur du rattachement des enseignants d'éducation physique et sportive (E.P.S.) à l'éducation nationale. Le premier secrétaire du P.S. considère que l'application du tiers-temps et les cinq heures d'E.P.S. par semaine sont les objectifs à atteindre et que la réalisation de ce programme passe par un effort budgétaire important, comme par l'aménagement des horaires et du programme scolaire.

La part du budget national pour la jeunesse et les sports devrait être, selon M. Mitterrand, de 1 %, ou du moins s'en approcher. C'est dire que ce département, qui n'aurait plus en charge l'E.P.S., bénéficierait à moyen terme d'un financement en augmentation de près de 400 % par rapport à ses ressources actuelles. Le budget du secrétariat d'État à la jeunesse et aux sports est en effet, en 1978, de 0,67 %, et, sur ce poste, la part de l'E.P.S. est de 60 %. Le parti socialiste est aussi favorable à l'affectation à la jeunesse et aux sports de ressources extra-budgétaires provenant de la loterie nationale et du tiercé. Mais M. Mitterrand a réaffirmé son attachement à la préservation de concours de pronostics.

Dans l'hypothèse où il serait absolument nécessaire de faire un choix entre le sport populaire et celui haut niveau, le P.S. considère que la faveur devrait aller au sport populaire, l'expérience ayant prouvé que l'élite

est souvent issue de la masse. Selon M. Mitterrand, c'est toute une génération de champions qui se dégageait en vingt ans de la masse, et ces perspectives d'avenir justifiaient qu'une telle option soit prise.

Pour le P.S., le sport de haute compétition est cependant nécessaire, en regard à son honnabilité et à sa valeur formatrice. L'athlète de compétition doit être à la fois aidé et préservé de la commercialisation, de la corruption et des pratiques sportives anabolisantes. Dans le même temps, il a droit à ce que sa reconversion sociale fasse l'objet de la plus grande attention, afin d'éviter toute forme de déchéance une fois sa première carrière terminée. Sur ce point aussi, M. Mitterrand s'est prononcé contre l'instauration des sports de haut niveau.

Argentine : oui, mais...

Le premier secrétaire du parti socialiste a souhaité que les sportifs français obtiennent les meilleurs résultats possibles dans les grandes compétitions, et notamment aux Jeux olympiques de Moscou, et a déclaré, à ce propos, que les échecs nationaux dans presque toutes les disciplines sont dus plus au désintérêt des fédérations que des gouvernements de la V^e République qu'au manque d'aptitudes des champions français. Le parti socialiste veut pour preuve que depuis vingt ans, chaque ministre ou secrétaire d'État a eu son plan de redressement ou de réforme et qu'aucun n'a été mené à bien. « C'est la politique du bouillonnement », a dit M. Mitterrand.

En définitive, le P.S. admet que l'équipe de France doit aller disputer la Coupe du monde en Argentine, mais qu'il est inopportuniste et fâcheux que l'organisation de la compétition ait été confiée à un pays dont le régime est tellement arbitraire. Au mois de juin, a précisé M. Mitterrand, un gouvernement de gauche donnerait des instructions détaillées à l'équipe de France pour qu'elle évite toute collision avec le gouvernement argentin.

FRANÇOIS JANIN.

A LA CONFÉRENCE DE SYDNEY

Douze pays du Commonwealth ont critiqué la politique commerciale des Neuf

De notre correspondant

Sydney. — La conférence des chefs de gouvernement du Commonwealth d'Asie et du Pacifique s'est ouverte à Sydney, samedi 17 février. Quatre groupes spécialisés vont être mis en place, pour discuter des questions de commerce, d'énergie, de terrorisme et de trafic de drogue. L'Australie va présider le groupe chargé du commerce, ce qui lui permettra de faire prévaloir sa politique fortement hostile au Marché commun ; Canberra a même menacé les Neuf de représailles économiques.

Au Transkei

UNE SOCIÉTÉ FRANÇAISE VA CONSTRUIRE UN PORT FRANÇAIS (De notre correspondant.)

Johannesburg. — Le Transkei, premier Bantoustan à avoir acquis son indépendance en 1976, se lance dans la construction d'un port maritime français. Les Grands Travaux de Marseille, s'en chargera avec l'aide de deux firmes transkéliennes, System and Management Board et Transkei National Engineering. Le premier ministre, M. Matanzima, a annoncé vendredi 17 février qu'il venait de signer un accord avec la société française portant sur la construction, le développement et le financement du port. Les travaux, qui devraient commencer immédiatement, dureront de cinq à six ans. Le coût est estimé à 125 millions de rands (700 millions de francs).

Selon le premier ministre, le gouvernement transkélien en aura, sur les conseils des Grands Travaux de Marseille, un port franc entouré de zones industrielles et de villes. Actuellement, l'emplacement, Ngqweni, est absolument sauvage. Situé à 20 kilomètres au sud de Port-Saint-John (un port de plaisance), il n'est desservi ni par une voie ferrée ni par des routes goudronnées. Déjà, en Afrique du Sud, des écologistes se dressent contre le projet qui détruirait cette zone fertile en poisson et dont on projette de faire une réserve naturelle. C'est le plus important contrat signé par le Transkei — un État reconnu seulement par l'Afrique du Sud — avec une société européenne depuis son accession à l'indépendance, le 26 octobre 1976.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

Au Tchad

LE FROLINAT ANNONCE L'OCCUPATION DE FAYA-LARGEAU

La ville de Faya-Largeau, à 800 kilomètres de N'Djamena, est prise vendredi 17 février sous le contrôle des combattants du Front de libération nationale du Tchad (FROLINAT), annonce un communiqué de presse de ce mouvement transmis samedi à Paris.

L'occupation de cette ville marque le quarantième anniversaire de la mort du premier secrétaire général du FROLINAT, en 1964, dans le centre du Tchad, ajoute le FROLINAT. L'offensive qui vient de permettre l'occupation des oasis de Faya, tombée mardi, et de Faya-Largeau, avait été baptisée du nom du disparu.

L'ANNÉE

Un accord
cesses-le-ten
ait intervenu
au Tchad

LINE PAGE 4

Relance
la violence
en Ulster

Un accord
cesses-le-ten
ait intervenu
au Tchad

Un accord
cesses-le-ten
ait intervenu
au Tchad

Un accord
cesses-le-ten
ait intervenu
au Tchad

Un accord
cesses-le-ten
ait intervenu
au Tchad

Un accord
cesses-le-ten
ait intervenu
au Tchad

Un accord
cesses-le-ten
ait intervenu
au Tchad

Un accord
cesses-le-ten
ait intervenu
au Tchad

Un accord
cesses-le-ten
ait intervenu
au Tchad

Un accord
cesses-le-ten
ait intervenu
au Tchad